



l'Humanité magazine

L'ÉTÉ MEURTRIER DE LA DÉMOCRATIE

**HISTOIRE DE LA SEMAINE
SORTIR LES FEMMES DES
BORDELS DE NEW DELHI**

**LA RENCONTRE
EMMANUEL TJIBAOU,
UN KANAK À L'ASSEMBLÉE**

**TEMPS DE VIVRE
SE LOGER À BELLE-ÎLE,
LA BATAILLE DES MAIRES**



FACE AUX ATTAQUES DE CERTAINS MILIEUX FINANCIERS ET REACTIONNAIRES PERSONNE NE NOUS FERA TAIRE

SOUTENEZ-NOUS!

JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ
EN VERSANT €

NOM / PRÉNOM

E-MAIL

TÉL.

ADRESSE

VILLE

CODE POSTAL

☐ J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.

Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble calliope.
5 rue playel - 93528 Saint-Denis Cedex.

OU JE FAIS UN
DON EN LIGNE ! 

DÉFISCALISATION

VOTRE DON DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔTS DE 66%, DANS LA
LIMITE DE 20% DU REVENU IMPOSABLE.

Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

☐ Je fais un don de 1 à 499 € :
Remplissez ce bulletin et envoyez le accompagné de votre chèque libellé
à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

☐ Je donne 500 € ou plus :
Remplissez ce bulletin et envoyez le accompagné de votre chèque libellé
à l'ordre de l'Humanité en Partage.

l'Humanité

l'Humanité **Humanité.fr**
magazine

L'héritage des Jeux

PAR **FABIEN GAY**, DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ

« J



JULIEN JAULIN/HANSLUCAS

e viens de faire un frottis. Et c'était gratuit ! » C'est l'athlète états-unienne Ariana Ramsey, médaillée de bronze au rugby à VII, qui a loué sur les réseaux sociaux le service public de santé. Il est vrai que cet acte médical si indispensable pour prévenir le cancer du col de l'utérus coûte plusieurs centaines de dollars aux États-Unis. Comme Ariana et les sportifs qui ont pu avoir accès à cette qualité de soins dans le village des athlètes, des centaines de milliers de spectateurs ont pu apprécier la qualité de nos services publics et de nos infrastructures, grâce au déploiement en nombre d'agents, de forces de sécurité et de sûreté jusque dans les transports.

La France dispose d'un des services publics les plus performants au monde dans beaucoup de domaines. Mais il se délite peu à peu, sous l'effet des coups de rabot des libéraux, qui ne réfléchissent que par le seul prisme de la rentabilité financière immédiate. Pourtant, une politique de prévention efficace qui s'adresse au plus grand nombre, et permet à chacun, par exemple, de se faire vacciner contre le papillomavirus, responsable du cancer du col de l'utérus, devrait être la norme. Bien sûr, c'est d'abord une question sanitaire, mais c'est aussi une bonne gestion des finances publiques, car le préventif coûte bien moins cher que le curatif.

Il faut absolument que cette parenthèse « enchantée » pendant les olympiades, qui a vu des policiers en nombre faire de l'ilotage pour assurer la sécurité, des agents des transports partout dans chaque gare d'Île-de-France avec un service ponctuel, soit la norme demain. Et partout, sur tous les territoires, en banlieue comme dans les zones rurales et en outre-mer. Voici le plus bel héritage que peuvent nous transmettre ces jeux Olympiques et Paralympiques, avec celui évidemment d'investir massivement pour que chaque enfant, chaque

adulte, puisse développer une pratique sportive et que nos différents territoires soient plus inclusifs pour les personnes à mobilité réduite.

Pour cela, il faut rompre avec le macronisme qui a accentué les coupes budgétaires, fermé des lits d'hôpitaux, dégradé les services publics et contribué à les éloigner des attentes et besoins des populations dans de nombreux territoires. Après sa défaite aux élections législatives, le coup de force antidémocratique du président pour confisquer le pouvoir et œuvrer à des combinaisons politiciennes pour continuer sa politique sont insupportables. C'est bien celle-ci qui a été durement sanctionnée dans les urnes, comme la retraite à 64 ans qui reste toujours impopulaire et profondément injuste.

Le Nouveau Front populaire et sa candidate à Matignon, Lucie Castets, sont prêts à gouverner pour changer radicalement de cap ! Dès samedi 7 septembre, à l'instar des manifestations de juin dernier, le peuple doit reprendre la rue pour se faire entendre et respecter. Puis, les 13, 14, 15 septembre, retrouvons-nous à la Fête de l'Humanité par dizaines de milliers. Cette 89^e édition sera le rendez-vous de la rentrée du Nouveau Front populaire, avec les représentants des quatre formations politiques pour continuer à porter d'une seule voix l'exigence d'un gouvernement de gauche et d'un changement de politique ! D'ici ce rendez-vous, proposons largement à nos amis, à nos voisins, à nos collègues le bon de soutien, invitons-les à nous rejoindre là où un avenir meilleur se construit. ●

Il faut que cette parenthèse « enchantée » des olympiades, qui a vu des policiers en nombre faire de l'ilotage pour assurer la sécurité, des agents des transports dans chaque gare d'Île-de-France, soit demain la norme sur tous les territoires.

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS
l'Humanité

ABONNEMENTS JUSQU'À -50%

Offre spéciale Fête

À partir de **5,50€/mois**

Sans engagement

Offres valables jusqu'au
30 SEPTEMBRE



Flashez pour nos offres !

SOMMAIRE

3 L'ÉDITORIAL DE FABIEN GAY

L'HISTOIRE DE LA SEMAINE

6 INDE

Au secours des captives des bordels de Delhi

COMPRENDRE

P. 12



LIVIA SAavedra

12 LA RENCONTRE

Emmanuel Tjibaou : « Contre l'impérialisme français, c'est un combat de dignité »

18 L'ENQUÊTE

L'été en apnée de la démocratie française

26 EN IMAGE

La France brille aux JOP

28 L'ANALYSE

L'AfD prospère sur les ruines du « modèle » consensuel allemand

30 CHARIVARI

Le combat de Tran To Nga prend un coup de jeune

32 ÉCONOMIE

Export chinois : quand les barrières riment avec bonnes affaires

34 SPORTS

Allez la France, encore un effort pour performer dans le recyclage !

36 SCIENCES

Des stocks de poissons surestimés

38 LE DESSIN DE BESSE

CULTURE

40 CINÉMA DOCUMENTAIRE

Rencontre avec le géant américain Frederick Wiseman, à l'affiche du Centre Pompidou à Paris

44 THÉÂTRE

Cinq pièces à ne pas rater

45 LITTÉRATURE

« La mission », de Richard Morgiève, et « Reprendre corps », de Deborah Costes

46 IDÉES

Alain Ruscio publie « La Première Guerre d'Algérie, une histoire de conquête et de résistance, 1830-1852 ». Entretien

49 ESSAIS

« Le communisme, un chemin pour l'avenir », d'Éric Le Lann

50 TÉLÉVISION

Feurat Alani raconte en animation le pays de sa famille dans « le Parfum d'Irak »

53 ACTU TÉLÉVISION

55 ÉCRANS

56 RADIO / PODCASTS



LEONARD COHEN / NOVA PRODUCTION

P. 50

T. NOUSIAINEM / HULTON ARCHIVE / GETTY IMAGES



P. 76

LE TEMPS DE VIVRE

58 LOGEMENT

À Belle-Île, un front de maires contre les résidences secondaires

62 DÉCOUVERTE

Lille, capitale des Flandres

64 BON ET SAIN

Les bonnes habitudes à prendre à la rentrée

66 BIEN-ÊTRE

Le tatouage réparateur

70 TRAVAIL

Concilier son travail et son mandat de représentant de parents d'élèves

71 DROITS

Ce qu'il faut savoir avant de choisir une société de déménagement

72 À VOUS DE JOUER

IL ÉTAIT UNE FOIS

76 LE 19 SEPTEMBRE 1944

La Finlande lâche son allié nazi

LES CHRONIQUES

11 LA CHRONIQUE DE MARYSE DUMAS

39 LA CHRONIQUE DE FRANCIS WURTZ

57 CARTE BLANCHE À PAULINE LONDEIX

82 LA CHRONIQUE DE PIERRE SERNA

Retrouvez l'Humanité sur Internet. Articles, vidéos, rencontres...



www.humanite.fr



www.facebook.com/humanite.fr



Compte lhumanitefr sur Instagram



x.com/humanite_fr



linkedin.com/company/lhumanite

L'HISTOIRE de la semaine

Le proxénétisme et la prostitution sont illégaux en Inde, comme le rappelle la pancarte. L'État ferme pourtant les yeux sur le trafic d'êtres humains à G.B. Road.

Kidnappées ou vendues, des milliers de femmes, souvent jeunes, se retrouvent prisonnières des dizaines de bordels crasseux de G. B. Road, au centre de la capitale indienne. Une ONG s'est donné pour mission de rendre leur dignité à ces travailleuses forcées en promouvant leur autonomie.

AXEL NODINOT
axel.nodinot@humanite.fr



AU SECOURS DE DES BORDELS D



FRANK BIENEWALD / ALAMY STOCK PHOTO

S CAPTIVES E DELHI)))



Zone de marché dans la journée, G.B. Road se transforme en bordel quand le soleil décline. Les victimes, tenues par la peur, sont souvent réticentes à chercher de l'aide.

RAVI BATRA/SIPA USA/SIPA

Elle a la cinquantaine et n'a peut-être jamais vu le quartier hyperactif de la gare de New Delhi, à cinq minutes de là. Assise sur un petit banc de bois, comme des mineures et des femmes approchant les trois quarts de siècle, elle repousse sans cesse les mains d'hommes éméchés qui ont dépensé leur bourse en boisson mais veulent quand même toucher ses seins ou son entrejambe. Le ciel sans nuage est gris de pollution, le soleil n'est pas encore couché, mais des dizaines de prostituées sont déjà dans la rue, devant des rangées de scooters garés là. Bientôt, les néons blafards éclaireront la Garstin Bastion Road, le plus grand quartier rouge de la mégapole indienne. L'air est lourd, moite. Des chiens errants sont étalés sur le trottoir. On ne sait s'ils sont vivants ou morts sous cette chaleur suffocante. Il n'y a en revanche guère de doute pour ce vieillard rachitique, allongé sur un carton. Il a fini ses jours ici, entouré de mouches qui se posent sur son tee-shirt blanc, son pagne, ou autour de sa bouche ouverte. Quant à

KAT KATHA A BATAILLÉ POUR LOUER UN LOCAL ET ACHETER DES MACHINES À COUDRE AFIN DE RÉPONDRE AUX « JE NE SUIS BONNE QU'À ÇA ».

l'odeur de G.B. Road, elle est insoutenable et prend à la gorge. Outre les pots d'échappement, chaque ruelle quittant l'axe principal a vu ses murs devenir des pissotières jamais rincées, gravant l'âcreté de l'urine dans la pierre.

UN REFUGE POUR APAISER ET ÉMANCIPER

Le plafond de poussière recouvre la « rue de l'amour », comme elle est si mal surnommée. Il s'agit de deux rangées d'immeubles de quatre ou cinq étages entremêlés de câbles électriques et criblés de petites fenêtres à barreaux. Des mains s'y accrochent. Celles de femmes assez âgées, leur visage creusé tourné vers le trafic incessant et les prochains clients potentiels. « Regarde là-haut, c'est là qu'elles font des danses ou qu'elles font... »



KAT KATHA

s'interrompt Muskan en serrant les dents. La jeune femme est une bénévole de Kat Katha, l'une des associations qui essaient de tirer de là les prostituées. Gitanjali Babbar, sa fondatrice et présidente, estime qu'entre 3 000 et 9 000 femmes sont actuellement prisonnières de G.B. Road. « Je les entends souvent dire que leur vie est pire que l'enfer, affirme-t-elle. Mais quand j'ai commencé, elles étaient farouches, ne pouvaient plus faire confiance à quelqu'un et croyaient que je me moquais d'elles. » Malgré tout, Gitanjali a continué ses visites dans les bordels pour convaincre, a bataillé pour louer un local dans le quartier et acheter une batterie de machines à coudre pour répondre aux « Je ne suis bonne qu'à ça ».

Les bonnes âmes de Kat Katha, souvent des femmes d'une gentillesse qui n'a d'égale que leur détermination, ont aidé des dizaines de prostituées depuis 2011. « Actuellement, nous avons 15 ou 16 femmes dans notre dream village », affirme Muskan en progressant dans les coursives chaotiques du quartier. Ce « village des rêves », la résidence accueillant d'anciennes pensionnaires de G.B. Road, a pour but d'apaiser ces femmes, mais aussi et surtout de les émanciper. Pour cela, les bénévoles leur proposent des cours, ainsi que des ateliers.

« Elles font de la couture, de l'artisanat, cuisinent des plats ou fabriquent des bijoux qu'elles pourront vendre sur les marchés, et on les entraîne pour qu'elles trouvent du travail », énumère Muskan. Pour arriver dans les bureaux de l'association, il faut emprunter des venelles sales où l'on ne passe pas à deux, entre de gros cafards et les étincelles d'un soudeur qui découpe ses barres d'acier. Puis monter un escalier aux marches escarpées, qui grimpe autour d'un arbre sans feuille. L'occasion de voir les coulisses du quartier et de sa construction anarchique, chaque étage s'empilant l'un sur l'autre au fil du temps.

L'ONG Kat Katha organise des ateliers de création, cuisine et artisanat qui facilitent le développement de compétences et l'autonomie.

Aujourd'hui, il n'y a que Lilavati dans les locaux de Kat Katha. Elle connaît le labyrinthe de G.B. Road comme sa poche et s'échine à visiter les bordels malgré le danger. Les chambres sont cadenassées, car toutes les pensionnaires sont de sortie au parc aquatique. « Certaines restent ici tellement longtemps, dans la pollution et la mocheté, qu'elles ne connaissent plus le monde extérieur, se désolent-elle. Doucement, graduellement, on leur fait redécouvrir les paysages de la belle Inde. » Rien que le fait de les tirer de leur situation est un combat. « Avant ça, il faut leur fournir des soins, de la nourriture et des vêtements, comprendre leurs besoins et leur faire intégrer qu'elles peuvent faire beaucoup de choses », continue la bénévole.

DEUX PIÈCES CREUSÉES DANS UN MUR

Et « une fois décidées, elles doivent juste courir, loin ». Car G.B. Road est un enfer d'où l'on ne revient que rarement. Dans le quartier, les regards ne lâchent pas le gora (« Blanc ») et Muskan, qui n'en a cure et parle encore plus fort. « T'as un problème ? » lance-t-elle dans les yeux à un homme visiblement agacé de cette visite, fumant devant son échoppe, une quincaillerie vide de clients. Entre chaque petite boutique d'électronique ou de pièces détachées – des couvertures pour le vrai business – s'ouvrent des escaliers sombres. La grille levée est un signe de bienvenue. Après quelques marches sur lesquelles un client ayant fini sa besogne manque de s'effondrer en se collant à la bénévole pour reluquer sa poitrine, le couloir se rétrécit.

Il ne reste qu'un boyau de béton difforme où s'engouffrer et d'où l'on sent déjà la sueur. La lumière revient et éclaire un escalier de bois qui relie tous les étages. « Chaque bordel compte quatre étages et une centaine de femmes », explique Muskan. À chaque étage, elles sont donc environ vingt à cohabiter, dix par palier. La pièce commune, ouverte sur l'escalier, fait une douzaine de mètres carrés, a du carrelage aux motifs floraux, est propre et lumineuse, pour mettre les femmes en valeur sur leur banc de bois. « Namaste ! » saluent-elles en joignant leurs mains. Il y a là une kitchenette, des rangements, une cabine que l'on devine être des toilettes. Au fond se trouvent les chambres. En allant les inspecter, la bénévole hausse les pommettes et plisse des yeux pour contenir ses larmes. Sont visibles deux pièces creusées dans le mur, sans porte, de la superficie de quatre maigres matelas posés au sol, avec des sacs d'affaires personnelles à chaque angle.

Dans la nuit du 8 au 9 avril, un incendie a dévasté plusieurs bordels de la rue, calcinant les affaires de dizaines de femmes et leurs souvenirs d'une



« UNE FOIS DÉCIDÉES À SE SORTIR DE LÀ, ELLES DOIVENT JUSTE COURIR LOIN, TRÈS VITE. »

LILAVATI, BÉNÉVOLE DE L'ASSOCIATION KAT KHATA

Les violences font partie du quotidien de la prostitution, interdite en Inde mais tolérée à G.B. Road et dans d'autres quartiers de Calcutta, de Bombay et d'ailleurs. Un paradoxe résumé par Joyce Connolly: « Vendre son corps est un crime, mais être dans un bordel ou sur le trottoir ne l'est pas. »

Cette zone grise prive donc les femmes de droits. Alors qu'elles peuvent refuser un rapport et toucher moins d'argent, certains insistent et les violent ou les frappent. « Ces femmes sont essentiellement des victimes exploitées par les propriétaires, elles ne devraient donc pas être poursuivies », plaide la bénévole de Snehalaya. « Parfois la police nous aide, parfois non, on essaie de jongler avec ça », se résigne Muskan. L'association essaie également de fournir des protections à ces femmes. Mais il n'y en a pas assez pour tout le monde, et des clients inhumains préfèrent faire sans.

DES CENTAINES D'ENFANTS CACHÉS

Priya, la quarantaine, assez timide, a le ventre gros comme un ballon. Elle ne connaît ni le père, ni le nombre de semaines restantes. Elle continue pourtant de travailler ici en attendant l'accouchement, et enverra son bébé « au Rajasthan », d'où elle vient. Mais elle n'a « pas revu (sa) famille » depuis qu'elle a été envoyée dans les griffes de Delhi, à « 12 ou 13 ans ». Selon Gitanjali Babbar, quelque 500 enfants peupleraient les pièces cachées des bordels de G.B. Road, dont on imagine difficilement la vétusté. Joyce Connolly évoque une terrifiante « prostitution de seconde génération », avec des « filles qui suivent la voie de leur mère » et des « garçons qui deviennent proxénètes ».

Outre les grossesses, les infections sexuellement transmissibles rendent les vies de ces femmes encore plus affreuses. Les traitements arrivent difficilement dans ces ruelles et en partir, même pour l'hôpital, est impossible pour Kuchi, Priya et les milliers d'autres. Mais le plus troublant est peut-être leur extrême gentillesse. Douces, avenantes, parfois blagueuses, elles ont toujours le sourire aux lèvres entre leurs traits tirés. Des visages et des histoires qui reviennent en tête au moment de quitter le capharnaüm de la gare de New Delhi, les yeux qui piquent à cause de la pollution, mais pas seulement. ●

» autre vie. « Et pourtant, regarde comme elles sont belles, gracieuses! » s'émeut Muskan. Kuchi, une petite femme vêtue d'un sari vert, vient des États pauvres de l'Inde périphérique, comme beaucoup d'autres. Ses cernes, qui courent jusqu'à ses joues rondes, semblent rappeler son parcours. « On m'a parlé d'une opportunité à Delhi », dit-elle timidement, pour ne pas évoquer le trafic dont elle a été victime adolescente, à la suite d'un mensonge.

« Vous avez dû voir des filles vraiment jeunes, déplore sans se tromper Joyce Connolly, de l'association Snehalaya, qui a réussi à sauver des centaines de femmes dans le Maharashtra. Elles peuvent avoir été abandonnées par leur famille qui ne peut pas nourrir une autre bouche, ou s'être fait piéger par la promesse d'un travail en ville. Nous avons aussi des veuves qui n'ont pas d'autre alternative. Trois quarts des prostituées sont illettrées, elles ne peuvent même pas écrire leur nom. » Entre les enlèvements et l'esclavage, 175 000 Indiennes seraient victimes de trafic humain chaque année, selon Kat Katha. « En arrivant ici, elles savent que leur vie est terminée », assure Muskan.

Le dialogue est rompu par un homme ivre mort qui descend l'escalier, ruisselant de sueur, criant des choses qui apeurent Kuchi et ses amies de circonstance. Deux jeunes montent les marches deux par deux, excités, semblables à des animaux. Un serveur chétif les suit pour amener un plateau de verres d'eau fraîche à l'étage, d'où parvient la moiteur.

Enfermées dans des cellules, endettées auprès de leur proxénète, ces femmes – parfois des enfants âgés d'à peine 13 ans – sont privées de tous droits et libertés.

La confiance dans la parole syndicale est un atout

PAR MARYSE DUMAS, SYNDICALISTE



L'ARC-EN-CIEL / MARYSE DUMAS

Un adage conseille de « ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier ». On le dirait pensé pour cette rentrée. D'un côté, le déni démocratique du président de la République appelle à de fortes mobilisations citoyennes. De l'autre, les exigences sociales ont besoin de réponses rapides et positives qui ne pourront être gagnées que par l'action. Chacun de ces domaines relève de préoccupations, certes, complémentaires mais qui ne se recoupent pas totalement et ne font pas appel aux mêmes ressorts. La plupart des militantes et militants sont

motivés par l'un et l'autre des sujets, mais au-delà, ce n'est pas forcément le cas de toutes les personnes. Or il faut absolument élargir le nombre de celles et ceux qui s'impliquent et qui agissent. D'où l'intérêt de construire chacune des initiatives à partir de sa dynamique propre. C'est ce à quoi conduit la décision de la CGT d'organiser une journée nationale de lutte interprofessionnelle et intersyndicale le 1^{er} octobre sur les revendications sociales, et de soutenir, sans les coorganiser, celles prévues par des partis politiques de gauche pour contraindre le président de la République à respecter la voix des urnes.

L'histoire montre que l'adéquation entre luttes politiques et luttes sociales est beaucoup plus rare qu'on ne le dit souvent. Par exemple, il est évident que les 70 % de Français opposés à la retraite à 64 ans, ainsi que celles et ceux – moins nombreux – qui se sont mobilisés dans la rue et les grèves, n'ont pas voté de manière identique en juin. Réciproquement, la demande de voir son salaire augmenté va au-delà des partis politiques qui en font un élément de leur programme. La responsabilité du syndicalisme est précisément de permettre aux salariés de se mobiliser sur la base

de leurs intérêts et de leurs revendications, quelles que soient par ailleurs « leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses » comme le stipulent les statuts historiques de la CGT, et de plusieurs autres syndicats.

En cette rentrée de grande confusion politique, la crédibilité du syndicalisme à intervenir de manière autonome sur des questions clés va être plus décisive que jamais. Elle a déjà contribué à la constitution du NFP et au barrage républicain qui a, en juin, empêché, au moins provisoirement, le RN de parvenir au pouvoir. La bataille syndicale menée avec énergie a eu un effet certain sur le vote des salariés. Ainsi l'enquête « sortie des urnes » de l'institut Harris Interactive révèle que le vote RN, qui a progressé, sur le plan général, entre le 9 et le 30 juin, a par contre reculé de 23 % à 19 % parmi les salariés proches d'un syndicat (à 17 % parmi les proches de la CGT ou de la CFDT). De plus, 40 % des salariés sympathisants d'un syndicat (61 % des sympathisants CGT) ont voté pour le NFP le 30 juin, le plaçant en tête des votes des sympathisants

En cette rentrée de grande confusion politique, la crédibilité du syndicalisme à intervenir de manière autonome sur des questions clés sera des plus décisives.

de tous les syndicats sauf de la CFE-CGC. Un tel résultat n'aurait pu être obtenu sans confiance dans la parole syndicale, même si celle-ci porte moins large qu'autrefois. C'est cette confiance qu'il faut préserver pour que le syndicalisme puisse jouer son rôle. Son unité, sa cohérence, sa persévérance et sa pugnacité sont les meilleurs atouts pour imposer des réponses rapides aux attentes sociales et, ce faisant, créer un rapport de force et une nouvelle donne qui permettent à notre pays de sortir de l'ornière dans laquelle la politique macronienne l'a plongé. ●



)))

ENTRETIEN AVEC EMMANUEL TJIBAOU
benjamin.konig@humanite.fr

Élu le 7 juillet à l'Assemblée nationale, le fils du leader indépendantiste historique n'était pas voué à un mandat politique. Homme de culture, de partage dans la tradition de la civilisation kanak, **Emmanuel Tjibaou** sait que la lutte pour la souveraineté de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie (KNC) est d'abord collective.

« CONTRE
L'IMPÉRIALISME
FRANÇAIS,
C'EST UN COMBAT
DE DIGNITÉ »



Le passage en force du gouvernement français pour imposer le dégel du corps électoral en Kanaky-Nouvelle-Calédonie (KNC) et y faire entrer près de 25 000 nouveaux électeurs, principalement métropolitains, a déclenché à partir du 13 mai un embrasement social et politique de l'archipel, faisant une dizaine de morts. Le fils de Jean-Marie Tjibaou, figure de la lutte des Kanak pour l'autodétermination, revient sur cette situation que l'île n'avait plus connue depuis les années 1980 et la signature des accords de Nouméa. Pour Emmanuel Tjibaou, le président français a assumé la sortie du processus de décolonisation et une stratégie répressive. Depuis 1986, l'île est réinscrite sur la liste des territoires à décoloniser des Nations unies qui ont étrillé, fin août, la politique coloniale d'Emmanuel Macron.

Le 7 juillet, vous avez été le premier indépendantiste depuis les années 1980 à avoir été élu député.

Qu'avez-vous pensé ?

J'ai pensé au député Pidjot (Rock Pidjot, 1907-1990, premier homme politique kanak élu au Parlement - NDLR), à mon père aussi. J'ai pensé que quarante ans après les événements de 1984, on se lève encore pour faire obstacle aux mêmes choses : le fait de décider sans nous. En 1984, c'était le boycott du statut Lemoine, après les discussions de Nainville-les-Roches où l'on avait accepté le droit à l'autodétermination en ouvrant ce droit aux « victimes de l'histoire ». J'ai pensé à cela : le temps passe et l'on répète toujours la même chose, c'est assez tragique. Mais cela montre aussi la détermination de notre peuple à faire valoir sa dignité.

Quarante ans après les « événements » qui avaient pour cause le même sujet du corps électoral, vingt-six ans après l'accord de Nouméa et trente-six

après ceux de Matignon, la KNC semble revenue à la question centrale, celle d'une décolonisation inachevée. Quel chemin voyez-vous pour le peuple calédonien ?

Pour nous, la perspective reste encore et toujours de conjuguer le « nous », puisqu'on n'est jamais sortis de ce problème, malgré Nainville, malgré les accords de Matignon-Oudinot où nous avons accédé à la paix civile et au rééquilibrage. Puis 1998 avec l'accord de décolonisation de Nouméa, qui est toujours celui dans lequel nous nous inscrivons : il est écrit que « les partenaires examinent la situation créée » à l'issue des référendums.

L'accord de 1998 est-il toujours juridiquement valable ?

Il n'y en a pas d'autres. Nous n'avons demandé ni la départementalisation ni l'autonomie. Nous sommes toujours dans la perspective de l'indépendance, avec tout le monde.

Que signifie le projet « d'indépendance-association » ?

C'est simple, nous nous appuyons sur le droit international, l'accession des pays à la pleine souveraineté. Nous sommes déjà aujourd'hui une entité sui generis, on vote nos lois, on a un exécutif, les compétences régaliennes sont les seules qui ne relèvent pas de la Nouvelle-Calédonie. Nous parlons de partenariat en référence aux relations avec la France. Les modalités sont à discuter, mais il y a cette idée de partager cette histoire commune : nous avons 28 langues kanaks, mais nous parlons aussi français, et notre héritage historique est pour partie rattaché à cette tradition républicaine, qui est précisément la raison pour laquelle nous prétendons accéder à la pleine souveraineté. Accéder à l'indépendance, c'est reprendre le droit tel qu'il nous a été ôté en 1853. La prise de possession a été unilatérale, nous ne nous sommes pas jetés dans les bras du colonisateur. Nous avons été obligés par le sabre et le goupillon. C'est ce droit-là que nous venons réclamer. Les idéaux de la République, nous les avons compris pour nous. Ce ne sont pas les droits de l'homme blanc.

Vous vous appuyez notamment sur le droit international et les Nations unies. En quoi est-ce important pour votre peuple ?

Le fait de s'appuyer sur le droit international permet de rappeler que c'est un combat qui concerne la décolonisation en général. L'ONU porte en son sein ce combat pour l'accession des pays à l'indépendance et soutient, via le comité C24, les pays qui sont encore sous tutelle coloniale, comme

« Pour nous, accéder à l'indépendance, c'est reprendre le droit tel qu'il nous a été ôté en 1853. »



Dans les rues de Nouméa, le 14 mai, après la tentative du gouvernement d'imposer le dégel du corps électoral.

CHRONO

1853 La France colonise la Kanaky.

1884-1988

Les « événements » embrasent le Caillou et atteignent leur paroxysme avec la prise d'otages d'Ouvéa. 90 personnes sont tuées.

1988 Les accords de Matignon-Oudinot calment la situation et doivent mener à l'autodétermination de la Kanaky.

1998 L'accord de Nouméa prévoit trois référendums sur l'indépendance et le gel du corps électoral évitant l'invisibilisation des Kanaks par de nouveaux arrivants majoritairement métropolitains.

12 décembre 2021 Le 3^e référendum est boycotté par le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), mais conservé par l'État français.

Mai 2024 Après une loi organique pour reporter les élections provinciales, la loi constitutionnelle sur le dégel du corps électoral provoque des révoltes, réprimées par la France : 10 personnes sont tuées.

7 juillet 2024 Emmanuel Tjibaou est le premier indépendantiste kanak élu député depuis 1986.

nos camarades polynésiens. Contre l'impérialisme français, c'est un combat de dignité qui ne concerne pas seulement les Kanaks, mais aussi tous les outre-mer, sur le fait d'appréhender le rapport à l'identité nationale comme un socle sur lequel on puise sa force, son enracinement millénaire. Le fait d'être dans ces instances internationales permet de se nourrir de ces expériences. Le volet diplomatique est important, car nous avons compris que les pôles stratégiques se tournent vers le Pacifique et l'Asie. Nous avons des opportunités à défendre, et la volonté de faire émerger un projet de société qui nous correspond.

Quelle analyse faites-vous des révoltes qui ont touché la KNC depuis le 13 mai ?

L'élément déclencheur est le projet de loi constitutionnelle sur le dégel du corps électoral aux élections provinciales. C'est incroyable de se dire que cet élément était le socle sur lequel les accords de paix se sont construits et qu'aujourd'hui, dans une perspective où l'État français nous sollicite pour trouver un accord global, il ajoute comme une épée de Damoclès ce projet de loi. Il faut être sérieux. On nous demande de nous saisir de la suite de l'accord de Nouméa, qui pour nous est l'accession à la pleine souveraineté et que tout le monde a signé : le FLNKS, l'État français et les loyalistes. Et au moment où on s'engage sur ces réflexions, on change les règles du jeu. Ce n'est pas correct, et la mobilisation qui était pacifique est la traduction logique de cette violence institutionnelle.

« Cette révolte est saine : elle signifie que les gens sont encore conscients d'une injustice. »

Avez-vous été surpris par la façon dont les choses ont tourné, avec des révoltes qui n'avaient plus rien de pacifique et le déploiement de force de l'État ?

C'est somme toute assez primaire de se dire qu'on peut résoudre l'équation par la force. Je prends ma part de responsabilité : la révolte n'est pas simplement derrière le projet de loi, mais elle est fondée sur les inégalités sociales. Cette responsabilité est partagée par tous : trente ans de développement ont laissé une part de notre population au bord de la route. Cette jeunesse-là nous a rappelé à cette désespérance. Il est important de reprendre ce message-là : on ne peut pas répondre simplement en termes d'économie ; reconstruire des vies, retisser du lien social après ce désastre sera beaucoup plus lent. C'est pour cela que la question décoloniale est centrale : il faut changer de paradigme, repenser à un modèle de société qui nous correspond. On a vu détruire des églises, le mausolée)))

LA RENCONTRE

EMMANUEL TJIBAOU

» d'Ataï: c'est une défiance de la politique, de la coutume. Les enjeux de notre société se trouvent dans l'urbanité océanienne. Nous devons penser aux besoins, au bien-être de nos compatriotes et de la société océanienne, en termes d'espace, de lieux de regroupement, de faire ses champs – qui ont une grande importance. Ce débat existe également en France: on est revenu des tours dans les quartiers. Pour nous aussi, la question réside dans la faillite des politiques publiques de la ville. La coutume ne trouve pas sa place dans la ville, ce qui explique la défiance. C'est en ce sens que la révolte est saine: elle signifie que les gens sont encore conscients d'une injustice. C'est ce que j'ai entendu sur les barrages et partout ailleurs: on sent cette souffrance et cette défiance.

Quel regard portez-vous sur la politique de l'État depuis le troisième référendum de 2021, imposé par le gouvernement et boycotté par les indépendantistes?

C'est une politique de déni. Je ne sais pas s'il y a une forme de nihilisme propre à notre président, ici en France. Nous sommes un vieux pays, un vieux peuple, et nous discutons doucement. Si vous voulez marcher vite, vous marcherez seul. Aujourd'hui, si on veut aller plus loin dans les discussions, il faut des gages de confiance, et je l'ai dit au président de la République. Ce qui veut dire le retrait définitif du texte, et une mission de dialogue que nous demandons depuis 2022. Nous attendons que l'État reprenne sa part. Pour nous, c'est urgent.

Vous êtes député indépendantiste, kanak, mais aussi député de gauche. Quel message voulez-vous porter dans l'Hémicycle?

Oui, c'est pour ça que je siége avec « Dédé » Chassaïne. Je n'ai pas eu trop à réfléchir (rires)! J'ai pris le temps de rencontrer toutes les composantes de gauche, mais pour moi le combat de gauche est central. Quand je suis entré à l'Assemblée, je voyais Robert Badinter, Jean Jaurès... Pour moi, un des combats à mener est celui de l'identité nationale,

car ces problématiques que nous, en tant que Kanaks et indépendantistes, traitons en interne, on les retrouve en France, notamment avec le RN.

C'est une question qui traverse profondément la France et les Français en ce moment...

C'est l'histoire coloniale! C'est incroyable de se retrouver aujourd'hui, pour un petit pays comme la Calédonie, à devoir rappeler l'histoire de France. Les communards ont été déportés chez nous, les Kabyles, les bagnards de Guyane... Puis c'est le fantasme de la colonisation de peuplement qui a eu ses beaux jours, jusqu'à Pierre Messmer. Et aujourd'hui, nous en sommes encore là.



*« Ni moi, ni mes enfants,
ni mes frères, ni mon
peuple ne renoncerons à
ce qui nous a été pris
par la force. »*

Vous n'aviez jamais été élu : vous êtes un militant de base à Tiendanite, la tribu de votre famille. Pourquoi vous êtes-vous engagé en politique cette fois-ci ?

J'ai toujours pensé qu'en étant dans la société civile, on avait des potentialités plus larges pour faire valoir la lutte, via les idées et le travail. Je suis également chef de clan, j'ai parlé avec mes collègues chefs de clans, avec mon frère arrêté. J'ai vu les sacs de sable en bas de la route avec les mitrailleuses posées. Je me suis dit qu'il fallait changer les choses pour ne pas revivre 1984, traduire la mobilisation de terrain en mobilisation politique. C'est cela qui m'a décidé, pour sauver notre peau et faire valoir que nous sommes toujours dans la quête du « nous », de cette souveraineté qu'on veut aller chercher avec tous nos compatriotes.

Votre frère Joël est toujours emprisonné à Nouméa. Pour le même combat, l'un des fils de Jean-Marie Tjibaou est en prison, l'autre à l'Assemblée : qu'est-ce que cela dit de cette lutte de décolonisation ?

C'est rattaché à l'histoire de la tribu : depuis que les Européens sont arrivés, nous n'avons jamais abdiqué nos droits. En 1917, mon grand-père avait 10 ans quand ils ont rasé la tribu à la mitrailleuse : c'est la première fois qu'ils ont planté le drapeau français dans la vallée de Tiendanite. Mon grand-père s'est sauvé. En 1946, mon père avait 10 ans à la fin du Code de l'indigénat. Mon petit frère et moi, nous avions 10 ans à peine en 1986 au moment de l'insurrection, des « événements ». Depuis 2016, la culture kanak est enseignée à l'école. Mais en 2024, lui rentre au Camp-Est (la prison de Nouméa, - NDLR), moi au Palais Bourbon. Notre combat progresse sur les générations. Le message que je voudrais passer est que ni moi, ni mes enfants, ni mes frères, ni mon peuple, nous ne renoncerons à ce qui nous a été pris par la force.

Un mot résume souvent ce socle, cette culture, c'est la coutume. Le terme est souvent mal compris en France : que signifie-t-il ?

Déjà, c'est un mot français. Dans les langues kanaks, il y en a plein pour parler de cela. Dans ma langue, il y a deux mots : « hun môô », ça veut dire « la manière dont tu es assis », et le deuxième « hun hen », qui est « la manière dont tu avances ». Ces deux mots traduisent les expressions de la coutume. Quand tu arrives chez quelqu'un, tu vas dire « Hun môô... » : c'est comme ça qu'ils font ici, leur manière d'être, assis sur le sol, la colonne vertébrale, on devient racine, cocotier, sapin... Des générations qui se succèdent à un endroit et ont nourri la terre des échanges, de la sueur, du sang,

« Je me suis dit qu'il fallait changer les choses pour ne pas revivre 1984, traduire la mobilisation de terrain en mobilisation politique. »

des larmes, de l'expérience du monde. C'est lié au poteau de la case et à la flèche faitière. Et puis « hun hen », c'est « tu marches ». Parce que la vérité de chaque humain est de prendre une moitié pour cheminer, construire son parcours au contact de l'autre, un peu à la manière des philosophes grecs. C'est pour cela qu'on veut cette solidarité, ce « nous », pour faire pays et faire société. Le concept de coutume se traduit dans ces deux dynamiques, c'est une respiration. Ça se traduit par des chants, des danses, des recettes de cuisine, de la musique, et beaucoup d'histoires. La vérité ultime, c'est l'échange.

Est-ce la raison pour laquelle vous avez fait de la culture votre métier, à l'agence de développement de la culture kanak et au centre Tjibaou ?

Oui, j'étais encore directeur de la culture à la Province nord voici encore quelques semaines ! Pour moi, l'essence de la vie est de partager ses références et ses valeurs avec tous ceux qui veulent bien s'asseoir, et repartir nourris de cet échange. C'est pour cela que j'ai accepté de travailler au centre culturel Tjibaou : cela a nourri ma passion. Quand j'étais petit, on était toujours avec les « vieux » (les parents, les adultes en Nouvelle-Calédonie - NDLR) lors des réunions politiques. On écoutait les histoires, les blagues. Il y avait toujours la coutume avant la réunion politique, des chants, des danses. Nous, on était moins intéressés par la politique (rires), mais plus pour apprendre à tirer à l'arc, les tressages...

Vous allez regretter votre travail ?

C'est aussi un accomplissement personnel qui fait qu'aujourd'hui je m'engage dans la lutte politique. À un moment donné, si je peux apporter ma contribution modeste, nourrie de tout cet héritage, malaxée avec les vieux, pour faire la médiation... Pour peu qu'on ait le souci de l'intérêt général. ●

L'ENQUÊTE

L'ÉTÉ EN APNÉE DE LA DÉMOCRATIE FRANÇAISE

Depuis le mois de juin, la démocratie ne s'est pas noyée mais elle a sévèrement bu la tasse. La faute à un Emmanuel Macron qui, comme jamais dans l'histoire de la Ve République, refuse de reconnaître le choix des urnes et fait tout pour conserver le pouvoir.

AURÉLIEN SOUCHEYRE
aurelien.soucheyre@humanite.fr

Il n'y a pas meilleure saison que l'été pour enfoncer sous l'eau la tête de la démocratie. Notre société est ainsi faite : après une année de rude labeur, les citoyens qui ont les moyens de partir en vacances aspirent à s'évader, se reposer, se dépayser. La période estivale était déjà connue pour les coups bas et les décrets que les gouvernements signent en catimini. Mais cet été, Emmanuel Macron est allé beaucoup plus loin. Comment peut-il seulement encore prétendre gouverner en ce mois de septembre alors qu'il a perdu les législatives du 7 juillet, remportées par le Nouveau Front populaire (NFP) ? La crise démocratique est telle que ce scandale absolu prend des airs de normalité. Il faut dire que le crime est presque parfait, malgré quelques couacs du côté de l'Élysée. D'abord, Emmanuel Macron a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale au soir même d'un score historique obtenu par l'extrême droite

LE 10 JUILLET, DANS SA « LETTRE » AUX FRANÇAIS, LE PRÉSIDENT NIE LE RÉSULTAT DES URNES. « PERSONNE NE L'A EMPORTÉ », OSE-T-IL ÉCRIRE.



lors des élections européennes du 9 juin. Un choix dangereux et un cadeau pour le Rassemblement national qu'il est censé combattre. Un choix aussi inattendu que solitaire. Le président, avant de dissoudre, est tenu de consulter le premier ministre et les présidents des deux chambres. Ils raconteront eux-mêmes avoir été « informés » mais pas « consultés ». Par ce geste fou, incompris jusque dans sa majorité d'alors, le pari du président était le suivant : « Si vous voulez sauver la démocratie, votez pour moi. » Le président espérait effrayer le pays avec un Rassemblement national en pleine dynamique et prendre la gauche de vitesse en jouant sur sa division. Manque de pot (pour lui), face au



danger de l'extrême droite, le NFP est né et a déjoué tous les pronostics, obtenant le plus important contingent de députés au Palais Bourbon. La logique institutionnelle aurait alors été de nommer la gauche à Matignon. Mais l'hôte de l'Élysée, totalement hors de contrôle, s'est une fois de plus servi des institutions non pas pour protéger la démocratie, mais pour conserver son pouvoir personnel.

MINI-COUP D'ÉTAT

Ce qui tient du mini-coup d'État démarre le soir même du résultat des législatives. D'abord, Emmanuel Macron choisit la stratégie de l'autruche. Il ne dit rien, ne se livre à aucune déclaration concernant

une élection qu'il vient de perdre. Il se cache. Et puis, le 10 juillet, plutôt que de choisir une de ces allocutions télévisées qu'il prise pourtant, le chef de l'État envoie une « lettre » aux Français publiée dans la presse quotidienne régionale, comme si l'événement ne nécessitait rien de plus qu'un petit mot. Dans son courrier, le président franchit l'étape deux de sa stratégie : nier le résultat des urnes. « Personne ne l'a emporté », ose-t-il écrire. Certes, le NFP n'a pas obtenu de majorité absolue, mais il est indiscutablement arrivé en tête avec 193 députés quand l'ancienne majorité n'en obtient que 166. En 2022, alors qu'il bénéficiait d'une majorité relative, Emmanuel Macron avait nommé Élisabeth Borne à »

Sur France 2, le 23 juillet, Macron écarte la nomination de Lucie Castets dont il ne prononce même pas le nom. Au-delà du mépris, un grave délit de censure, une faute institutionnelle.

L'ENQUÊTE

LA DÉMOCRATIE EN APNÉE

» Matignon. Pourquoi ce qui valait alors ne vaudrait-il plus ?

Estimant qu'aucune force politique « n'obtient seule une majorité suffisante » pour diriger le pays, le président appelle à « bâtir une majorité solide, nécessairement plurielle », et s'approprie peu à peu cette mission. C'était pourtant à la gauche, depuis Matignon, de constituer un gouvernement. Mais Emmanuel Macron profite alors des difficultés du NFP à s'entendre sur un nom pour avancer ses pions. Le 8 juillet, il avait déjà refusé la démission de son premier ministre Gabriel Attal au motif qu'il lui faudrait « assurer la stabilité du pays ». Un argument qui reviendra ensuite comme une litanie. Quelques jours plus tard, le 16 juillet, le président accepte finalement cette démission... tout en maintenant ses ministres démissionnaires en poste au sein d'un gouvernement intérimaire. La manœuvre permet à dix-sept ministres de devenir députés, tout en restant ministres. La confusion des genres est totale dans le cadre de la V^e République. Et ces 17 députés-ministres vont d'ailleurs voter, le 18 juillet, lors de l'élection de la présidence de l'Assemblée nationale ! Grâce à cette manœuvre, la macroniste Yaël Braun-Pivet est réélue avec 220 voix, contre 207 pour André Chassaigne, le candidat communiste désigné par le NFP, soit seulement... 13 voix.

UN TROU BÉANT

Mais cette entourloupe ne visait pas qu'à empêcher la gauche d'accéder au perchoir. Emmanuel Macron, passé maître dans l'art d'explorer à son seul profit les zones d'ombre de la Constitution, vient de trouver un trou béant : non seulement un gouvernement démissionnaire n'a pas de durée maximale légale, et peut donc être maintenu des années, mais il est en plus impossible pour les députés de voter une motion de censure visant à le faire tomber ! Peut-on trouver plus antidémocratique, dans le seul but de garder la main ? Comment les Français, certes divisés en plusieurs blocs politiques, pourraient-ils accepter pareille forfaiture et irrespect du résultat des urnes ?

Le président a une réponse toute trouvée : celle de la « stabilité ». Le 23 juillet, Emmanuel Macron retrouve le chemin des plateaux télévisés et annonce

**UN GOUVERNEMENT DÉMISSIONNAIRE
N'A PAS DE DURÉE MAXIMALE, EN OUTRE,
IL NE PEUT PAS ÊTRE CENSURÉ.
QUOI DE PLUS ANTIDÉMOCRATIQUE !**



CLAIRE SER F / HANS LUCAS VIA RFP

La gauche déjoue les plans de Macron en annonçant la mise en place d'une coalition pour les législatives, le Nouveau Front populaire.

sur France 2 qu'il ne nommera aucun nouveau premier ministre d'ici à la fin des jeux Olympiques de Paris, qui se sont déroulés du 26 juillet au 11 août. Les organisations du NFP ont pourtant annoncé peu avant s'être mises d'accord sur le nom de Lucie Castets pour Matignon. Le président fait la sourde oreille. Les macronistes répètent tous en chœur qu'il serait irresponsable de changer de gouvernement et de ministre de l'Intérieur alors que la France accueille le monde et doit assurer la sécurité de l'événement. L'argument n'est pas dénué de sens, mais alors, pourquoi Emmanuel Macron n'a-t-il pas convoqué des élections législatives en septembre, une fois les épreuves terminées ? Ce qui aurait de plus permis une campagne démocratique sereine, alors que celle de juin et juillet s'est déroulée dans l'urgence...

La France, qui avait déjà glissé dans la torpeur de l'été, va alors se passionner pour les jeux Olympiques de Paris et vivre au rythme des exploits sportifs des athlètes internationaux et des médailles décrochées par les tricolores. Quelle belle fête ! Et quel dommage que, pendant ce temps, Emmanuel Macron en ait profité pour creuser toujours plus un fossé entre le vote des Français et leur représentant à Matignon. Durant toute cette période, Lucie Castets, choisie pour être nommée à Matignon par le NFP, n'a pas ménagé ses efforts, se rendant partout dans le pays pour défendre les réformes qu'elle entend mener, pour rappeler que c'est à elle de constituer un gouvernement, et souligner qu'elle est prête à dialoguer texte par texte avec les députés qui ne siègent pas à gauche, consciente qu'elle ne dispose pas de majorité absolue.

Le 11 août, les JO se terminent. Mais Emmanuel Macron prend tout son temps et utilise une fois de plus les failles de la Constitution concernant la nomination d'un premier ministre pour ne rien faire, aucun délai ne le contraignant à agir. Sa pratique des institutions est telle que pour se prémunir contre de

si machiavéliques personnages, les constitutions de demain devront peut-être envisager le moindre cas de figure, quitte à être encore plus longues et fastidieuses à lire que la garantie d'une machine à laver... Sentant que la rentrée politique et sociale de septembre approche, le président, toujours enfermé dans son déni démocratique, reprend finalement l'initiative en convoquant une litanie de personnages à l'Élysée. Le 26 août, après avoir reçu les dirigeants du NFP, il annonce qu'il exclut la nomination de Lucie Castets, « au nom de la stabilité institutionnelle », estimant que la gauche se ferait censurer par l'Assemblée nationale.

DOUBLE DÉNI GRAVISSIME

En résumé, le président qui nie le vote des Français lors des législatives sait déjà comment voteront les députés demain. Il sort de plus totalement de son rôle : si c'est à lui de nommer Lucie Castets à Matignon, il ne peut en aucun cas présumer des choix du Parlement pour empêcher la gauche de gouverner. C'est à l'Assemblée, souveraine, et à elle seule, de se prononcer devant les projets de réformes du NFP. Pourquoi Emmanuel Macron s'y refuse-t-il ? Qu'a-t-il à craindre s'il est persuadé de l'échec du NFP ? La réalité, c'est que le président a peur que la

« SI JE NOMME UN REPRÉSENTANT DU NFP, LES MARCHÉS VONT PANIQUER. » EN RÉALITÉ, LE PRÉSIDENT A PEUR QUE LA GAUCHE NE RÉUSSISSE.

gauche ne réussisse. Ce qu'il a voulu empêcher, c'est que Lucie Castets et le NFP bénéficient tout au long de l'été du pouvoir politique et médiatique lié à la formation d'un gouvernement, ce qui leur aurait permis de promouvoir des réformes fondamentales en y associant les citoyens, en plus de les négocier au Parlement. Inimaginable pour Emmanuel Macron et ses soutiens patronaux. Le chef de l'État a d'ailleurs fini par le reconnaître, fin août. « Si je la nomme, elle ou un représentant du NFP, ils abrogeront la réforme des retraites, ils augmenteront le Smic à 1 600 euros, les marchés financiers paniqueront et la France plongera », confie-t-il à un proche. Mais si le président dit craindre une crise économique liée à l'action de la gauche, c'est qu'il avoue donc qu'elle est en situation de gouverner ! Au final, Emmanuel Macron n'aura pas respecté les institutions et la démocratie parce qu'à ses yeux la gauche n'a pas gagné, alors que si ; parce qu'il y »



Macron était prêt à accepter une cohabitation avec le RN. Un scénario empêché par le front républicain, à l'initiative du NFP.

L'ENQUÊTE

LA DÉMOCRATIE EN APNÉE



MARTIN NODA / HANES LUCAS VIA AFP



» avait les JO, alors qu'ils sont terminés ; et enfin parce que le NFP serait tout à la fois incapable de gouverner mais capable de mener à bien des réformes... Allez comprendre. Reste que le comportement du président, gravissime et inédit dans toute l'histoire de la V^e République, constitue donc un double déni démocratique : non seulement le président refuse de reconnaître le résultat des élections et de nommer la force qui y est arrivée en tête, mais il le fait en plus en assumant une discrimination politique, au motif que le programme du NFP ne lui convient pas. Il s'était pourtant engagé, pendant la campagne des législatives, à nommer Jordan Bardella à Matignon en cas de majorité relative obtenue par le RN. Sauf que c'est la gauche qui l'a emporté. Lucie Castets n'étant toujours pas nommée, Emmanuel Macron la considérerait-il plus dangereuse que l'extrême droite ?

MOBILISATIONS POLITIQUES ET SOCIALES

Au lieu d'avoir un gouvernement de gauche tempéré par le bloc centriste, Emmanuel Macron rêve de se maintenir au pouvoir avec un bloc de droite tenu par son extrême. Car quel gouvernement peut-il espérer monter si ce n'est une équipe qui ne tiendrait que parce que le RN se refuse à la censurer ? S'il barre

Un ministre député, ça n'existe pas ! Si, en Macronie, où tous les coups sont permis. Darmanin vote pour l'élection au Perchoir. Le RN, un allié objectif de l'Élysée dans sa guerre contre le NFP.

l'accès de la gauche au pouvoir, c'est qu'il préfère obtenir un accord tacite avec Marine Le Pen. De ce point de vue, au cours de l'été, la France est passée d'un vote de barrage de la gauche et du centre contre le RN à des tractations parlementaires entre Emmanuel Macron et l'extrême droite contre la gauche... « S'il n'a pas l'appui du RN (fût-ce par abstention), aucun gouvernement ne tiendra face à une motion de censure de la gauche », note d'ailleurs Jean-Luc Mélenchon, pour qui « la crise ne fait donc que commencer ».

Le NFP, bien sûr, n'a pas dit son dernier mot. Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, fustige un « vol du vote » et prépare la rentrée sociale. Insoumis et communistes appellent à manifester massivement le 7 septembre et le 1^{er} octobre. Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, interpelle Emmanuel Macron afin qu'il « accepte le changement » et souligne qu'il appartient à toutes les forces politiques, syndicales, associatives et citoyennes de faire front pour ne pas voir la démocratie confisquée. La bataille, alors que sonne la rentrée, est loin d'être terminée. Selon les sondages, 49 % des Français soutiennent d'une part le projet de destitution d'Emmanuel Macron, quand 51 % attendent la démission du chef de l'État d'après une autre étude. Le président, s'il se cache derrière des institutions qu'il maltraite, et s'il pense qu'il pourra imposer la personne de son choix à Matignon (dont nous n'avons – toujours – pas connaissance au moment d'écrire ces lignes), est en réalité en position de faiblesse. ●

EN DEUX MOIS, LE PAYS EST PASSÉ D'UN BARRAGE ANTI-RN À DES TRACTATIONS ENTRE L'ÉLYSÉE ET LE RN CONTRE LA GAUCHE.

Emmanuel Macron n'aime pas les règles, ou alors uniquement les siennes.

Autant dire que la Constitution n'est pas vraiment sa tasse de thé (bien qu'il s'en réclame). Depuis son élection en 2017, le chef de l'État n'a eu de cesse de malmenier la loi fondamentale comme les institutions. En la matière, il est même un multirécidiviste. Un spécialiste pour tester les limites quitte à les outrepasser et naviguer dans les flous constitutionnels pour les interpréter à sa façon. Toujours avec le même objectif : garder la main.

« QU'ILS VIENNENT ME CHERCHER »

Le refus de la nomination de Lucie Castets, candidate du Nouveau Front populaire arrivé en tête aux élections législatives, comme la durée record de son gouvernement démissionnaire ne sont pas ses premiers arrangements scandaleux avec les règles.

À l'été 2018, un inconnu surgit dans le débat public : Alexandre Benalla. Un proche d'Emmanuel Macron qui a usurpé la fonction de policier pour commettre des violences le 1^{er} Mai. Deux commissions d'enquête parlementaires sont mises en place, mais les troupes présidentielles torpillent celle de l'Assemblée ; et Emmanuel Macron lui-même assume d'avoir protégé son collaborateur chargé de sa sécurité en dépit de ses fautes : « Le seul responsable de cette affaire, c'est

FOCUS

Des institutions sans cesse maltraitées

Affaire Benalla, Covid, réforme des retraites... Depuis sept ans, Emmanuel Macron pratique une application verticale voire brutale de la Constitution de 1958 et tord les institutions dans l'unique objectif de tout décider seul.

moi. Et moi seul. Ce n'est pas la République des fusibles. S'ils veulent un responsable, il est devant vous. Qu'ils viennent le chercher », lâche-t-il, devant sa majorité. Un discours totalement irresponsable, durant lequel le chef de l'État accuse les parlementaires soucieux des règles de « vouloir faire sortir le pouvoir législatif de son lit » en plus d'attaquer les médias : « Nous avons une presse qui ne cherche plus la vérité », ose-t-il accuser. C'est pourtant la presse qui a permis de révéler les nombreux agissements répréhensibles d'Alexandre Benalla, qui sera finalement condamné par la justice.

Deux ans plus tard, après avoir réprimé les gilets jaunes, c'est la crise du Covid qui sert de prétexte à Emmanuel Macron pour ses dérives autoritaires. Pendant des mois, le président de la République décide de tout, tout seul, sans avoir de compte à rendre. Il utilise pour cela les conseils de

défense sanitaire, d'où rien ne peut filtrer car cette instance opaque, initialement prévue pour les sujets militaires, est régie par le secret-défense. Le Parlement est, comme le reste du pays, mis sous cloche et devant le fait accompli.

CONTRE LA VOLONTÉ DU PEUPLE

Arrive ensuite la réforme des retraites. Afin de limiter la parole des députés d'opposition et de contraindre le débat dans le temps, Emmanuel Macron utilise en 2023 un « projet de loi rectificatif de financement de la Sécurité sociale », alors même que le budget de la Sécu venait d'être adopté quelques semaines avant. Cet article, utilisé uniquement deux fois auparavant dans notre histoire, a été pensé en cas de péril soudain et imminent pour les comptes publics... Pas pour contraindre les Français à travailler deux ans de plus. Emmanuel Macron utilise finalement le 49.3 pour faire passer sa réforme. Un coup de force antisocial et antidémocratique alors que près de 90 % des actifs sont opposés au texte et le crient haut et fort dans la rue, avec des millions de manifestants. L'Assemblée nationale n'a, elle, jamais pu voter cette loi. Si le Conseil constitutionnel valide in fine la procédure, plusieurs constitutionnalistes de haut rang contestent la façon d'agir du chef de l'État. « Les règles de la Constitution sont censées être des limites, pas des armes pour le gouvernement », dit alors, dans nos colonnes, la juriste Lauréline Fontaine. Depuis, le président de la République a visiblement renouvelé le stock de son armurerie pour transpercer toujours plus la démocratie. ●

EMILIO MESLET

emilio.meslet@humanite.fr



Pendant la crise du Covid, le Conseil de défense sanitaire remplace le Parlement.

ENTRETIEN

André Chassaigne : « C'est le programme du NFP que Macron rejette »

Pour le chef de file des députés communistes, « les masques tombent ». En refusant qu'un gouvernement de gauche rompe avec ses politiques, Emmanuel Macron rejette le verdict des urnes et outrepassse ses pouvoirs en bricolant une majorité qui ne peut tenir qu'avec l'accord de l'extrême droite.



XOSE BOLZAS / HANS LUCAS

Député du Puy-de-Dôme depuis 2002, président du groupe GDR et ancien candidat du NFP à la présidence de l'Assemblée nationale

André Chassaigne dénonce les manœuvres du président de la République, qui a refusé de nommer Lucie Castets à Matignon. La perspective d'un gouvernement du Nouveau Front populaire n'est cependant pas écartée selon lui, et il appelle à des mobilisations, à condition qu'elles soient collectives.

Pour quelle véritable raison Emmanuel Macron refuse-t-il de nommer Lucie Castets première ministre ?

Il refuse que soit remise en cause la politique qu'il mène depuis 2017. Il rejette a priori toute réforme qui réponde aux attentes de la population française. Il s'agit d'un véritable déni démocratique, doublé d'un déni de la gravité de la situation sociale. Il est toujours guidé par les seuls intérêts des marchés financiers. Les multinationales et leurs actionnaires ne veulent pas qu'on touche à leurs privilèges. La politique du Nouveau Front populaire propose des mesures fortes (l'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation du Smic et des minima sociaux, la baisse des factures d'énergie...) financées par des mesures fiscales. Et Emmanuel Macron n'en veut surtout pas. En outre, la mise en œuvre de ces réformes mobiliserait les banques et impliquerait de bousculer l'Union européenne. Il n'en veut pas non

plus. Le projet politique du NFP crée un élan de panique dans les milieux financiers, et donc chez Emmanuel Macron.

Il a effectivement dit craindre un effondrement des marchés si la gauche mettait en place ses premières mesures.

Est-ce la seule raison ?

Si Emmanuel Macron n'a pas fait le choix de nommer Lucie Castets à Matignon, c'est parce que, même pour un court laps de temps, un gouvernement du NFP aurait remis en cause la politique libérale et antisociale qu'il conduit depuis sept ans. Et peut-être même que ce gouvernement de gauche aurait pu s'imposer dans la durée, puisque l'épouvantail de la présence de ministres insoumis avait été levé et parce qu'en l'absence de majorité absolue, le NFP aurait été amené à négocier et à faire des compromis, sans pour autant capituler ou se compromettre. C'est cela qu'a voulu éviter Emmanuel Macron, bafouant au passage le résultat des urnes. Il tente donc une recomposition libérale et il ne peut la mener qu'avec les forces de droite, et avec une complicité du Rassemblement national.

Dans cette affaire, les masques tombent. Sa seule alternative au NFP reste une alliance avec la droite ou des sociaux-démocrates qui peuvent mener une politique de droite, avec l'accord tacite du RN pour qu'un tel gouvernement ne tombe pas.

Les macronistes avancent que c'est le front républicain qui a gagné, et pas la gauche. S'agit-il d'un déni ?

C'est un détournement inacceptable. Le front républicain a aussi permis à des députés macronistes d'être élus pour barrer la route au RN. Au final, c'est bien le NFP qui a obtenu le plus de députés. Emmanuel Macron ne peut le nier, ni inventer un front républicain qui exclurait la France insoumise. C'est inadmissible. Il remet en cause la nature même de notre régime en fabriquant une majorité qu'il choisit lui-même. Par ailleurs, la seule coalition constituée avec un programme dès les élections, c'est le Nouveau Front populaire. Le front républicain pour barrer la route à l'extrême droite n'est pas une coalition, mais une discipline de vote au second tour.

« LE CHEF DE L'ÉTAT REMET EN CAUSE LA NATURE DE NOTRE RÉGIME EN FABRIQUANT UNE MAJORITÉ QU'IL CHOISIT LUI-MÊME. »



AVOUB DE NKAÏOUM / RÉA

La crainte de Macron et des marchés « que le NFP, amené à des compromis, puisse s'imposer dans la durée. »

« LA PERSPECTIVE DU NFP À MATIGNON RESTE ENVISAGEABLE FACE AUX ÉCHECS D'UNE MAJORITÉ ARTIFICIELLE. »

respecter le résultat des urnes ?

Pour nous, la page n'est pas tournée. Emmanuel Macron s'apprête à nommer une autre personne que Lucie Castets à Matignon. Cela conduira inévitablement au dépôt d'une motion de censure contre le premier ministre du président, dont le succès dépendra du vote des autres groupes, et notamment de celui du RN. La messe n'est pas dite. La perspective d'un gouvernement du NFP reste envisageable face aux échecs d'une majorité artificielle constituée par le président de la République.

Faut-il se mobiliser ? Manifester ?

Le PCF appelle à rejoindre la manifestation du 7 septembre. Mais il faut une mobilisation tout en restant attentif à ce qu'elle ne soit pas un échec. Pour cela, il faut éviter les appels unilatéraux d'une seule organisation. Ils doivent être collectifs. La mobilisation n'est pas une course à l'échalote. Elle doit être réfléchie de façon à rassembler le plus de monde possible. Ensuite, nous devons rester sensibles au mouvement social et aux organisations syndicales. Soyons attentifs à réfléchir les mobilisations avec eux, de façon à éviter toute dispersion. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ
PAR DIEGO CHAUVET

diego.chauvet@humanite.fr

Si la gauche avait le temps de mettre en place ces mesures, pourrait-elle en tirer un bénéfice politique ?

Le vote des législatives exprime un rejet de la politique conduite par Emmanuel Macron. Un gouvernement qui en tiendrait compte, et apporterait des réponses aux attentes des électeurs face à l'urgence sociale, ferait la démonstration politique que la gauche est à même de mettre en œuvre des solutions. Elle pourrait en tirer un immense bénéfice politique. C'est aussi ce que redoute Emmanuel Macron.

Emmanuel Macron estime que Lucie Castets subirait une motion de censure au Parlement. Est-il normal que le président de la République se charge lui-même d'anticiper ce potentiel problème ?

Depuis 2017, nous vivons une asphyxie du pouvoir législatif. Emmanuel Macron a donné progressivement au pouvoir exécutif un poids exorbitant. Il se

considère comme le souverain qui dirige tout. Or, c'est au premier ministre de constituer une majorité. Le président de la République nomme le chef du gouvernement. Il n'est certes pas obligé par la Constitution de choisir le locataire de Matignon dans les rangs du NFP, mais c'est dans la pratique institutionnelle en cours depuis des décennies, celle qui s'impose lorsque le parti présidentiel est défait aux législatives, ce qui amène à une cohabitation. Or, Emmanuel Macron s'arroge tous les pouvoirs, refusant de reconnaître que la gauche est arrivée en tête, proposant lui-même le périmètre d'une future majorité alternative au résultat des urnes, et anticipant les votes au sein de l'Assemblée nationale. Il s'agit d'une extension scandaleuse du périmètre d'action présidentiel dans la vie démocratique de notre pays.

Au-delà du caractère scandaleux du point de vue démocratique, est-ce légal ?

On ne peut pas affirmer que le président de la République viole la Constitution au regard des silences de plusieurs articles sur les limites de ses prérogatives, en particulier de l'article 8. Pour autant, il porte un sérieux coup à la séparation des pouvoirs. Le président n'a pas à descendre dans l'arène parlementaire et à outrepasser ses droits.

Que pensez-vous de la procédure de destitution lancée par les insoumis ?

Je ne ferme pas la porte à cette option. Mais elle ne peut pas constituer seulement un acte de communication. Elle doit s'appuyer sur des réalités juridiques, sur la lettre de la Constitution et pas seulement sur son esprit. C'est un travail d'analyse que mènera le groupe GDR, lorsque la motion sera déposée au Bureau de l'Assemblée nationale. Nous prendrons alors une décision.

Est-il encore possible pour les forces du NFP de faire



Aurélien Aubert, boccia



Alex et Kylian Portal, natation



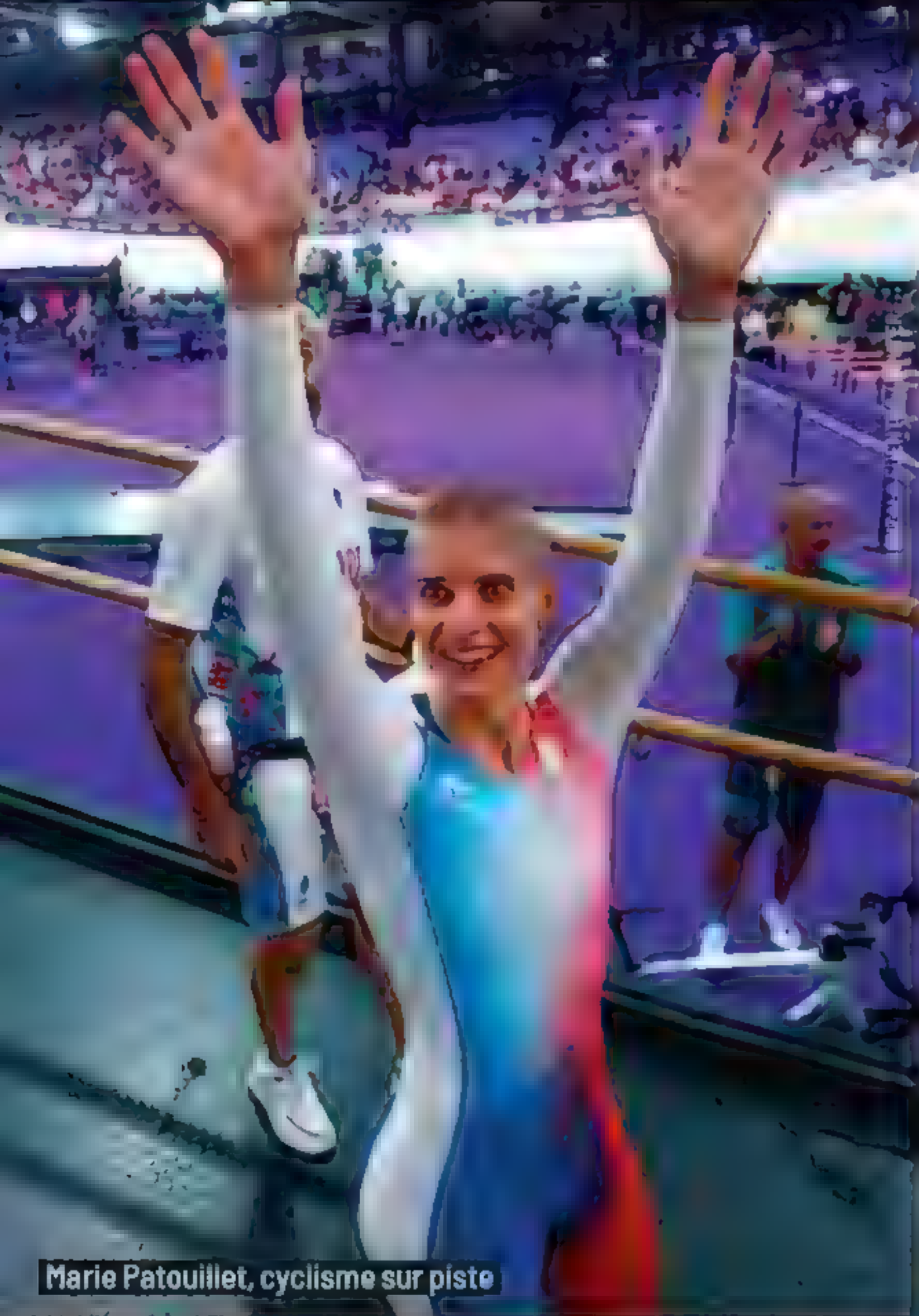
Gloria Agblemaison, lancer du poids



Djellika Diallo, taekwondo



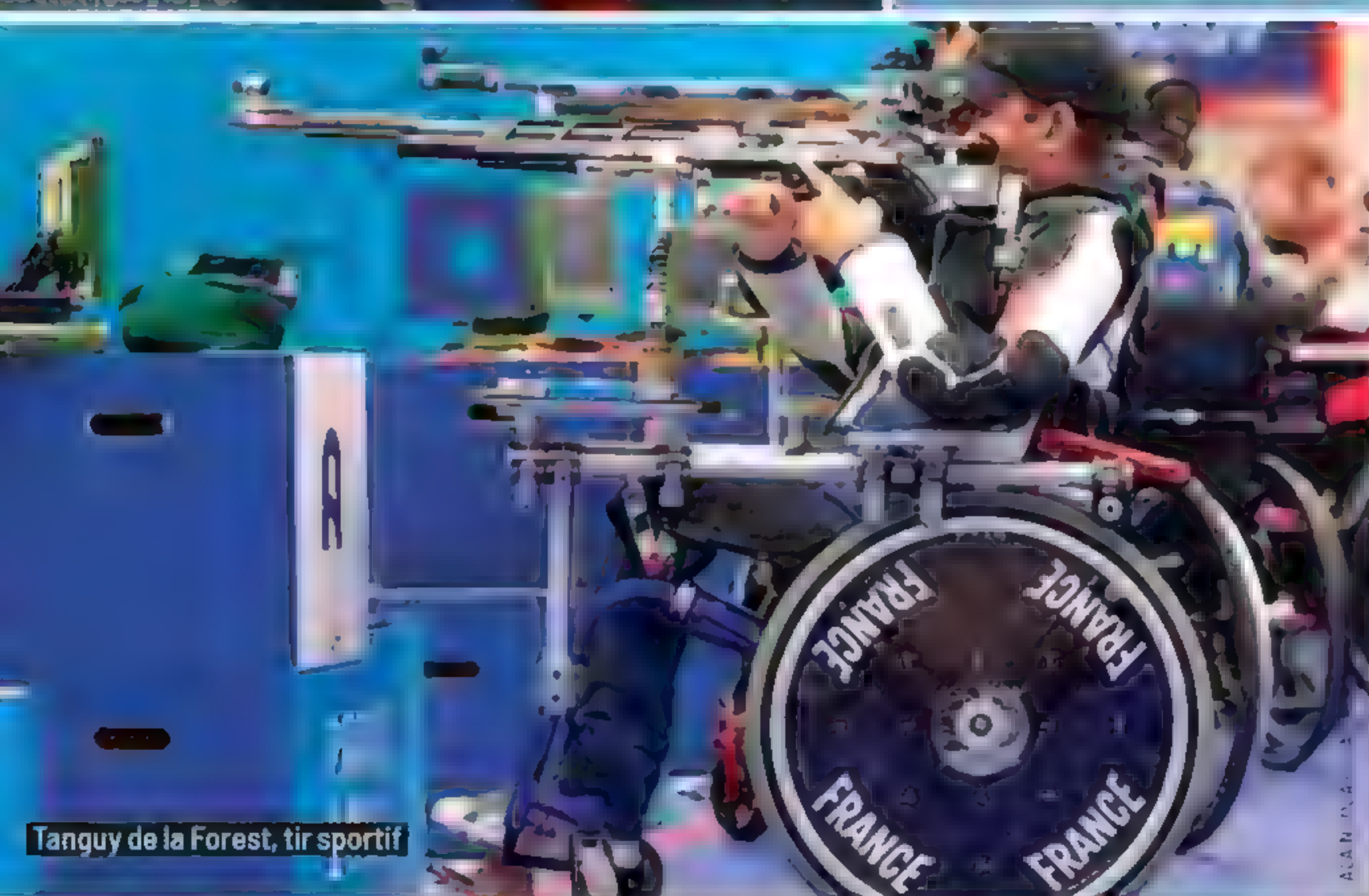
Jules Ribstein, triathlon



Marie Patouillet, cyclisme sur piste



Alexis Hanquiquant, triathlon



Tanguy de la Forest, tir sportif



Emeline Pierre, natation

La France brille aux JOP

La délégation française aux jeux Paralympiques de Paris 2024 s'est fixé comme objectif d'atteindre le top 8 des nations. Elle démarre en fanfare. Le nageur Ugo Didier a ouvert le bal des médailles d'or. Dès le jeudi 29 août, premier jour de compétition, le jeune homme est sacré en 400 mètres nage libre (catégorie S9). Le samedi, les frères Portal - Alex et Kylian - enflamment à leur tour le bassin de la Défense Arena en décrochant la deuxième et troisième place du 400 mètres nage libre (catégorie S13). Depuis, les exploits s'enchaînent, avec la médaille d'argent de la lanceuse de poids Gloria Agblemagnon, le carton des paratriathlètes (l'or pour Jules Ribstein et Alexis Hanquiquant) et, bien sûr, l'historique victoire d'Aurélie Aubert en boccia, première athlète française à monter sur le podium dans cette discipline proche de la pétanque, apparue aux Paralympiques de 1984. Avec 32 médailles (dont 9 en or), la France pointait, le 2 septembre, à la 4^e place des nations. À égalité avec toutes les autres en termes d'émotions... ●

PARIS

AOÛT-SEPTEMBRE 2024

L'ANALYSE

L'AFD PROSPÈRE SUR LES RUINES DU « MODÈLE » CONSENSUEL ALLEMAND

Vainqueur dimanche 1^{er} septembre du scrutin en Thuringe avec près d'un tiers des voix, l'extrême droite affiche également une forte progression en Saxe, où elle talonne la CDU du ministre-président sortant. Elle se repaît des déréglementations néolibérales et de la fuite en avant atlantiste du gouvernement Scholz qui ont généré un malaise social et politique.



Le « modèle » consensuel allemand n'est guère plus opérant que le système de la V^e République vieillissante de ce côté-ci du Rhin pour contrer la montée en puissance de l'extrême droite. Tel est le terrible enseignement des deux élections régionales de ce dimanche 1^{er} septembre en Thuringe et en Saxe. L'Alternative pour l'Allemagne (AfD) l'emporte avec près de 33 % des suffrages dans la première et talonne la CDU (Union chrétienne-démocrate) du ministre-président sortant dans la seconde (30,6 % contre 31,4 %). Les partis de la coalition tripartite SPD, Verts et libéraux, au pouvoir à Berlin sous la houlette du chancelier social-démocrate, Olaf Scholz, sont en chute libre. Les libéraux sombrent sous la barre des 5 % et disparaissent des deux assemblées régionales, les Verts ne seront plus représentés au parlement de Thuringe et se maintiennent in extremis dans celui de Saxe (5,1 %), quand le SPD (Parti social-démocrate) du chancelier n'obtient respectivement que 6 % et 7 %, battant de nouveaux records de faiblesse.

DE DIFFICILES COALITIONS FUTURES

Cet effondrement des partis de la coalition gouvernementale va rendre très difficile la constitution de nouvelles coalitions régionales pour empêcher l'AfD d'accéder à la direction d'un État-région, lieu important de pouvoir au sein d'un pays fédéral comme l'Allemagne. En Saxe, la mise en place d'une sorte de front républicain pourrait être facilitée par la

victoire, même étriquée, de la CDU du ministre-président sortant Michael Kretschmer. En raison des reculs des verts et du SPD, il devra cependant se tourner vers l'Alliance Sahra Wagenknecht, le BSW, nouveau parti populo-souverainiste issu d'une scission de Die Linke. Autre grand gagnant de ces scrutins, il réalise 11,8 % des suffrages en Saxe et Kretschmer s'est dit résolu à entamer des pour-parlers avec lui pour codiriger le Land.

En Thuringe, l'équation risque d'être plus rude encore à résoudre. Die Linke, qui avait réalisé 31 % des suffrages en 2019 et porté au pouvoir Bodo Ramelow, le ministre-président sortant, issu de ses rangs, est très largement battue (13,1 %). Plus de la moitié de son électorat a été phagocytée par le BSW de Sahra Wagenknecht (15,8 %). Seule possibilité : la constitution d'une sorte de coalition de salut public au contour improbable entre la CDU (moins de 24 % des voix), le BSW et le SPD (6,2 %), tout rapprochement entre le BSW et Die Linke, l'ex-parti de Wagenknecht, paraissant exclu. L'enjeu est énorme. Car il va s'agir d'empêcher Björn Höcke (AfD) de s'emparer du fauteuil de ministre-président.

Ce professeur d'histoire est un personnage singulier. Chef de file de Der Flügel (« l'aile »), qui rassemble au sein de l'AfD les plus chauds partisans de la remise en marche d'un nationalisme allemand décomplexé, il ne manque pas une occasion d'étaler sa complaisance à l'égard du régime nazi. Récemment condamné pour avoir repris dans un meeting le mot d'ordre de la SA « Tout pour l'Allemagne » – ce qu'interdit la justice allemande – il a aussi déploré, en son temps, l'édification d'un monument aux



MARKUS SCHOTT / DDP PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

juifs assassinés d'Europe dans le centre politique de Berlin, la qualifiant de « honte pour l'Allemagne ». Les vagues soulevées, à chaque fois, par ce type de propos, n'empêchent donc pas Höcke et son parti de progresser. Car l'AfD se nourrit d'une immense crise de confiance à l'égard du monde politique traditionnel. Un double consensus en faveur des dérèglementations néolibérales entamées au début du siècle et d'une politique extérieure devenue très suiviste de Washington et de l'Otan ne passe plus la rampe. L'AfD en joue à plein.

LA CRAINTE D'UNE ESCALADE GUERRIÈRE

En Saxe et en Thuringe, seulement 30 % des salariés sont « couverts » désormais par un accord tarifaire (Tarifvertrag), l'équivalent de nos conventions collectives. C'est dire le niveau endémique de la précarité et l'ubérisation galopante de la société dans ces Länder. Un formidable terreau de base pour l'AfD, très loin des spéculations de nombre de médias sur un atavisme est-allemand en faveur de l'autoritarisme. Et les partis du gouvernement Scholz ont encore ajouté au malaise social depuis le début de cette année en décrétant un retour au respect du frein à la dette (Schuldenbremse) inscrit dans la Constitution par les partis CDU et SPD des grandes coalitions d'Angela Merkel. Soit l'interdiction de dépasser un seuil d'endettement fédéral de 0,35 % du PIB.

Cette méga-austérité pèse sur le financement des services publics les plus élémentaires comme la

Björn Höcke, à Erfurt, dans le centre de l'Allemagne, le 31 août. Le candidat de l'AfD, souvent complaisant à l'égard du régime nazi, pourrait à terme s'emparer du fauteuil de ministre-président du Land de Thuringe.

santé, l'éducation, les chemins de fer et pénalise surtout les plus modestes. Ce qui nourrit un terrible ressentiment que l'AfD s'empresse d'utiliser pour faire des migrants de commodités boucs émissaires, en instrumentalisant l'horreur de l'attentat djihadiste de Solingen, commis le 23 août par un jeune réfugié syrien, pour revendiquer « un arrêt de toute immigration pendant cinq ans. »

Le BSW de Wagenknecht use, lui aussi, d'une insupportable rhétorique anti-migrants pour réclamer « un tournant de la politique d'asile » (Asylwende). Mais il hausse le ton également contre la précarité ambiante. Et Sahra Wagenknecht et son mari Oskar Lafontaine, l'ex-ténor du SPD, se font fort, avec l'appui d'une partie du patronat, de remettre en place le vieux compromis social-démocrate qui nourrit, disent-ils, la prospérité du « modèle ouest-allemand » fondé par le chancelier chrétien-démocrate Ludwig Erhard.

L'AfD a su également tirer profit de l'immense malaise suscité par le tournant ultra-atlantiste de la politique étrangère de Berlin. L'annonce d'un accord pour le déploiement de missiles états-uniens de longue portée d'ici à deux ans sur le territoire allemand, au dernier sommet de l'Otan, a fait naître dans l'opinion les pires craintes de voir le pays happé par une escalade guerrière. Au point de faire surgir dans la campagne le besoin de limiter l'implication militaire de l'Allemagne. Michael Kretschmer, le ministre-président CDU sortant de Saxe, a ainsi décidé, à la surprise générale, de prendre le contre-pied des positions ultra-atlantiste de son propre parti en se prononçant pour une réduction des aides à l'Ukraine et une solution négociée au conflit. Et il doit sans doute à ce spectaculaire revirement sa survie en tant que ministre-président. ●

BRUNO ODENT

bruno.odent@humanite.fr

LA MÉGA-AUSTÉRITÉ PÉNALISE LES PLUS MODESTES ET NOURRIT UN RESENTIMENT QUE L'AFD UTILISE POUR FAIRE DES MIGRANTS LES BOUCS ÉMISSAIRES.

Cette droite extrême et néerophage

Le corps n'est pas encore froid mais Jordan Bardella, Eric Zemmour, Eric Ciotti s'en fichent. L'extrême droite s'est empressée d'instrumentaliser un nouveau fait divers tragique pour faire avancer son agenda sécuritaire. Le 26 août, le gendarme Eric Comyn est fauché par un chauffard cap-verdien qui refuse de s'arrêter lors d'un contrôle routier à Mougins, dans les Alpes-Maritimes. Le fonctionnaire meurt et son épouse crie son désespoir : « La France a tué mon mari par son insuffisance, son laxisme et son excès de tolérance. » Pour la veuve, « 1981 n'aurait jamais dû exister », référence à l'abolition de la peine de mort. Il n'en fallait pas plus aux indignes pour s'engouffrer dans la polémique. « Il n'y a rien à retirer de ce constat. Arrêtons de tolérer ceux qui pourrissent la vie des Français, expulsions les délinquants et criminels étrangers, rétablissons une justice qui punit sévèrement », tweete alors Jordan Bardella, président du RN. Un député de son camp, Hervé de Lépinay, va jusqu'à affirmer que « le laxisme, véritable ADN de la gauche et du centre, a créé les conditions de ce drame ». « Les politiciens, par leur insuffisance et leur idéologie, laissent les Français mourir », abonde Eric Zemmour. Comme souvent, les charognards appliquent en meute. ●

EMILIO MESLET

LE BILLET

CHATELAIN

Le combat de Tran To Nga prend un coup de jeune

La militante, qui lutte pour traîner en justice les géants de l'agrochimie responsables de l'agent orange épandu lors de la guerre du Vietnam, voit une nouvelle génération reprendre son flambeau.



HEUGAL ET BERNARD / ALAMY STOCK PHOTO

Ou comment une petite octogénaire franco-vietnamienne aux cheveux gris, effraie les multinationales de l'agrochimie. Malgré sa défaite en appel contre la dizaine d'entreprises ayant produit l'agent orange après une lutte judiciaire harassante, Tran To Nga continuera de réclamer justice pour les millions de personnes tuées par cette dioxine épandue par les États-Unis durant la guerre du Vietnam. L'ancienne maquisarde a en effet réussi à passer le flambeau aux

jeunesses franco-vietnamiennes, regroupées sous la bannière du Collectif Vietnam-dioxine. À l'image de leur héroïne, les militantes et militants qui la soutiennent sont infatigables. Depuis quelques années maintenant, ils coordonnent et médiatisent le combat de Nga jusque dans les médias nationaux. Certains ont même découvert les ravages de l'agent orange, qui pollue encore les corps et les sols du Vietnam cinquante ans plus tard, grâce à cette battante de 82 ans. Depuis, leur indignation

nourrit le zèle du collectif, qui ne cesse d'enranger des soutiens. Anti-impérialistes, anticolonialistes et autres militants humanistes se rallient naturellement à la cause. Et ce qui est décrit comme le premier écocide de l'histoire a permis de capter l'attention des militants pour le climat. La « jeune armée » de Tran To Nga, comme elle la surnomme affectueusement, est à l'intersection des luttes, prenant la parole sur la Palestine, la chlordécone aux Antilles et d'autres injustices. Désormais, ce collectif a une autre mission : accompagner l'octogénaire et ses avocats devant la Cour de cassation – voire la Cour européenne des droits de l'homme – pour faire condamner les fabricants de la dioxine. De quoi rassurer Nga : même après sa disparition, son combat vivra, de la France au Vietnam en passant par les États-Unis. Jusqu'à ce que Monsanto, Dow Chemical, Hercules et les autres soient « ramenés à l'âge de pierre », comme l'éruçait le sanguinaire général états-unien Curtis LeMay à propos du Nord-Vietnam. ●

AXEL NODINOT

Le gouvernement joue la montre pour neutraliser l'encombrant Anticor

Les coupes budgétaires, c'est bon, mais pas la lutte contre la corruption.

Le Premier ministre démissionnaire Gabriel Attal a beau continuer à prendre des décisions

sur tout un tas de sujets comme s'il était toujours en place, il y a une tâche qu'il a préféré laisser à son successeur. Le 27 août, il a choisi pour la deuxième fois de laisser passer le délai que lui avait accordé la justice pour se prononcer sur l'agrément d'Anticor. Une manière de refuser sans le dire de rendre

à l'association ce sésame perdu en 2023, qui lui permettait de se porter partie civile dans des procédures de prises illégales d'intérêts ou de corruption.

Le 9 août, le juge des référés du tribunal correctionnel de Paris avait pourtant « enjoint au Premier ministre de réexaminer la demande d'agrément de l'association Anticor dans un délai de quinze jours ».

Comme il ne l'a pas fait, Anticor a, dès le 28 août, de nouveau saisi la justice pour obtenir que le tribunal contraigne le premier ministre à payer 1 000 euros

d'amende par jour de retard.

« Le gouvernement viole délibérément la loi en dépit de l'injonction qui lui a été faite. Nous ne céderons pas face à un silence politique et nous poursuivrons jusqu'au bout tous les recours possibles pour qu'enfin Anticor récupère son agrément », a commenté

l'avocat de l'association, maître Vincent Brengarth.

Cet épisode n'est que le dernier d'une série de manœuvres du pouvoir macroniste pour limiter le pouvoir de l'association citoyenne. En décembre 2023

déjà, Elisabeth Borne, alors à Matignon, avait elle aussi botté en touche en refusant de répondre à la demande d'agrément. Il faut dire qu'Anticor est comme un caillou dans la chaussure de l'exécutif. Fer de lance de la lutte contre la corruption au plus haut niveau de l'État, elle a fait émerger plusieurs affaires délicates pour l'exécutif, à commencer par celle ayant conduit à la mise en examen en 2022 d'Alexis Kohler,

l'indéboulonnable secrétaire général de l'Élysée, pour « prise illégale d'intérêt ». Un rapport avec l'acharnement gouvernemental ? ●

CAMILLE BAUER





Chine. Les barrières à l'export riment avec bonnes affaires

Face aux restrictions technologiques et commerciales imposées par Washington, Pékin contre-attaque. Les firmes chinoises profitent des accords de libre-échange pour écouler leurs produits via des pays tiers.

Les Nouvelles routes de la soie ne seraient-elles que des déviations ? En mettant en marche, en 2013 « l'Initiative la ceinture et la route » (ICR), comme elle est officiellement nommée, la Chine n'accroît pas seulement son influence mondiale. Elle se protège aussi des éventuels obstacles en tissant une toile commerciale planétaire. « Les avantages attendus de ce projet correspondent aux nouvelles lignes stratégiques du gouvernement, analyse la chercheuse Mary-Françoise Renard dans "l'Économie de la Chine" (la Découverte, 2018). La Chine saisira donc toutes les opportunités lui permettant de pallier ses insuffisances économiques. »

Véhicules chinois destinés au marché européen sur le port de Yantai. Bruxelles entend relever les taxes et droits de douane à 38 % pour certaines voitures.

Car les sanctions commerciales états-uniennes ne cessent d'entraver la seconde puissance mondiale. En mai, l'administration Biden haussait ses droits de douane à 100 % sur les véhicules chinois. Elle était suivie, en juillet, par l'Europe et ses 38 % de taxes sur les voitures électriques. La chambre de commerce de Chine a « exprimé son profond mécontentement et sa ferme opposition à l'approche protectionniste de la Commission européenne ». Car Pékin doit absolument écouler sa marchandise, conquérir l'Europe et profiter des milliards de dollars de l'Inflation Reduction Act, qui promet des subventions aux acheteurs américains de véhicules électriques.

Alors qu'importe que la porte de Washington soit fermée. « Le commerce international évolue avec la multiplication des sanctions technologiques et commerciales américaines contre la Chine,

PÉKIN MULTIPLIE LES CONVENTIONS AVEC LE MAROC, PREMIER FOURNISSEUR DE VOITURES EN EUROPE.

car cette dernière parvient à les contourner », observe Benjamin Bürbaumer, économiste et auteur de « Chine contre États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation » (la Découverte, 2023). Pour toucher les consommateurs américains, Pékin passe donc par le Mexique, qui fait partie de l'United States-Mexico-Canada Agreement (USMCA), un accord trilatéral de libre-échange avec le Canada et les États-Unis.

FILIALES MEXICAINES

Les investissements directs étrangers (IDE) chinois vers le Mexique ont explosé ces dernières années et se concentrent essentiellement dans les États frontaliers du Chihuahua et du Coahuila. Quant aux exportations, elles ont quadruplé en l'espace de dix ans. Pékin vend surtout des pièces détachées, des composants électroniques et des voitures à Mexico. L'ancien président Donald Trump, jamais avare de saillies envers ses voisins, a d'ailleurs accusé la Chine d'exploiter l'USMCA en construisant

de « grandes usines de fabrication de véhicules électriques à la frontière ». Avant de promettre d'y imposer des droits de douane de 200 %, s'il est réélu.

La Chine peut aussi compter sur ses partenaires régionaux pour atteindre la première économie mondiale. Parmi les pays d'Asie du Sud-Est, la Thaïlande, mais surtout le Vietnam servent de plateformes d'échanges à la Chine. Hanoi est particulièrement sollicitée par les États-Unis pour les composants électroniques, les pièces détachées, le textile et le téléphone, des domaines prisés par Pékin. « Le gouvernement doit mettre en œuvre efficacement les accords de libre-échange », rappelait encore récemment Trần Thị Hồng Minh, directrice de l'Institut central de gestion économique du Vietnam.

Le Vietnam a exporté 66,09 milliards de dollars vers Washington entre janvier et juillet 2024, soit une hausse annuelle de 24,4 % – la plus élevée de tous les fournisseurs américains. Et cela est amené à croître encore, selon Vu Vinh Phu, économiste cité par le journal

100 %

C'est le taux de la taxe que le Canada imposera à partir d'octobre sur les véhicules électriques chinois.

18,5 %

des importations des États-Unis proviennent encore de la Chine

« Nhân Dân ». Mais la méfiance frappe même les entreprises vietnamiennes. Depuis le début de l'année, elles ont fait face à 64 enquêtes de « défense commerciale » de la part des États-Unis. Les acteurs économiques dénoncent une « discrimination dans les enquêtes antidumping » qui les oblige à prouver leur innocence aux autorités américaines.

UN HUB À TANGER

Sur le détroit de Gibraltar, non loin de l'enclave espagnole de Ceuta, des milliers de véhicules flambant neufs attendent d'être embarqués sur les cargos du port de Tanger MED II. Avec 11 milliards

de dollars de voitures exportées en 2024, presque un dixième du PIB du Maroc, le pays d'Afrique est « devenu un nouveau point névralgique pour les entreprises qui souhaitent investir à l'étranger », de l'aveu de l'ambassadeur chinois à Rabat, Li Changlin. Les exportations vers le Maroc ont ainsi « explosé » : de 3,18 milliards de dollars en 2017, elles sont passées à 6,45 milliards l'année dernière. Attirée par les accords de libre-échange que le royaume a avec l'Union européenne et les États-Unis, la Chine a fait construire à Tanger un hub d'entreprises locales de la tech pour 1 milliard de dollars, dans le cadre de l'ICR. Et de nombreux accords sont signés avec des fabricants et fonds d'investissement chinois, ces derniers temps, pour la construction de « giga-usines » de batteries électriques. Autre avantage du Maroc : il est le premier exportateur mondial de phosphate, nécessaire aux batteries demandées par l'Europe... et les États-Unis. Pour Benjamin Bürbaumer, ces derniers « se donnent une posture offensive vis-à-vis de la Chine, mais les sanctions sont contournables tant que l'on ne met pas en cause rapidement le libre-échange ». ●

AXEL NODINOT

axel.nodinot@humanite.fr

Rome et Madrid, à rebours de Bruxelles

Les Vingt-Sept se mettent à courtiser la Chine. L'Italienne Giorgia Meloni en est un bon exemple. Après avoir durement critiqué les Nouvelles routes de la soie, la première ministre d'extrême droite rendait visite à Xi Jinping, début août, pour relancer le commerce entre les deux pays. « Ce revirement est

intéressant, c'est là qu'on constate à quel point les relations entre États-Unis et Chine nous impactent tous, l'UE y comprise », constate Benjamin Bürbaumer. Pour l'économiste, « les pays européens ont une place difficile. Depuis la guerre en Ukraine, on observe un fort réalignement transatlantique des Européens. On le voit

par exemple avec les importations de gaz – qui vient maintenant des États-Unis, ce qui ne leur est pas spécialement profitable ». Quitte à se tourner vers Pékin ? La Hongrie, l'Italie et l'Espagne accueilleront bientôt des usines automobiles chinoises, et en espèrent des créations d'emplois.

Allez la France, encore un effort pour performer dans le recyclage !

Longtemps délaissé, le recyclage des équipements sportifs commence à prendre de l'importance, mais nécessite une sensibilisation et une prise de conscience plus forte, des industriels comme des consommateurs, pour décoller.

Les Jeux ne sont pas souvent synonymes d'écologie. À Rio de Janeiro, huit ans après la fin des olympiades, les immenses carcasses sans vie des stades et piscines construits pour l'événement se dressent encore dans le paysage. À Athènes, Pékin ou Sarajevo, des tonnes de béton, de ciment et d'acier sont également abandonnées aux ravages du temps. Loin de ces immenses complexes, les petits objets du quotidien des sportifs ont, eux aussi, du mal à entamer leur transition écologique. Balles de tennis, maillots de football, raquettes de badminton... près de 100 000 tonnes de ces articles sont jetées à la poubelle chaque année en France selon le ministère de l'Écologie, soit l'équivalent de dix fois


la tour Eiffel en poids. « Beaucoup d'acteurs du monde du sport, notamment les équipementiers, ont tendance à s'en laver les mains lorsqu'il s'agit de la fin de vie des objets sportifs », déplore Michaël Ferrisi, fondateur de l'association et du média Ecolosport.

3 000 POINTS DE COLLECTE

Face à ces chiffres inquiétants, la loi Agec (antigaspillage pour une économie circulaire) a été votée en 2020 pour encadrer la fin de vie des produits de sport et de loisirs. Elle oblige les entreprises à mettre en place des dispositifs de recyclage et de réemploi. C'est dans ce contexte qu'Ecologic, un éco-organisme fondé en 2005 et agréé par l'État,

intervient. « L'idée est de sortir les produits de sport des ordures ménagères pour allonger leur durée de vie ou les recycler, indique Quentin Bellet, responsable des affaires publiques d'Ecologic. Notre mission est donc de réduire l'empreinte environnementale des articles de sport, en maximisant leur durée de vie et en évitant le gaspillage des matières, lorsque les produits sont trop usagés pour être réparés ou réemployés. »

L'organisme s'appuie sur un réseau de 3 000 points de collecte sur l'ensemble du territoire métropolitain et en outre-mer. Mais la filière, financée aujourd'hui grâce à des écocontributions, rencontre encore quelques difficultés dans sa mission. « Les produits de sport sont en général assez hétérogènes en termes de composition. Un cadre de vélo en aluminium, c'est très facile à recycler. On sait broyer l'aluminium, on sait le récupérer et on sait l'affiner pour le remettre dans des circuits de production, explique Quentin Bellet. En revanche, il



Le stade de beach-volley
des Jeux d'Athènes
de 2004, à l'abandon.
Un gâchis olympique.



Les joueurs du FC Nantes mouillent des maillots écoconçus, durables et, une fois usés, transformés en sac.

contrats de sponsoring, les équipes sortent plusieurs maillots chaque saison (domicile, extérieur, Coupe d'Europe, édition limitée, etc.) et les plus grosses écuries en dénombrent jusqu'à cinq ou six pour l'exercice en cours. Une logique économique qui permet une diversification des recettes, mais qui s'accorde mal avec la transition écologique.

ARTICLES CONSIGNÉS

Certaines équipes ont fait le choix de ne pas continuer dans cette course effrénée. À l'image de Brentford, club de Premier League (première division anglaise), qui a préféré conserver le même maillot sur plusieurs saisons. « Le cycle de deux ans garantit non seulement

existe de nombreux produits plus complexes faits en matériaux composites ou contenant des solvants. Dans ces cas-là, c'est plus compliqué et cela demande beaucoup plus de temps et de travail en termes de recherche mais aussi d'investissements. »

Si en bout de chaîne le recyclage s'impose comme une solution évidente, certains acteurs plaident plutôt pour traiter le problème à la racine en changeant de modèle de consommation, afin de diminuer le nombre des déchets liés au sport. « Le sport est à l'image de la société. On est dans la surconsommation et le monde du sport n'y échappe pas, estime Michaël Ferrisi. Trop de personnes ont tendance à racheter certains articles sportifs alors que les leurs sont encore en bon état. »

L'exemple des clubs de football professionnels est, à ce titre, très révélateur. Sous la pression des équipementiers, avec lesquels elles ont signé de juteux

un prix abordable pour nos fans, mais s'aligne également sur notre engagement à réduire les déchets et à promouvoir un avenir plus vert pour la future génération de supporters », indique Jon Varney, directeur général du club. En France, le FC Nantes s'est engagé aussi

dans une démarche écologique. Les Canaris ont choisi de consigner les tuniques et d'offrir un bon d'achat à l'acheteur qui les rapportera en boutique. Les maillots seront ensuite transformés en un nouveau produit neuf.

Pour éviter toujours plus de déchets, les associations et organismes misent aussi sur la sensibilisation. « Dans notre politique opérationnelle, il y a ce qu'on appelle une hiérarchie des modes de traitement. Avant tout, on privilégie la réparation, souligne Quentin Bellet. C'est comme ça qu'on sensibilise : faire en sorte que les gens aient pour option prioritaire de faire réparer leurs produits, pour éviter qu'ils ne finissent en déchets. » ●

RAPHAËL RAFFRAY

UNE FILIÈRE À RESPONSABILITÉ ÉLARGIE DES PRODUCTEURS A ÉTÉ CRÉÉE EN 2022.

AGENDA

VENDREDI

FOOTBALL

France-Italie

Après un Euro 2024 qui a mis en évidence leurs difficultés offensives, les Bleus entament la phase de groupes de la Ligue des nations face à l'Italie au Parc des Princes. Placée dans un groupe relevé, avec aussi la Belgique, l'équipe de France doit repartir du bon pied. TF1. 20 H 45

SAMEDI

JEUX PARALYMPIQUES

Médaillé de bronze à Tokyo en 2021, le paracycliste Alexandre Léauté (C2) tentera de remporter l'or dans la course sur route. Sur le circuit de 14,2 kilomètres en Seine-Saint-Denis, le champion d'Europe 2023 de la spécialité devra composer avec les côtes de Courtry (1 km à 4,5 %) et de Clichy-sous-Bois (850 m à 4,7 %). FRANCE TV, À PARTIR DE 9 H 30

RUGBY

Union Bordeaux-Bègles - Stade Français

Première Journée du Top 14 avec un affrontement entre les Bordelais, vice-champions de France en titre, et les Parisiens, deuxièmes de la saison régulière en juin, juste derrière Toulouse. CANAL PLUS. 21 H 5

DIMANCHE

JEUX PARALYMPIQUES

Le Stade de France accueille la cérémonie de clôture sous la forme d'un grand concert électro avec pas moins de 24 DJ, dont Jean-Michel Jarre qui ouvrira les festivités. Trois heures de spectacle sont prévues avec pour commencer le défilé des 4 400 athlètes, suivi du passage de relais à Los Angeles pour les Jeux de 2028. FRANCE 2. 20 H 30

LUNDI

FOOTBALL

France-Belgique

Les hommes de Didier Deschamps reçoivent la Belgique à Lyon pour leur deuxième match de Ligue des nations. Après leur élimination en 8^{es} de finale de l'Euro en juin (1-0), les Belges veulent leur revanche. TF1. 20 H 45

L'alarmante surestimation des stocks mondiaux de poissons

La population de poissons dans les océans du monde est bien plus préoccupante que ce que l'on croyait. Une étude récente révèle que les critères utilisés pour calculer ces ressources étaient erronés. Des erreurs qui ont conduit à des politiques et des pratiques inadaptées, compromettant ainsi la durabilité des pêches mondiales.

La gestion durable des pêcheries est un enjeu crucial pour la préservation des écosystèmes marins et la sécurité alimentaire mondiale. Une étude récente publiée dans la revue « Science » (1) révèle que les modèles d'évaluation des stocks de poissons utilisés pour orienter cette gestion surestiment souvent la durabilité des pêcheries mondiales. Ces modèles sont pourtant considérés comme l'épine dorsale de la gestion des pêcheries. Ils intègrent une multitude de données sur la biologie des poissons, les historiques de captures et les contrôles de gestion. Cependant, ces évaluations reposent sur des hypothèses qui peuvent introduire des biais significatifs (voir encadré) dans les estimations, notamment pour les stocks déjà surexploités.

DE GRAVES CONCLUSIONS À L'ÉCHELLE GLOBALE

L'équipe de l'université de Tasmanie, en Australie, a comparé les estimations historiques de la biomasse des stocks avec des modèles rétrospectifs actualisés pour 230 des plus grandes pêcheries mondiales. « Ces pêcheries couvrent à la fois des zones tempérées et tropicales, englobant une variété d'écosystèmes marins et de types de pêcheries, des petites pêcheries côtières aux grandes pêcheries industrielles. La diversité géographique des pêcheries analysées nous autorise à tirer des conclusions

globales sur l'état des stocks de poissons et sur les biais systématiques dans les modèles d'évaluation utilisés dans ces différentes régions », expliquent les scientifiques. Afin d'obtenir des informations historiques et récentes pour l'étude des stocks de poissons, ils ont utilisé des bases de données publiques, comme celles du Fonds mondial des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). En utilisant des modèles rétrospectifs, « nous montrons que les premières évaluations surestimaient souvent la taille des stocks, ce qui a conduit à une

Des mesures telles que les limites de capture pourraient s'avérer insuffisantes pour permettre une reconstitution des stocks surexploités.

Instituer le principe de précaution dans la gestion des exploitations

Le principe de précaution est une approche stratégique dans la gestion des ressources naturelles, qui consiste à adopter des mesures conservatoires en l'absence de certitude scientifique complète. Dans le contexte des

pêcheries, cela signifie fixer des limites de capture plus strictes que celles suggérées par les modèles d'évaluation, afin de prévenir l'effondrement des stocks et de garantir leur régénération naturelle.



sous-estimation de la gravité de l'épuisement des ressources halieutiques », précisent les chercheurs. En particulier, l'étude révèle que les stocks qui sont en dessous de 10 % de leur biomasse maximale historique sont beaucoup plus nombreux que ce que l'on croyait auparavant ! Au-delà de ce seuil critique de 10 %, une pression de pêche réduite est nécessaire. Le problème est que les biais dans les estimations des stocks ont des conséquences directes sur les décisions de gestion des pêcheries.

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN JEU

En effet, lorsque les modèles d'évaluation indiquent que les populations de poissons sont en meilleure santé qu'elles ne le sont réellement, les mesures de gestion telles que les limites de capture peuvent ne pas être suffisamment strictes pour permettre la reconstitution des stocks surexploités. Ainsi, les

L'ÉTUDE A RELEVÉ DES « BIAIS SYSTÉMATIQUES DANS LES MODÈLES D'ÉVALUATION UTILISÉS ».

efforts pour maintenir des pêcheries durables sont compromis par des modèles d'évaluation trop optimistes. « Nos résultats montrent que des approches plus précautionneuses sont nécessaires pour protéger les stocks de poissons essentiels à la durabilité des pêcheries et à la santé des océans, et, en fin de compte, à notre propre sécurité alimentaire », affirment les auteurs.

Pour pallier ces insuffisances, les chercheurs recommandent une révision des modèles actuels, favorisant des méthodes plus simples et réalistes basées sur des principes écologiques. Ils préconisent également une utilisation accrue du principe de précaution (voir encadré) : en cas de doute, il faut privilégier des estimations conservatrices pour protéger les stocks. En outre, l'intégration d'une surveillance scientifique indépendante et l'adoption de nouvelles approches pour évaluer la durabilité des pêcheries sont cruciales. En conclusion, « la pêche durable est fondamentalement simple : il faut prélever moins de biomasse que ce qui est régénéré ». Une évidence qui vaut pour bien d'autres domaines... ●

JÉRÉMIE BAZART

(1) « Stock assessment models overstate sustainability of the world's fisheries », « Science », août 2024

Trois sources d'erreur potentielles

Le surajustement est une première cause d'inexactitude. Les modèles trop complexes peuvent s'adapter de manière excessive aux données historiques, limitant leur capacité à prévoir les tendances futures. Les données limitées peuvent constituer une deuxième source de biais. Les pêcheries peu documentées ou de faible valeur économique sont souvent à l'origine d'évaluations inexactes. Enfin, l'optimisme est également source d'erreur. Les modèles surestiment régulièrement la vitesse de récupération des stocks surexploités, conduisant à des gestions trop optimistes.



SLOAN / ANLA FR

COURSES DE RENTRÉE



Bannir la guerre, construire la paix

PAR FRANCIS WURTZ, DÉPUTÉ HONORAIRE DU PARLEMENT EUROPÉEN



CHRISTIAN PETIT

Cet été n'aura connu aucune trêve dans le déchaînement de violences effroyables contre des populations civiles, que ce soit au Proche-Orient, en Ukraine, ou encore au Soudan. Heureusement, des initiatives diplomatiques ont tranché avec ce contexte mortifère : elles méritent qu'on s'y arrête, car elles montrent le bon chemin. C'est le cas des efforts conjoints de l'Union africaine, de l'Arabie saoudite, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, des États-Unis et de l'ONU pour organiser des pourparlers entre les deux protagonistes de la guerre qui fait rage au Soudan, arrivé, selon l'ONU, à un « point de rupture cataclysmique ».

Un autre exemple à saluer est celui des efforts appuyés de la Chine pour servir de médiatrice entre la Russie, dont elle est proche, et l'Ukraine, dont elle défend le principe essentiel de la souveraineté territoriale. De fait, après la venue d'un envoyé spécial de Pékin à Kiev, où il déclara que des négociations de paix étaient, selon lui, « la seule voie praticable » pour mettre fin aux hostilités, ce fut au tour du ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmytro Kuleba, de se rendre, fin juillet, en Chine. Une « première » qui n'est pas sans indisposer Washington, dans la mesure où Pékin prône, en même temps que le respect de la souveraineté territoriale – chère à Kiev –, des garanties de sécurité pour la Russie, dont l'Otan ne veut pas entendre parler. À noter qu'après la Chine, l'autre géant du « Sud global », l'Inde, vient de faire, à son tour, le voyage à Kiev après celui à Moscou. Peu de temps auparavant, le président brésilien Lula avait réitéré sa position en faveur de « négociations de paix impliquant les deux côtés du conflit » et son homologue sud-africain, historiquement lié à Moscou, a accepté de recevoir le président ukrainien à Pretoria. Autant de gestes qui ont le mérite de laisser entrevoir

une autre voie possible : celle d'un arrêt des combats en échange de la recherche multilatérale d'un règlement politique, associant, aux côtés des États occidentaux, les grands acteurs du Sud, tous opposés à la poursuite de la guerre. Placées sous l'égide de l'ONU, à partir des principes du droit international, ces discussions dureraient le temps nécessaire pour trouver des compromis mutuellement acceptables. Concernant l'enfer de Gaza, on rétorquera que les États-Unis ont, eux aussi, le mérite de rechercher un cessez-le-feu durable. De fait, ils ont pris, le 10 juin dernier, l'initiative d'une excellente résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, qui n'a été bloquée par aucun pays membre de cette instance (1). Il s'agissait d'un plan en trois étapes, prévoyant progressivement « la cessation permanente des hostilités », la libération des otages, « le retrait total des forces israéliennes de Gaza » et sa reconstruction ! Problème : comme on pouvait s'y attendre, Netanyahu s'employa à torpiller ce projet, quitte à prendre le risque d'un embrasement régional. Que fit Washington pour sauver son plan, lui qui

Les efforts diplomatiques, impliquant notamment les grands acteurs du Sud dans la recherche d'un dénouement politique des conflits, sont à saluer.

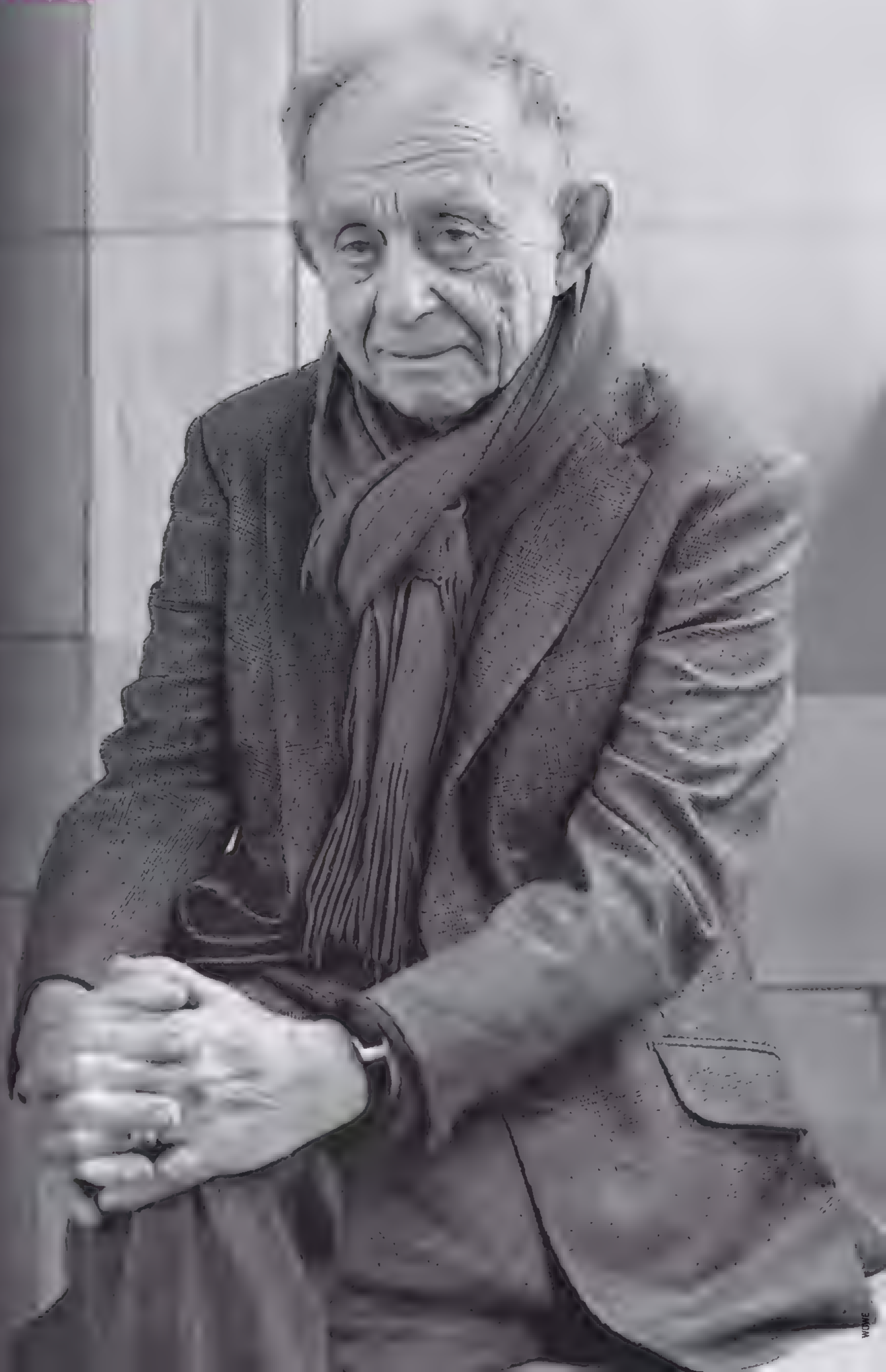
dispose d'un moyen radical d'arrêter le bras du pouvoir criminel de l'équipe Netanyahu en stoppant les livraisons d'armes ? Il accepta d'accorder concession sur concession à son allié stratégique, au prix d'une dramatique impasse des interminables négociations de Doha, au Qatar, tandis que se multiplient les exactions les plus horribles de l'armée d'occupation, tant à Gaza qu'en Cisjordanie et au Liban ! Construire la paix nécessite cohérence et détermination : c'est un combat politique, mais c'est un combat. ●

(1) Document S/2024/448 - « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne »

FIGURE

CULTURE

FREDERICK WISEMAN



C'est un géant de sa discipline, le cinéma du réel, dont il est l'un des pionniers en Amérique. Alors que trois des films de **Frederick Wiseman** sont repris en salles, à Paris, le Centre Pompidou consacre jusqu'en mars une rétrospective intégrale à son œuvre pléthorique.

« JE SUIS
L'OBLIGÉ
DES GENS
QUE JE
FILME »



DOCUMENTAIRE

FREDERICK WISEMAN

Q

uarante films documentaires et deux fictions : l'œuvre du cinéaste Frederick Wiseman, né en 1930 à Boston, est l'une des plus prolifiques et passionnantes du cinéma du réel. Depuis 1967 et « Ticut Follies », tourné dans une unité carcérale psychia-

trique, l'ancien professeur de droit a ausculté principalement les États-Unis et leurs institutions, leurs quartiers, leurs classes sociales. Trois de ses films, récemment restaurés en 4K grâce à une bourse de Steven Spielberg, ressortent en salles. « Law and Order » plonge dans le quotidien de la police de Kansas City en 1969, pendant que Richard Nixon promet le retour de la loi et de l'ordre dans le pays traversé par des tensions sociales, raciales et les échos de la guerre du Vietnam. En 1970, « Hospital » s'invite aux urgences d'un hôpital new-yorkais où patients, soignants et autres accidentés de la vie tentent de faire avec les moyens du bord. « Juvenile Court » (1972) observe dans un tribunal pour enfants de Memphis un juge, des jeunes présumés délinquants, leurs parents et des assistantes sociales jonglant entre un travail de prévention, une nécessaire réinsertion et parfois une condamnation. Mais l'actualité de Wiseman ne s'arrête pas là puisque le Centre Pompidou organise à partir du 9 septembre une rétrospective intégrale de son œuvre, invitant des cinéastes tels que Claire Simon, Nicolas Philibert, Yolande Zauberman, Luc Moullet ou Dyana Gaye à présenter ses films.

Dans quelle mesure vos films constituent-ils un instantané de l'Amérique ?

Il est naturellement prétentieux de dire qu'ils représentent toute l'Amérique. Mes films concernent toutes les classes sociales. « Aspen » (dans une station de ski huppée – NDLR) et « The Store » (dans un grand magasin de Dallas – NDLR) tournent autour de gens riches ou des classes moyennes. « Juvenile Court », « Law and Order », « Hospital », « Public Housing » ou « Welfare » s'intéressent à des gens qui ont généralement peu de moyens. Et tout cet ensemble forme un portrait subjectif de la vie américaine depuis 1966.

« MES FILMS CONCERNENT TOUTES LES CLASSES SOCIALES. TOUT CET ENSEMBLE FORME UN PORTRAIT SUBJECTIF DE LA VIE AMÉRICAINE DEPUIS 1966. »



ZIPPORE FILMS

La caméra de Wiseman observe les arcanes d'un tribunal pour enfants de Memphis (Tennessee). « Juvenile Court » (1973).

Comment instaurez-vous le climat de confiance qui permet aux personnes de vos documentaires de s'exprimer librement devant la caméra ?

Je n'ai pas d'explication rationnelle mais depuis que j'ai commencé à tourner, les gens donnent leur permission assez facilement. Les refus sont très rares. Je crois que les gens sont contents qu'on s'intéresse à leur vie. Quand je demande l'autorisation, je suis très direct, clair et honnête sur ma manière de concevoir le film et d'expliquer où il sera diffusé. Mais je leur explique aussi qu'ils n'ont aucun droit sur le montage et ne verront pas le résultat avant qu'il soit terminé. Pourtant, je n'ai jamais eu de problème avec une personne filmée. Et ce constat est valable pour toutes les classes sociales. J'ai toujours eu une appréhension avec les gens fortunés. Ils ont accès à de bons avocats. Mais il ne m'est jamais rien arrivé.

Vous accordez une importance particulière au montage...

Le montage est une étape primordiale où je dois interroger et comprendre les situations. Sinon, je ne peux pas prendre de décisions. C'est une sorte de conversation avec moi-même où je me demande ce que je vois et me pose la question du pourquoi. Par exemple, pourquoi untel tourne la tête à gauche ou demande une cigarette ? Je n'ai peut-être pas toujours raison dans mes réponses, mais je me dois de m'interroger pour choisir les séquences. Cette conversation du montage dure en général entre huit et dix mois pour chaque film. Dans mon expérience, les gens ne jouent pas pour la caméra. Les journalistes font la même chose que moi dans une forme différente. En anglais, on a l'expression « bullshit meter », c'est ce sixième sens qui permet de savoir si quelqu'un exagère ou ment. Pour



ZIPPORA FILMS



ZIPPORA FILMS

« Law and Order » (1969), avec la police de Kansas City. L'état des lieux d'une société rongée par le racisme, la violence et la pauvreté.

La réalité d'un service d'urgences de Harlem à New York, filmée de manière crue dans « Hospital » (1970).

survivre dans ce monde, chacun devrait en avoir un. Quand j'ai le sentiment que les gens jouent, j'arrête de tourner. De toute façon, ils ne sont pas assez bons comédiens pour modifier leur comportement. Si tout le monde était bon comédien, le niveau de jeu à Hollywood ou dans le théâtre serait bien meilleur.

Pourquoi avez-vous tourné « Law and Order », « Hospital » et « Juvenile Court » en noir et blanc ?

J'aime le noir et blanc. Le premier film que j'ai tourné en couleurs, c'est « The Store », pour voir les vêtements. C'est en partie lié à l'histoire, mais aussi à des améliorations techniques qui ont permis de tourner dans des situations de lumière très basse. Kodak et d'autres fabricants de négatif n'ont

pas fait les mêmes progrès pour le noir et blanc. Je suis donc aussi passé à la couleur pour cette raison, même si j'ai toujours trouvé le noir et blanc très élégant.

De quelle matière disposez-vous en commençant le montage ?

J'ai environ 105 heures de rushs que je mets en forme pendant le montage. D'abord je regarde tout. Ce travail me prend environ six semaines au bout desquelles je mets de côté environ la moitié des rushs que je ne pense pas utiliser. En commençant le montage, je n'ai aucune idée de la structure. Je choisis d'abord les séquences qui m'intéressent, cette étape me prend environ six à huit mois. Après, pendant trois ou quatre jours, je fais un premier assemblage qui dure environ 30 ou 40 minutes de plus que le montage final. J'ai besoin d'environ six semaines pour le trouver. À partir de ce moment, les choses vont beaucoup plus vite, car je connais bien le matériel. Ensuite, je revois les 105 heures de rushs pour être sûr de ne pas avoir rejeté quelque chose d'utile. C'est souvent dans ces moments que je trouve quelques gros plans, et même quelquefois une séquence rejetée au départ, mais qui éclaire les autres choix que j'ai faits. Quand le film est fini, je vais faire du ski pendant quelques semaines et je commence à penser au suivant.

Vos films sont plus longs depuis une trentaine d'années. Votre appréhension du temps a-t-elle évolué ?

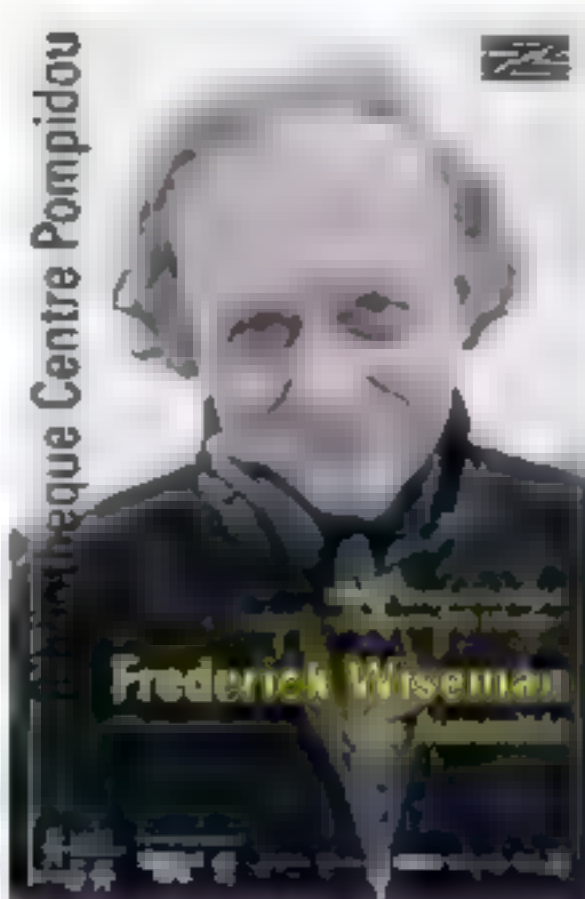
Mon appréhension de la complexité des sujets a changé. J'ai des obligations envers les gens que je filme et pas envers les chaînes de télévision qui estiment que la durée ne doit pas excéder 60 ou 90 minutes. Mes quatre ou cinq premiers films étaient assez courts. Les suivants duraient plus de deux, trois, quatre heures, et même plus de six heures. Si j'avais réduit « Juvenile Court » à 90 minutes, il serait très différent du film final qui fait plus de 2 heures.

À 94 ans, comment voyez-vous votre avenir de cinéaste ?

Je suis maintenant très âgé et tourner un documentaire exige une très bonne condition physique. À 94 ans, je ne sais pas si j'ai encore l'énergie de rester debout 12 ou 14 heures par jour. J'avais déjà 92 ans lors du tournage de mon dernier film, « Menus-Plaisirs ». On verra si je peux en tourner un autre... je regrette de ne pas être Superman. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MICHAËL MELINARD

michael.melinard@humanite.fr



FREDERICK WISEMAN, NOS HUMANITÉS
Rétrospective intégrale à la Bibliothèque Centre Pompidou, du 9 au 20 septembre



« Losing it », de Samar Haddad King et Samaa Wakim

Demandez le spectacle !

Du réel à l'imaginaire, de la comédie classique italienne à la performance chorégraphique, la rentrée théâtrale s'annonce riche. Notre sélection.

Les flamboyantes de Buenos Aires

Pour l'artiste argentine Lola Arias, le réel se révèle toujours plus fou que l'imaginaire. Les récits des six détenues rencontrées dans une prison aux abords de Buenos Aires lui donnent mille fois raison. « Los días afuera » invite cette troupe d'amatrices à monter sur scène pour raconter l'enfermement (souvent injuste) et la vie d'après. Le résultat, un spectacle musical kitsch et chatoyant, bouleverse autant qu'il réjouit. Il opère aussi un geste politique fort : redonner la parole à des personnes que la machine carcérale a voulu broyer.

LOS DÍAS AFUERA, de Lola Arias

Les 4 et 5 octobre au Théâtre de la Ville à Paris dans le cadre du Festival d'automne, puis en tournée à Lyon, Créteil, Villeneuve d'Ascq, Angers, Bayonne, Tarbes, Douai, Arras, Strasbourg, Bruxelles, Genève, Bordeaux et Orléans.

Chez Hecq et Lesort, tout colle

Quand le style baroque et prestidigitateur de Christian Hecq et Valérie Lesort rencontre l'univers du cirque et des freak shows, on peut s'attendre à

du très beau. C'est ce que promet « les Sœurs Hilton », pièce-cabaret autour de Violet et Daisy Hilton, siamoises transformées en bêtes de foire. Exploitées, surexposées, devenues stars à Broadway au début du XX^e siècle puis tombées dans l'oubli et la misère, les deux sœurs auraient bien pu trouver dans cette nouvelle création un hommage à la mesure de leur extraordinaire destin.

LES SŒURS HILTON de Christian Hecq et Valérie Lesort (création)

Du 19 au 29 septembre aux Célestins, Théâtre de Lyon, du 10 octobre au 3 novembre aux Bouffes du Nord (Paris)

Danser pour traduire l'indicible

Membres d'une scène palestinienne menacée de mort, les artistes Samar Haddad King et Samaa Wakim livrent un récit et une performance indispensables dans les théâtres de l'Hexagone. Pendant que la première orchestre en live une bande-son qui mêle des bruits de ville et de bombardements à des airs de musique traditionnelle, la seconde avance et se débat dans un espace mental qui évoque l'expérience sensible de la guerre. À l'heure où le nombre de victimes civiles ne cesse d'augmenter à Gaza, le spectacle « Losing it » tient de l'urgence absolue.

LOSING IT, de Samar Haddad King et Samaa Wakim

Les 27 et 28 septembre à La Commune à Aubervilliers dans le cadre du Festival d'automne, puis en tournée en 2025 à Orléans, Paris, Cergy-Pontoise et Saint-Jean-de-Luz

La douce humanité de Goldoni

Après avoir mis en scène, en 2018, « le Jeu de l'amour et du hasard », de Marivaux, la grande Catherine Hiegel s'empare de « la serva amorosa », de Carlo Goldoni. L'auteur italien, souvent comparé à Molière, y faisait, au milieu du XVIII^e siècle, la part belle à un personnage de servante. Catherine Hiegel transmet le rôle à Isabelle Carré trente ans après l'avoir incarné à la Comédie-Française, dans une mise en scène qui revendique sa lecture féministe.

LA SERVA AMOROSA, de Carlo Goldoni, mise en scène Catherine Hiegel (création)

Du 25 septembre au 4 janvier au Théâtre de la Porte-Saint-Martin à Paris

Morceaux de vérité crue

Dans ce seule-en-scène anarchiste et grandiose, Cécile Laporte, ancienne clown en hôpital, raconte ses mille vies, images à l'appui. Face public, cette actrice non professionnelle emporte les spectateurs dans une suite d'anecdotes drôles ou déroutantes et touche aux problématiques qui traversent la société française avec une puissance rare, faisant de « Cécile » une des propositions de théâtre politique les plus radicales de ces dernières années. ●

CÉCILE, de Marion Duval

Les 27 et 28 septembre au Théâtre Sorano, à Toulouse, du 9 au 19 octobre au Théâtre de la Bastille dans le cadre du Festival d'automne à Paris, puis en tournée à Nantes et Angers

SAMUEL GLEYZE-ESTEBAN

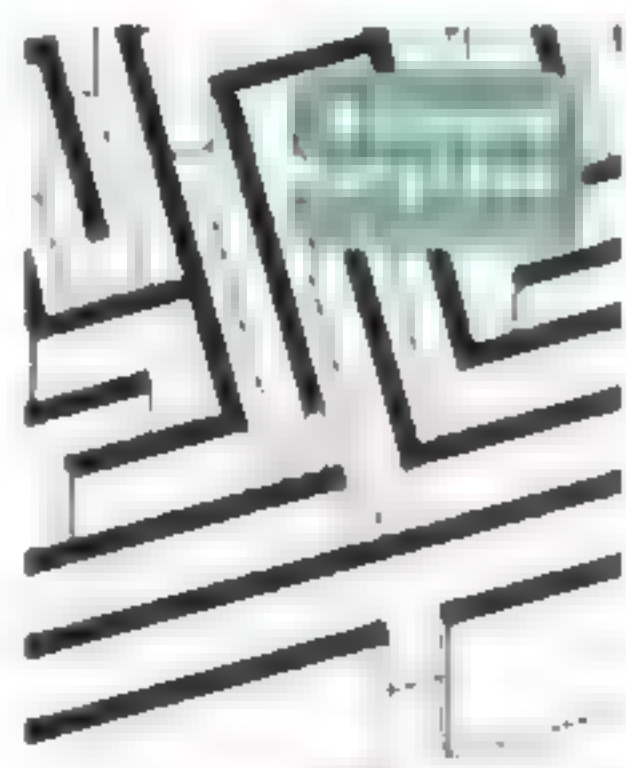
samuel.gleyze-esteban@humanite.fr

Richard Morgiève, dans la peau de l'ange

Richard Morgiève signe une déchirante histoire d'amour située dans la période trouble qui a suivi le débarquement de Normandie.

Romancier prolifique, Richard Morgiève est souvent où on ne l'attend pas. À la croisée des genres, roman noir, récit intime ou épopée américaine, il remet inlassablement sur le métier l'absence du père, la filiation, la quête identitaire et métaphysique. Après « la Fête des mères », née de l'étrange commande d'un quidam à la recherche d'un écrivain pour raconter sa vie, l'auteur d'« Un petit homme de dos »

et « United Colors of Crime » ancre son nouveau roman dans la France de 1944, en Ardèche, juste après le débarquement de Normandie. Une période trouble où



LA MISSION, de Richard Morgiève, éditions Joëlle Losfeld, 240 pages, 20 euros

des collaborationnistes ont été pendus ou sommairement exécutés par les maquisards, avant que les tribunaux ne prennent le relais.

Le 6 juin 1944, jour de son anniversaire, Jacques Paul, 17 ans, enfant de l'Assistance publique, descend du car pour rejoindre sa nouvelle famille d'accueil. Au bord d'une rivière, il rencontre un groupe de résistants qu'il suit pour échapper à son destin de garçon de ferme. Écœuré par les

exactions perpétrées par les collabos et les résistants de la dernière heure, il échappe de justesse à la mort et s'enfuit une nouvelle fois. Comme dans un rêve, il rencontre Erwin Boy, un jeune soldat alsacien blessé, enrôlé de force dans la division Das Reich. « On aurait dit un ange, oui, un ange. Il m'était arrivé de penser que j'avais bien peu de possessions. Là, je l'ai senti encore plus fort. Pas même une cuiller pour lui donner à boire. On était réduits à ce que nous étions, c'était notre condition présente. »

Il serait cruel pour le lecteur de révéler la nature de la mission dont va se charger Jacques, donnant un sens à sa vie d'orphelin. Entre trivialité et poésie, Morgiève accompagne son narrateur dans son périple à travers le maelström de l'Histoire et compose un chant d'amour pour tous les réprouvés. ●

SOPHIE JOUBERT

sophie.joubert@humanite.fr

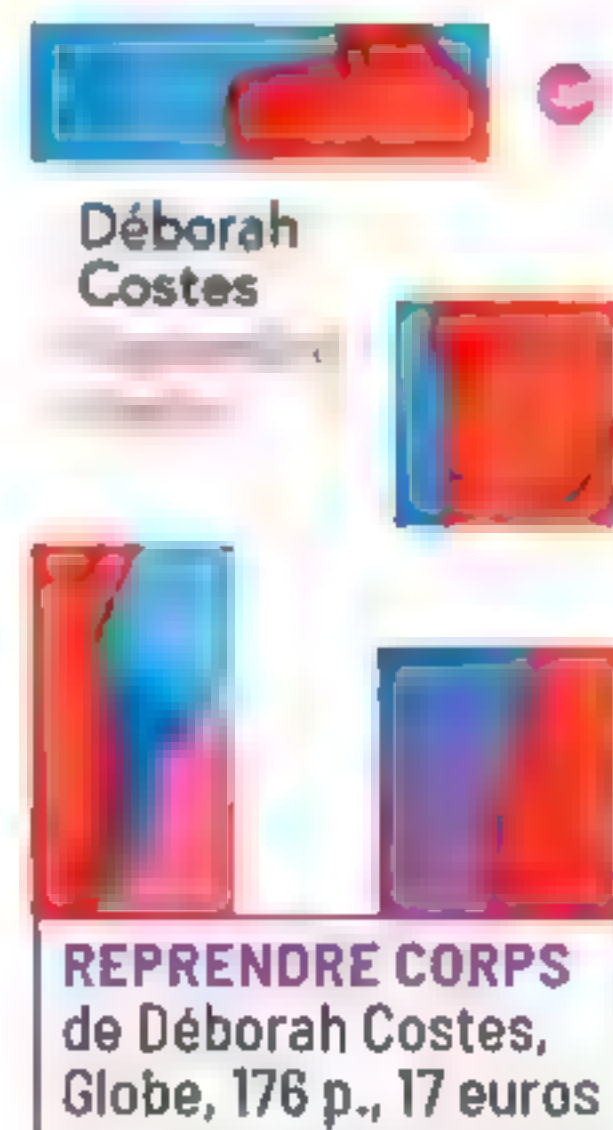
Anatomie d'une pute

Déborah Costes raconte son quotidien de travailleuse du sexe. Un récit sans fard sur la précarité, la honte et la possibilité de relever la tête.

C'est un cri de douleur et de colère, une avalanche de mots, de verbes à l'infinitif qu'on imagine jetés à toute vitesse sur le papier. Comme un défouloir. Travailleuse du sexe, Déborah Costes livre dans un premier roman percutant le récit d'une existence rongée par la maladie et la précarité, des années à survivre, à surnager pour ne pas se noyer. Atteinte d'une forme sévère

d'endométriose et de graves troubles intestinaux, elle a payé ses études et sa thérapie à coups de boulots épuisants. Terrassée par la douleur au moment de passer un examen, elle doit arrêter la fac et se retrouve sans

statut ni ressource, contrainte de retourner vivre chez son père. Physiquement incapable de reprendre un travail, elle décide - mais a-t-on jamais le choix? - de devenir camgirl. Avec l'assentiment tacite de son père, elle se filme en petite tenue pour assouvir les fantasmes des hommes puis devient escort à Toulouse. Témoignage puissant sur la prostitution telle qu'on la montre rarement, « Reprendre corps » est une réflexion acérée sur les rapports de pouvoir, la violence, les tabous : « Vénérée, idolâtrée, châtiée, insultée, je nage entre une multitude de qualificatifs. Être pute ne peut jamais être neutre », écrit Déborah Costes. Son corps lui appartient. ● **S. J.**



REPRENDRE CORPS de Déborah Costes, Globe, 176 p., 17 euros



« EN ALGÉRIE, LA GUERRE TOTALE FUT PORTÉE À UN POINT CULMINANT »

L'historien **Alain Ruscio**, auteur de riches et nombreux travaux consacrés à la question coloniale, publie « la Première Guerre d'Algérie. Une histoire de conquête et de résistance, 1830-1852 ». Ce travail inédit apporte un précieux éclairage sur les racines d'une violence coloniale et raciale à la française, une période aussi déterminante que méconnue. Entretien.

La « guerre d'Algérie », que la France mit des décennies à reconnaître comme telle, désigne aujourd'hui le conflit qui opposa le FLN aux partisans du colonialisme entre 1954 et 1962. Pourtant, la résistance du peuple algérien commence dès le début de la colonisation, lors du débarquement de Sidi-Fredj le 14 juin 1830. S'ensuivront deux décennies d'affrontements d'une intensité et d'une violence extrêmes. Dès lors, le sentiment patriotique algérien ne cessera de s'affirmer contre l'occupant.

Pour quelles raisons stratégiques la France de la Restauration se lance-t-elle dans la conquête de l'Algérie, au prix d'une guerre longue, coûteuse, dévastatrice ?

Le premier fait qu'il faut rappeler, c'est que les visées de la France sur la régence d'Alger étaient anciennes, avant même la colonisation. Il n'est que de rappeler les bombardements d'Alger par la flotte française au XVII^e siècle ou, totalement oubliées, les visées de Bonaparte. Je dirais qu'il y eut une cause principale : le contrôle de la Méditerranée occidentale face à l'hégémonie britannique. Bien sûr, il y eut

également la volonté de « punir les Barbaresques », oubliant au passage que les navires des puissances chrétiennes se livraient également au pillage. En troisième lieu seulement, le début d'un projet colonial, une installation pérenne en vue d'exploiter ce pays présenté comme un eldorado.

Qui sont les soldats engagés dans ce déploiement militaire, le plus important depuis les guerres napoléoniennes ? Quels moyens sont mobilisés ?

J'ai utilisé l'expression « première guerre d'Algérie » pour bien souligner qu'il s'est agi d'une conquête dure, violente pour les populations locales, et très longue, vingt années, voire plus. Pour venir à bout de la résistance algérienne, la Restauration, la II^e République, puis le Second Empire ont envoyé en Algérie une véritable armée, jusqu'à 100 000 hommes, dirigés par des officiers impitoyables, inhumains, dont Bugeaud fut le modèle, mais loin d'être le seul. Je rappelle dans mon livre cette formule lucide de Victor Hugo : « L'armée, faite féroce par l'Algérie. »

Quelle posture adopte l'Empire ottoman après le débarquement de Sidi Fredj et la prise d'Alger ?

Formellement, l'Empire ottoman possédait Alger, mais c'était un contrôle lâche, à distance, à une époque où les communications étaient lentes. En fait, il y avait une mince couche de dignitaires et de fonctionnaires turcs, dont la tâche principale était de lever l'impôt et d'en reverser une part à Constantinople. Militairement, l'Empire ottoman n'avait nullement les moyens de s'opposer à la conquête française.

« LA RESTAURATION, LA II^e RÉPUBLIQUE, PUIS LE SECOND EMPIRE ONT ENVOYÉ UNE VÉRITABLE ARMÉE DIRIGÉE PAR DES OFFICIERS IMPITOYABLES, INHUMAINS. »



PROFIL

Docteur en histoire, **Alain Ruscio** a consacré l'essentiel de ses travaux à l'histoire coloniale. Il est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages, parmi lesquels « la Guerre française d'Indochine, 1945-1954 » (Complexe, 1992), « le Credo de l'homme blanc. Regards coloniaux français, XIX^e-XX^e siècles » (Complexe, 1996, 2002) et, aux éditions la Découverte, « Nostalgie. L'interminable histoire de l'OAS » (2015) et « les Communistes et l'Algérie. Des origines à la guerre d'indépendance 1920-1962 » (2019).

Quels sont les effets de cette occupation sur la vieille cité ?

Des effets destructeurs ! D'emblée, des quartiers entiers, avec des mosquées datant de plusieurs siècles, furent rasés pour permettre la pénétration et l'implantation des militaires et des premiers colons. Un effet immédiat fut un exode de masse des populations algéroises.

Comment la société française réagit-elle à cette expédition militaire ?

D'abord une fierté de la « gloire » des armes françaises. Puis l'espérance, qui paraît aujourd'hui démentielle, d'avoir trouvé une nouvelle terre de cocagne, source de richesses immenses. N'oublions pas que la conquête de l'Algérie survint immédiatement après la « perte » de Saint-Domingue-Haïti, perle du premier empire colonial.

Et la société algérienne ? Comment passe-t-elle de la sidération à la résistance ?

Ces deux termes résument parfaitement les étapes de la réaction algérienne. D'abord la sidération, tant la prise d'Alger parut facile – les armées ottomanes et les premiers combattants algériens furent écrasés en trois semaines. Puis, assez rapidement, l'émergence

d'une volonté de résister, incarnée par deux figures majeures : l'émir Abd El Kader à l'ouest du pays et, bien moins connu, le bey de Constantine, Ahmed, à l'est, malheureusement jamais unis. Leurs troupes, inférieures en effectifs et, surtout, en armements, menèrent ce que l'on peut appeler une lutte de résistance populaire, une « guérilla » (le mot existait à l'époque) mobile, avec le soutien des populations. La seule durée de cette lutte est une démonstration éclatante qu'il y avait un sentiment national algérien. Déjà accompli ? En gestation ? Les historiens en débattent encore.

Comment le « parti coloniste » se cristallise-t-il ?

Le mot « coloniste » s'est effectivement imposé à l'époque. Il ne s'est pas agi d'un parti structuré mais plutôt d'un courant d'opinion, porté par les élites, devenu fortement majoritaire. Cette idéologie avait – et d'une certaine façon a toujours – deux aspects. L'hypocrite, avec la soi-disant « mission civilisatrice ». Et, derrière elle, la réelle, la volonté de conquérir une terre présentée comme fertile, libre de toute occupation humaine préalable. Les plus hardis des Français y trouveraient des perspectives de promotion sociale, participant ainsi à la richesse du pays tout entier. C'était également au passage présenté comme une solution à la « question sociale » : la conquête fut contemporaine des premières révoltes ouvrières comme celles des canuts ; n'oublions pas que c'est en 1848 que le « spectre » du communisme décrit par Marx et Engels commença à hanter la bourgeoisie.

Quelles formes revêtent la « guerre totale » et la « pacification » conduites par Bugeaud et Saint-Arnaud ?

La guerre totale en question ne fut pas une invention des conquérants de l'Algérie. Le peuple espagnol avait déjà subi « les Désastres de la guerre » (Goya). En Algérie, elle fut portée à un point culminant, aggravée encore par un mépris incommensurable pour les « Arabes » (alors qu'il y avait beaucoup de Kabyles dans la résistance et dans les populations massacrées), ce qu'il faut bien appeler un racisme sans bornes. De ce fait, ce ne sont pas seulement les combattants algériens qui furent victimes de la répression, mais toute la population. Les « razzias », ces descentes impitoyables dans les villages pour y voler le blé, emporter les troupeaux, affamer les populations – en tout cas les survivants, furent fréquentes. Et puis, il y a les terribles pratiques : les décapitations de masse, les vols, les viols, les enfumades. La connaissance de ces faits est alimentée par mille témoignages, que je cite. C'est un des aspects les »

» plus étonnants de ce drame : les auteurs, loin de masquer ces pratiques, les décrivaient dans leurs courriers, dans des récits destinés au grand public. Même la presse les exalta. François Maspero, dans un livre précurseur, avait déjà cité maints exemples, tous tirés des lettres de Saint-Arnaud.

Y eut-il des protestations ?

L'une de mes surprises fut de constater qu'à côté de cette exaltation des crimes, il y eut une protestation publique. Les tristement fameuses enfumades, par exemple, furent dénoncées aux deux Chambres et dans la presse. Je cite par exemple des discours de Lamartine, alors député, par ailleurs partisan de la conquête, mais sensible humainement aux malheurs des Algériens. Il faut bien dire pourtant que cette protestation n'atteignit jamais le grand public : il n'y eut pas de « parti anticoloniste ».

Comment les logiques d'expropriation trament-elles cette guerre de conquête ?

Bugeaud en personne l'affirma fortement : la conquête n'aurait eu aucun sens sans l'accaparement des terres. Or, ce processus parut naturel aux nouveaux maîtres. Les indigènes ne comptaient pas. Quel Algérien, hors quelques notables, possédait-il un titre de propriété ? Selon le droit français, considéré comme le droit universel, ces terres étaient donc libres. Par centaines de milliers, les familles de fellahs furent privées du jour au lendemain de leurs terres, chassées, les hommes les moins malheureux étant embauchés comme ouvriers agricoles. S'ensuivit un exode vers des terres arides, source de famines de masse. Dans les statistiques finales de cette période, les morts par la faim furent bien plus nombreux que les cavaliers tués au combat.

Qui étaient les premiers colons ?

Je reprends une expression postérieure : « Coloniser, c'est lancer une misère contre une autre. » En fait, il faut se débarrasser de l'image du gros colon exploiteur. Ce fut vrai, mais dans une phase ultérieure, même s'il y eut dès ce moment des spéculateurs peu scrupuleux. Les premiers colons furent souvent des « damnés de la terre », des miséreux en situation d'échec social, attirés par une propagande mensongère, le fameux eldorado. Si j'osais, je proposerais l'expression de « lumpen colonat », des pauvres bougres en haillons. Ce fut le cas de milliers de familles, souvent trois générations, envoyées par la « généreuse » II^e République en 1848. Tous arrivèrent sur une terre ingrate, ne disposant que rarement des outils, du bétail et des semences promis par les autorités. Là encore, la faim guetta vite, les

« LES PREMIERS COLONS FURENT SOUVENT DES "DAMNÉS DE LA TERRE", ATTIRÉS PAR UNE PROPAGANDE MENSONGÈRE. » ALAIN RUSCIO, HISTORIEN

maladies causèrent des ravages. L'autre caractéristique est l'extraordinaire diversité de cette première communauté. Les colons français furent longtemps minoritaires. Ce furent des pauvres venus de l'Europe entière qui peuplèrent alors majoritairement l'Algérie : des Espagnols à l'ouest, des Italiens et des Maltais à l'est, des colonies allemandes en nombre.

Quels rapports entretiennent colons et militaires ?

Colons et militaires vécurent dans deux mondes séparés. D'abord par l'obstacle de la langue : un soldat qui croisait un colon avait de fortes chances de l'entendre s'exprimer en espagnol, en italien, en allemand. Sur le papier, les soldats devaient protéger les civils. Mais les colonnes qui sillonnaient l'Algérie accaparaient l'essentiel des effectifs militaires. Certaines colonies furent bien obligées de former des milices armées, car les Algériens spoliés tentaient, sous des formes souvent violentes, de se venger. La formation de ces milices passa d'ailleurs dans la loi avec les expéditions punitives.

Quelle place prend cette nouvelle colonie dans l'imaginaire métropolitain ?

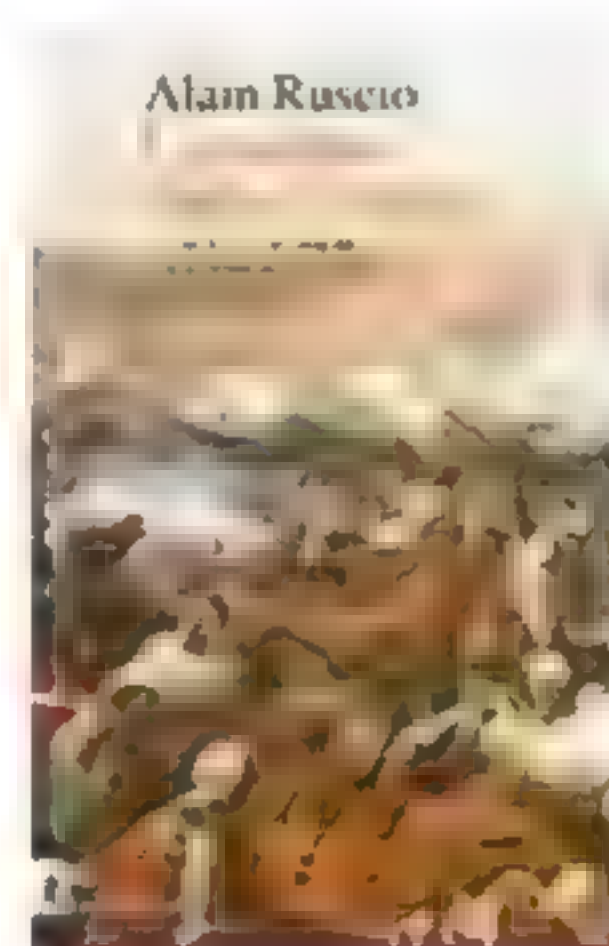
Une place prépondérante, que l'Algérie n'a plus jamais abandonnée ! Bien des Français avaient un proche, militaire ou civil, qui y bataillait ou y travaillait. Le parti coloniste se chargea de populariser la présence française outre-Méditerranée. Les combats furent exaltés, de premiers « héros populaires » apparurent. Les rues de nos villes furent nommées Sidi-Brahim, Mazagran. Le théâtre fit des représentations. On commença à boire des apéritifs comme la mauresque, etc.

La conquête achevée, l'Algérie n'est pas pour autant soumise. Les soulèvements se succèdent, comme en 1871 en Kabylie. Peut-on parler de la colonisation comme d'un état de guerre permanent ?

Mon travail s'achève en 1852, au début du Second Empire, mais loin de moi l'idée que la résistance s'acheva alors. Vous avez raison d'évoquer la révolte kabyle de 1871. L'attachement des populations à la nation algérienne ne cessa jamais. Mais, état de guerre permanent, oui, à condition d'ajouter que c'est le système colonial qui l'imposa. ●

ROSA MOUSSAOUI

rosa.moussaoui@humanite.fr



LA PREMIÈRE GUERRE D'ALGÉRIE. UNE HISTOIRE DE CONQUÊTE ET DE RÉSISTANCE, 1830-1852, d'Alain Ruscio, la Découverte, 784 pages, 29,90 euros, à paraître le 3 octobre 2024

Le communisme, la réponse humaine de notre temps

Dans un ouvrage bref et limpide, Éric Le Lann engage d'abord un retour critique sur l'histoire du siècle écoulé et les notions fondamentales du discours communiste, avant d'appeler à construire une réflexion sur le changement social et politique.

L'ouvrage d'Éric Le Lann au vu de son titre, « Communisme, un chemin pour l'avenir », ne manque pas d'ambition, d'autant qu'il se présente comme un essai assez bref de 132 pages. Pour autant, il ne s'agit pas d'un nouveau manifeste à l'intention des militants désorientés. L'auteur appelle à la réflexion et d'une certaine façon n'hésite pas à faire l'éloge de la complexité.

En dépit d'un engagement communiste qu'il ne remet jamais en cause il plaide pour une démarche qui associe revisite du XX^e siècle, retour critique sur les notions fondamentales du discours communiste, et propositions pour envisager demain. Le retour sur l'histoire du XX^e siècle souligne selon lui l'empreinte que le communisme a laissé sur les grands changements qui ont accompagné cette période, les avancées sociales dans les pays industrialisés capitalistes, la libération nationale des peuples colonisés. Quand il évoque le recul de la faim dans le monde malgré l'augmentation démographique, il signale la part prise par le développement économique et social de la Chine. Évoquant les grandes famines du XX^e siècle, il indique qu'il faut prendre en compte aussi celles survenues par exemple dans le Bengale-Occidental sous

la domination anglaise et pas seulement celles d'Ukraine ou de Chine. Il ne met pas au crédit exclusif du capitalisme industriel les progrès sociaux, mais rappelle la part prise par le mouvement ouvrier, communiste notamment, dans des luttes politiques et sociales qui au milieu du siècle ont favorisé les politiques de redistribution. Il évoque de façon trop brève l'échec politique et culturel qu'a représenté la disparition de l'URSS.

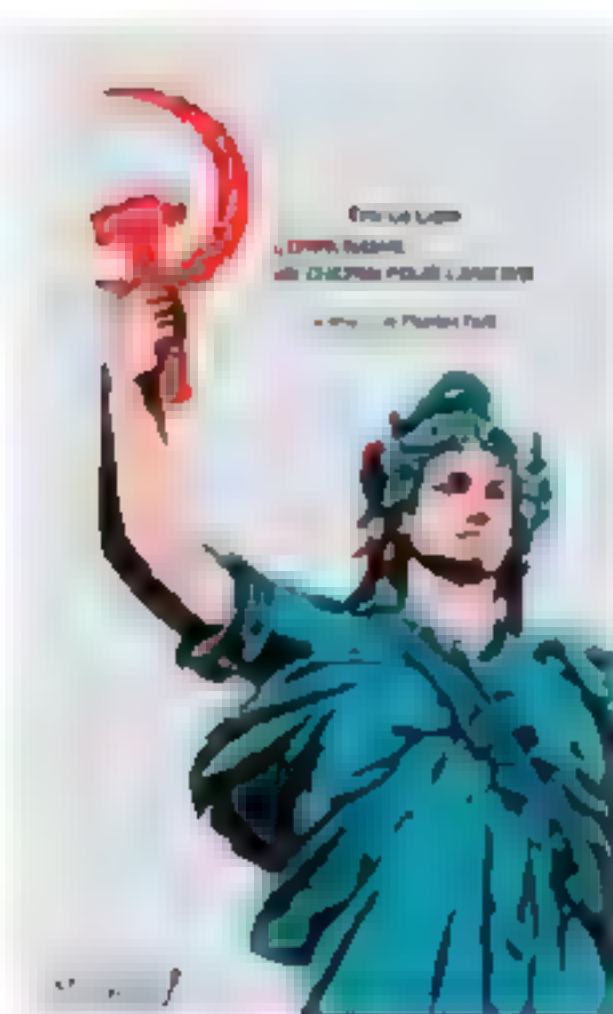
RÉÉQUILIBRER LES RAPPORTS DE FORCE À L'ÉCHELLE MONDIALE

L'auteur engage d'une façon déterminée un retour critique sur l'usage qu'il estime parfois simplifié, à juste titre, de la notion de luttes des classes, celle de la disparition de l'État ou encore le dépassement des nations. N'hésitant pas, par différents encadrés, à mobiliser l'avis de spécialistes des sciences humaines sur telle ou telle question, il plaide pour un usage plus complexe et différencié de ces notions. Il souligne l'imbrication des modes de domination, ce qui implique une approche différenciée des luttes émancipatrices. Selon lui la question de la disparition de l'État doit être complètement revisitée à la lumière des luttes contemporaines pour envisager sa transformation.

Quant au dépassement de l'horizon national, il faut le mettre en perspective avec les luttes des peuples du monde pour leur libération nationale et se méfier des raccourcis qui font la part belle à l'individualisme au nom du développement personnel. Ces réflexions le conduisent dans une troisième partie à refuser à propos des luttes contre le changement climatique certains raccourcis écologiques qui rêvent d'une société idéale en ignorant la situation mondiale, et notamment des peuples qui aspirent au progrès matériel. Il relève à ce sujet que la dégradation climatique est inséparable du tournant néolibéral pris dans les années 1980.

En somme, il appelle à construire une réflexion humaniste du changement social et politique qui participe d'un rééquilibrage des rapports de force à l'échelle mondiale et d'une nouvelle politique économique et sociale, fondée sur la mise en commun des ressources essentielles au développement et prenant appui sur une gouvernance mondiale inédite qui permettra ce qu'il dessine comme la constitution d'une sécurité sociale climatique. Au terme de l'ouvrage, il revient sur son ambition initiale en concluant de façon logique, suivant la pleine cohérence de son livre : « Ainsi conçu, et non comme une société idéale, le communisme reste la réponse humaine aux enjeux des problèmes de notre temps. » ●

SERGE WOLIKOW



COMMUNISME, UN CHEMIN POUR L'AVENIR, d'Éric Le Lann, préface de Florian Gulli, éditions Manifeste, 132 pages, 13 euros

L'AUTEUR PLAIDE POUR UN USAGE PLUS COMPLEXE ET DIFFÉRENCIÉ DES NOTIONS DE LUTTE DES CLASSES, DE DISPARITION DE L'ÉTAT ET DE DÉPASSEMENT DES NATIONS.

TÉLÉVISION

« L'IRAK RESTE SYNONYME DE GUERRE, DE SADDAM HUSSEIN ET DE DAECH »

Ex-correspondant de guerre et titulaire du prix Albert-Londres en 2019, **Feurat Alani** raconte le pays de sa famille dans « le Parfum d'Irak », film d'animation et message d'amour pour un peuple meurtri. De ses étés d'enfance à l'invasion états-unienne, il dresse une fresque où se mêlent la dictature, les Reebok, l'occupation militaire et la glace à l'abricot.



PATRICE NORMAND / JCLATTÉS

A lors que vous aviez conçu « le Parfum d'Irak » comme un texte pour les réseaux sociaux, vous avez décidé de l'adapter en bande dessinée, puis en film d'animation.

Qu'est-ce qui a motivé ce choix ?

Mon attrait pour la BD de reportage est né avec les récits de Joe Sacco, notamment « Gaza 1956 ». Pour être honnête, ce n'est pas du tout ce que j'avais pensé au départ. « Le Parfum d'Irak » devait tout simplement être un texte à destination de Twitter, pour dénoncer le mauvais traitement médiatique de l'Irak, le

pays d'origine de ma famille. C'est en travaillant pour l'agence de presse Capa que j'ai rencontré Léonard Cohen, futur réalisateur du film. Lui et d'autres collègues, qui avaient lu mon texte, ont suggéré d'y ajouter de l'image. L'animation s'est alors imposée à moi.

Changer de médium vous a obligé à revoir la structure et le ton du récit. Comment ce travail d'adaptation s'est-il déroulé ?

À l'origine, le texte n'était basé que sur mes souvenirs, restitués de façon chronologique. J'avais conscience d'avoir une base solide. Ce qui a demandé le plus de travail a été d'en tirer un scénario cohérent. Plus pour le film d'animation que pour la bande dessinée, d'ailleurs, car il a fallu complètement casser la structure. Il s'est déroulé, entre le texte d'origine et le film, des événements en Irak, mais aussi sur le plan personnel. J'ai vécu une tragédie : la perte de mon père. C'est pourquoi tout dans le film s'articule autour de sa mort, alors que dans le texte d'origine, tout s'articulait autour de sa vie.

De nombreuses scènes du film se concentrent sur les sensations, les odeurs et les sons. Était-ce un moyen de vous détacher de votre rôle de journaliste, dont le travail est basé sur des faits tangibles ?

C'est exactement ça. Il n'y a aucun autre

objectif que celui de rendre l'Irak plus chaleureux et plus sensoriel. La ligne directrice était de donner un aspect humain à son histoire contemporaine. Je suis devenu journaliste en 2003, au moment de l'opération militaire menée par les États-Unis en Irak. Jamais je n'aurais pensé raconter l'histoire de ce pays à la première personne. Il a fallu attendre quasiment treize ans pour que je le fasse. Le déclencheur a été que l'Irak s'est rapproché de notre actualité, en France, à la suite des attentats terroristes de 2015. J'ai vu, à l'époque, des journalistes et des « experts » raconter tout et n'importe quoi sur l'Irak et d'une manière très froide, en ne donnant que des chiffres, sans qu'il y ait un visage humain derrière. Nous sommes en 2024 et l'Irak reste synonyme de guerre, de Saddam Hussein, de Daech. Les émotions sont là pour combler ce vide.

L'épisode de vos vacances chez votre famille sur place, alors que vous portez

« LORSQUE JE ME SUIS RETROUVÉ À L'HÔPITAL, JE ME SUIS RENDU COMPTE DE LA DOULEUR DE L'EMBARGO. »



PHOTOS : LÉONARD LOMÉN / NOVA PRODUCTIONS



« La première fois que je suis allé en Irak, en 1989, j'avais dans la tête des mots qu'il m'avait transmis comme "dictature" et "révolution". Une fois sur place, je me suis retrouvé face à un pays qui, finalement, ressemblait à la France par sa modernité. »

une paire de basket de la marque Reebok dans un pays ravagé par un blocus économique, en est un symbole criant...

Cela me fait plaisir que vous ayez retenu cette anecdote, parce qu'elle est l'une des plus importantes pour moi. Sur le coup, ces Reebok sont plus qu'une paire de chaussures, elles sont le symbole d'une génération. Celle des enfants occidentaux qui ont grandi dans les années 1990. Alors que, au même moment en Irak, les habitants n'arrivaient pas à accéder à de la nourriture ou à des médicaments. De même, quand je parle de la glace à l'abricot dans une scène du film, c'est aussi pour raconter qu'un simple plaisir d'enfant peut devenir introuvable, sauf au marché noir. Ce n'est pas facile de raconter une trajectoire aussi complexe que celle de l'Irak, donc ces éléments du quotidien sont essentiels. Notre rapport aux sensations est universel. C'est à peu près pareil pour ce qui nous lie avec nos familles. La majorité d'entre nous connaît des histoires de guerre héritées de leurs proches.

Pour en revenir à la figure de votre père, inhérente au récit, comment a-t-elle joué sur votre relation avec l'Irak ?

J'ai conscience d'être un enfant de réfugiés. Quand j'ai essayé de trouver des repères, je me suis logiquement tourné vers mes parents. En l'occurrence, mon père symbolisait cela, malgré son silence sur une grande partie de sa vie. Les rares éléments qu'il me donnait étaient quant à eux incompréhensibles. Par exemple, quand mon père me racontait qu'il avait participé à la révolution de 1958 à l'âge de 14 ans, quand je jouais à la console et au foot au même âge. Je le considérais comme un miroir déformant. Concrètement, la première fois que je suis allé en Irak, en 1989, j'avais dans la tête des mots qu'il m'avait transmis comme « dictature » et « révolution ». Une fois sur place, je me suis retrouvé face à un pays qui, finalement, ressemblait à la France par sa modernité. À l'époque, je n'aurais pas imaginé manger une glace à Bagdad, ni y rouler dans une voiture américaine ou y écouter de la musique.)))



« Je suis devenu journaliste en 2003, lors de l'opération militaire des États-Unis. Jamais je n'aurais pensé raconter ce pays à la première personne. »

))) J'avais ancré en moi tous les clichés du petit Français qui imagine l'Orient comme un lieu avec des tapis volants. Pourtant, j'ai compris que je n'essayais, au final, que de me construire en voulant ressembler à mon père.

Et par rapport à votre carrière ?

Là, je pense que je suis devenu journaliste en opposition à mon père. Je l'admirais, mais son militantisme constant – une fois arrivé en France, il a rejoint la Ligue communiste révolutionnaire et a

**« MON PÈRE A PARTICIPÉ
À LA RÉVOLUTION DE
1958 À L'ÂGE DE 14 ANS,
QUAND JE JOUAI À LA
CONSOLE ET AU FOOT. »**

FEURAT ALANI

travaillé pour le journal « Rouge » – m'a toujours un peu gêné. Il avait une grille de lecture qui ne répondait qu'à l'idéal de la révolution. Une trajectoire compréhensible : mon père avait été en prison pour des raisons politiques. Il avait passé trois mois dans un lieu surnommé le palais de la fin, car presque personne n'en ressortait vivant. Puis, il avait dû fuir son pays. Plus jeune, je n'y comprenais rien, mais le réel m'a rattrapé. Comme lorsque je me suis retrouvé à l'hôpital à la suite d'un léger accident. Le bâtiment était complètement délabré. Il n'y avait que très peu de médicaments et pas d'anesthésie possible, sauf pour ceux qui avaient les moyens d'en acheter. Je me suis rendu compte de la douleur de l'embargo. Ce sont ces souvenirs concrets qui m'ont forgé. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR TOM DEMARS-GRANJA

tom.demars-granja@humanite.fr

Un portrait amoureux de l'Irak

Feurat Alani le sait mieux que personne : il est difficile de se débarrasser d'un a priori. Fils de réfugiés irakiens venus en France pour fuir le régime autoritaire de Saddam Hussein, le reporter a dû réaliser un travail introspectif avant d'être en paix avec le pays d'origine de sa famille. La dictature, l'invasion du pays par les États-Unis, l'émergence d'un terrorisme sanglant symbolisé par Daech... De l'extérieur, l'Irak semble voué au feu et au sang. Après l'avoir idéalisé dans sa jeunesse, Feurat Alani a pris de plein fouet la rudesse du réel au gré des voyages sur place. Maintenant que le choc s'est dilué, l'ancien reporter de guerre souhaite puiser dans ses souvenirs et dans ceux de ses proches afin d'y retrouver la moindre lueur d'espoir. Il les a rassemblés dans un texte devenu une bande dessinée, puis un film d'animation. Il a pour titre, « le Parfum d'Irak », car rien n'est plus précieux que le goût d'une glace à l'abricot dégustée dans les rues de Bagdad, à la fin des années 1980. Dans ce film, les couleurs sont vives, les plans léchés et chaque séquence se veut symbolique. Une attention nécessaire pour rendre son humanité à un peuple diabolisé. ●

LE PARFUM D'IRAK
DOCUMENTAIRE / ARTE /
MERCREDI 11 SEPTEMBRE / 22 H 25

CATASTROPHE

Vaison-la-Romaine, ville noyée

Ce 22 septembre 1992, à Vaison-la-Romaine, c'était un jour comme un autre. Un jour de marché, avec ses saisonniers aux champs, et la douceur du Sud de la France. En milieu de matinée, un nuage de 13 kilomètres s'est formé au-dessus de ce gros bourg. Des pluies diluviennes ont commencé à tomber. La rivière, l'Ouvèze, a débordé, est devenue un tourbillon qui a tout emporté sur son passage : les voitures, les caravanes du camping, des pans de mur, un lotissement entier, les maisons, littéralement arrachées du sol. À l'époque, il n'y a pas de téléphone portable, et pas de fax dans la mairie : la situation devient incontrôlable. Trente-neuf personnes, dont 34 à Vaison-la-Romaine, trouvent la mort et quatre sont portées disparues dans les communes alentour. Myriam Elhadad fait témoigner le maire et le préfet de l'époque, des pompiers et des journalistes en mission sur place, et un antiquaire, qui a filmé les images spectaculaires de l'Ouvèze devenue folle. Le film, parfois insoutenable et



assez exhaustif, montre aussi comment ce drame a fait évoluer la législation et la prise en charge des victimes en cas de catastrophe naturelle. Ces pertes humaines considérables provoquent également une prise de conscience : les scientifiques, qui soulignent les aberrations écologiques à l'œuvre depuis au moins trente ans, sont enfin écoutés. Un sujet qui n'a cessé de monter en puissance depuis. ● CA. C.

LA LIGNE BLEUE. VAISON-LA-ROMAINE, MÉMOIRES D'UNE CRUE DOCUMENTAIRE / FRANCE 3 / LUNDI 9 SEPTEMBRE / 22 H 45

SOCIÉTÉ

L'arabe, langue vivante et pourtant...

Nabil Wakim est né à Beyrouth. Il a fui la guerre civile lorsqu'il avait 4 ans. L'arabe est sa langue maternelle. Pourtant, il ne la maîtrise pas, faute de pratique. Il ne se sent « pas à sa place » lors des repas de famille, car il ne comprend pas les discussions. Un sentiment partagé par l'artiste Mariam Benbakkar, qui voit son identité remise en question : « Quand je dis que je ne parle pas l'arabe, on

me renvoie que je ne suis pas une vraie Marocaine. » Leurs parents ont fait le choix de se focaliser sur le français, pensant agir pour leur réussite et leur intégration. En France, l'arabe est la deuxième langue la plus parlée, pourtant elle n'est enseignée que dans 3 % des collèges et lycées. Une ancienne professeure raconte que « pour les chefs d'établissement, c'est attirer des enfants issus de

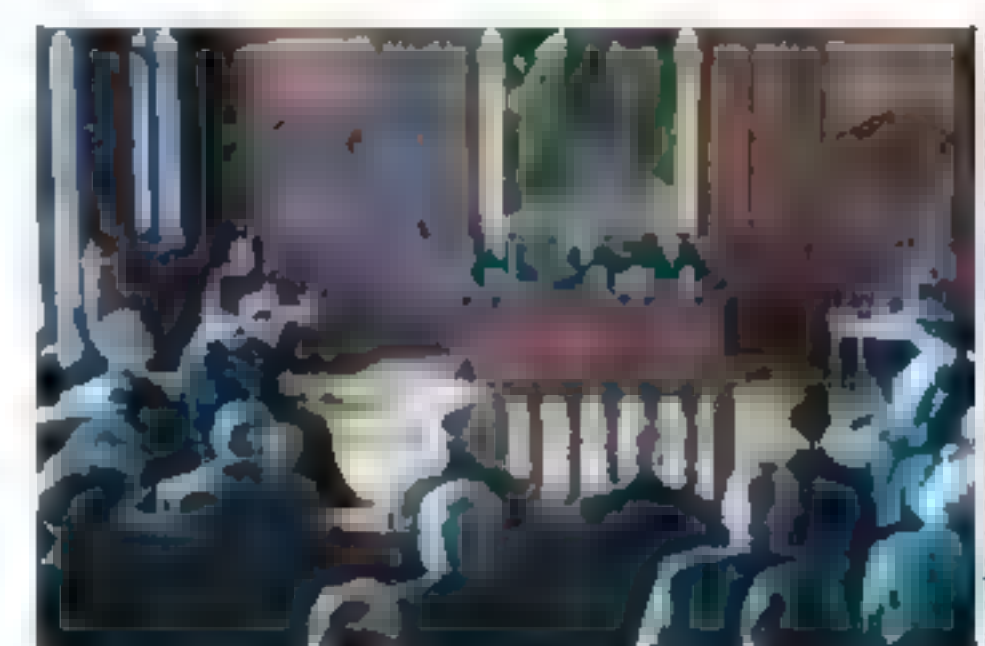
l'immigration ». En 2016, Bruno Le Maire a déclaré que « l'apprentissage de l'arabe au CP mènera(it) droit au communautarisme ». Un documentaire remarquable qui, par l'intermédiaire de « la langue la plus riche au monde », parle d'histoire et de politique française. ● H. L.

INFRAROUGE. MAUVAISE LANGUE DOCUMENTAIRE / FRANCE 2 / MERCREDI 11 SEPTEMBRE / 22 H 50

HISTOIRE

Maisons closes sans tolérance

Vienne, 1906 : la maison close porte bien son nom. Les fenêtres sont grillagées et les femmes ne sont autorisées à sortir dans la cour que deux heures le dimanche après-midi, sous surveillance. Dans la capitale austro-hongroise, bien que cinquième plus grande métropole mondiale, la misère règne et nombreuses sont celles qui se prostituent. La jeune Marie König est arrivée à l'âge de 16 ans dans le bordel de Regine Riehl, après que son père eut donné son accord. Victime de manipulation, de séquestration et de vol par la tenancière, elle décide de parler à un client journaliste. Une enquête s'ensuit. Éclate alors l'un des procès les plus retentissants de la Belle Époque autrichienne, qui donne lieu à travers tout le continent à une vaste réflexion sur la prostitution, sa légalité, son règlement (autrefois contrôlé par la police), la traite des blanches, et plus largement l'égalité hommes-femmes. Dans cette réalisation, le procès est reconstitué à partir d'archives policières et judiciaires de la ville de Vienne. Hélas, documentaire et fiction se font de l'ombre. Le résultat est certes riche, mais parfois confus, laissant à la production un léger aspect superficiel. ● H. L.



MAISON CLOSE ET TRAITE DES FEMMES DOCUMENTAIRE FICTION / ARTE / MARDI 10 SEPTEMBRE / 23 H 35

HPI HPI HPI HOUURRA

Fin du suspense

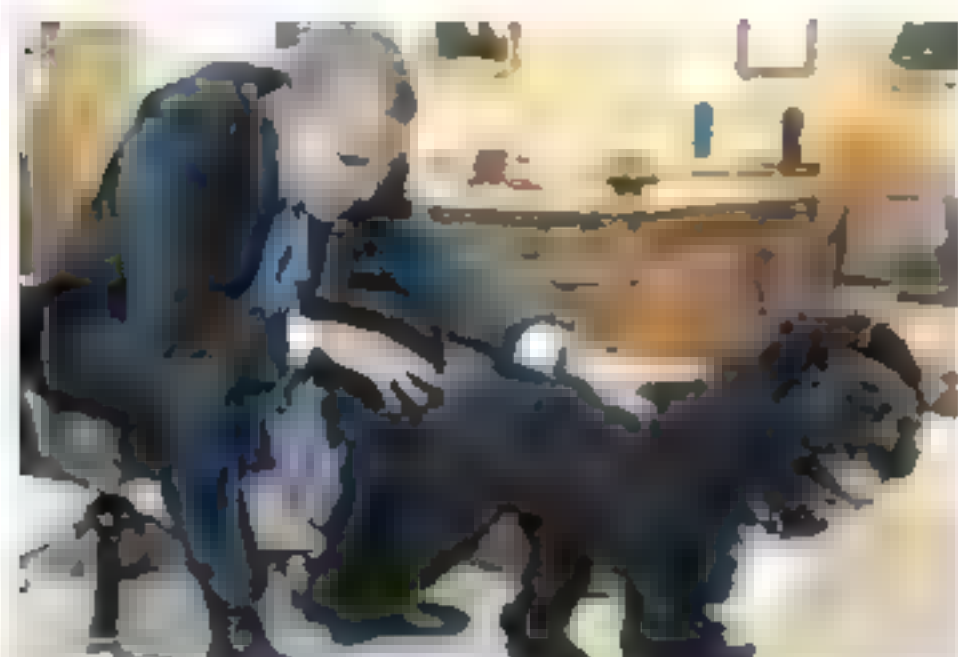
Après plus de deux mois de suspense, les spectateurs de « HPI » vont avoir des réponses à leurs questions : comment Karadec (Mehdi Nebbou) va-t-il prendre la nouvelle de sa possible paternité ? Va-t-il réussir à travailler avec Morgane (Audrey Fleurot) à « la bonne distance », comme le veut la commissaire (Marie Denarnaud) ? Sans temps mort, la série parle aussi, en filigrane, de la solitude d'une mère célibataire en 2024. ● CA. C.

HPI SÉRIE / TF1 /
JEUDI 12 SEPTEMBRE / 21 H 10

POLITIQUE

Cadors et cadors

S'afficher avec un animal n'est pas anodin pour un homme ou une femme politique. Le chien, surtout, est devenu un moyen de communication : il rend son propriétaire instantanément plus abordable, plus humain, plus sympathique, que l'on s'appelle Roosevelt, Kennedy, Macron ou Obama. Seule exception : Vladimir Poutine, qui se sert de ses chiens pour intimider ses interlocuteurs. Original, mais dommage que le film s'éparpille. ● CA. C.



CHIENS ET CHATS DANS
LES ALLÉES DU POUVOIR
DOCUMENTAIRE / ARTE /
JEUDI 12 SEPTEMBRE / 9 H 25



ARCHIVES ANDRÉ BRETON

ART ET RÉVOLUTION

Le surréalisme ou l'éternelle avant-garde

De « la valeur et l'impact du scandale », comme formulé par l'écrivain Philippe Soupault, à la rupture politique, les mouvements surréalistes se sont imposés comme l'une des avant-gardes les plus influentes du siècle dernier. C'est à cette épopée longue de plusieurs décennies que s'attaque le diptyque « Révolutions surréalistes ». Le documentaire de Sylvain Bergère retrace les trajectoires d'André Breton, Louis Aragon, Philippe Soupault, Paul Éluard et Simone Kahn.

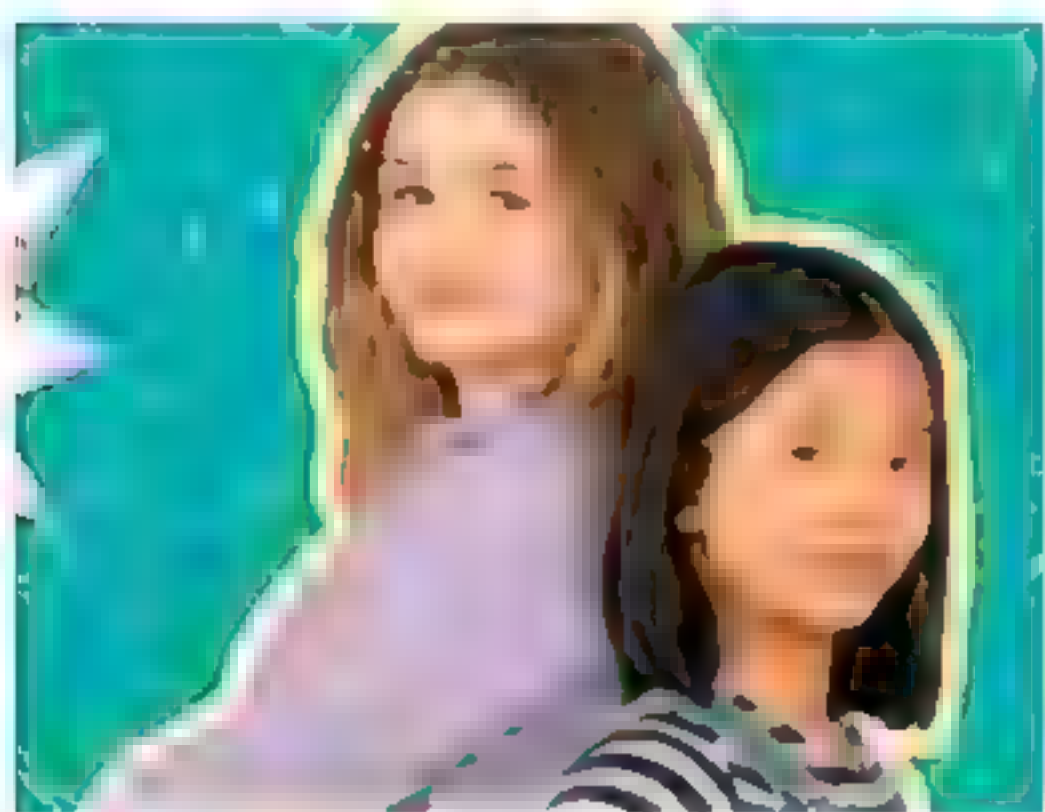
Au départ : la révolte d'artistes en devenir face au « temps des tranchées » (Jacques Vaché), cette guerre dont l'ampleur inédite a frappé toute une génération. L'Europe tente de se reconstruire et les fondateurs de ce qui deviendra le mouvement surréaliste souhaitent bousculer la bienséance et se détacher des codes esthétiques en place. De leurs expérimentations naîtront l'écriture automatique,

en tant que méthodologie de conception artistique légitime, et surtout le « Manifeste du surréalisme », en 1924.

L'aventure esthétique et philosophique, rapidement rejointe par des figures internationales comme le cinéaste espagnol Luis Buñuel ou le photographe états-unien Man Ray, est aussi synonyme d'un engagement politique constant. « Nous avons une trop haute idée de la fonction de l'art pour lui refuser une influence sur le sort de la société », annoncent André Breton et Diego Rivera dans le manifeste « Pour un art révolutionnaire indépendant », publié en 1938. Les surréalistes ont ainsi embrassé nombre de combats progressistes, du marxisme à l'anticolonialisme dans les années 1920, de l'antifascisme dans les années 1930 au « Manifeste des 121 », pour le droit à l'insoumission durant la guerre d'Algérie. Cent ans après la parution du manifeste fondateur, « Révolutions surréalistes » rappelle l'importance de ces mouvements successifs dans la transformation de l'art et de la société. ●

TOM DEMARS-GRANJA

RÉVOLUTIONS SURRÉALISTES DOCUMENTAIRE /
ARTE / DIMANCHE 8 SEPTEMBRE / 17 H 25



JEUNESSE

Au collège, être populaire ou ne pas être

Julie (Glee Dango) et Lydia (Mia Bella) entrent au collège. La seconde dort encore avec une couette décorée de licornes, mais n'a qu'un rêve : devenir populaire. Son amie est plus mesurée : « La popularité est une contradiction sociale créée par les "ados cool" pour que les autres dépriment d'être juste eux-mêmes », lui lance-t-elle. Qu'importe. Elles vont mettre en place, de manière scientifique, la meilleure façon d'atteindre ce Graal : être reconnues. La mode, qui caractérise ces ados populaires, peut-elle être une piste ? Elles se lancent dans la création d'un tee-shirt. À moins que la façon d'occuper la scène et de déclamer un texte les mette sous les feux de la rampe ? Elles tentent, et se cassent bien évidemment la figure à cet exercice. Mais ces nouvelles expériences leur permettent d'élargir le cercle de leurs amis, et surtout d'éprouver de nouvelles émotions. En dix épisodes d'environ vingt minutes, la série est une très bonne approche pour que les adolescents acceptent leurs différences sans se conformer à un modèle dominant exécutable. ● **C. C.**

PRESQUE POPULAIRES
SÉRIE / OKOO /
À PARTIR DU 13 SEPTEMBRE

PORTRAIT

DJ Mehdi, du rap à la french touch

Mc Solaar l'a décrit comme un « perfectionniste dans le freestyle ». DJ Mehdi, jeune banlieusard d'origine tunisienne, est l'un des ambassadeurs de la french touch – musique électronique créée à partir de sample –, aux côtés de Cassius, Daft Punk ou encore Justice. Avec son oreille extraordinaire, il déniché, sur une très grande variété de vinyles, les meilleures boucles musicales.

Avant de rejoindre le mouvement électro et d'en devenir un des pionniers, DJ Mehdi a épousé le rap pour le réinventer. Il n'a que 13 ans lorsqu'il rencontre le rappeur Kerry James. Ensemble, ils se font un nom, notamment à travers leur groupe Idéal J, formé en 1992. Mais à ce moment-là, la culture hip-hop est encore vue d'un mauvais œil : « On ne disait pas du bien du rap, c'était la musique de rue et elle était associée à de la violence », raconte la mère de Mehdi dans la série hommage en six épisodes. Les radios refusent alors de diffuser leurs morceaux et leur producteur veut les transformer en de vrais produits commerciaux. Pour DJ Mehdi, ces concessions sont impossibles. Il persévère. Quelques années plus tard, il devient l'un des piliers du groupe Mafia K'1

Fry et collabore avec les plus grands noms – Diam's, MC Solaar, Rim'k, Akhenaton... dont certains témoignent aujourd'hui dans cette série.

Le nom de DJ Mehdi, décédé en 2011 à la suite d'une chute, continue de résonner avec respect dans la culture hip-hop, autant que dans le mouvement électro, deux cultures aujourd'hui connectées grâce à lui. Riches en archives et brillamment réalisées, « DJ Mehdi : Made in France » a d'ailleurs été lauréate de la meilleure série documentaire de Canneseries 2024. ●

HONORINE LETARD



DJ MEHDI : MADE IN FRANCE
SÉRIE DOCUMENTAIRE / ARTE.TV /
À PARTIR DU 12 SEPTEMBRE

THRILLER

Noce macabre chez les élites

Sept ans après le succès de « Big Little Lies », Nicole Kidman rempile en tête d'affiche d'une minisérie pour Netflix, un thriller intitulé « Un couple parfait ». Elle y incarne Greer Garrison Winbury, romancière à succès qui ne lésine pas sur les moyens pour organiser le mariage de son fils, Benji Winbury (Billy Howle), avec Amelia Sacks (Eve Hewson),



nouvelle venue dans la bourgeoisie du nord-est des États-Unis. Tout semble idyllique pour cette dernière, jusqu'à ce qu'un cadavre soit retrouvé à proximité de

la cérémonie. S'enclenche alors un enchaînement de mensonges et de trahisons pour dévoiler l'identité du tueur. La série peut compter sur un panel de qualité pour les seconds rôles, dont Isabelle Adjani et Liev Schreiber (« Ray Donovan »). ● **T. D.-G.**

UN COUPLE PARFAIT
SÉRIE / NETFLIX

FRANCE INTER

« Mortelle Adèle » persiste et signe

En juillet, la rédaction de France Inter a voté une motion de défiance contre sa directrice, Adèle Van Reeth. Mais ce n'est visiblement pas un problème : celle-ci persiste et signe dans son virage éditorial, détricotant lentement et sûrement la radio publique dont elle a la charge. Elle souhaite ainsi « remplacer le combat par le débat », comme elle l'a annoncé lors de la conférence de presse de Radio France, le 27 août dernier. Ce qui ne manque pas d'ironie après avoir viré des journalistes engagés comme Charlotte Perry et Antoine Chao, asphyxié et puis supprimé « le Grand Dimanche soir », l'émission insolente de Charline Vanhoenacker, et estimé que Patrick Cohen représentait une caution de gauche plus affirmée comme chroniqueur que son propre chef de la rubrique politique, Yaël Goosz...

Côté changements, « la Terre au carré » devient plus « narrative », donc sans reportages. Charline Vanhoenacker a une chronique à 9 h 46, « Charline explose les faits », et reprend sa « Bistroscope » le samedi à 19 h 15. « Zoom zoom zen », l'émission de Mathieu Noël, dure désormais

deux heures, pour compenser la perte de « Jusqu'ici tout va bien », nouveauté imposée par la direction à la rentrée dernière et qui a explosé en plein vol.

Le samedi à 14 heures, adieu aussi « la Librairie francophone » après dix-neuf ans d'existence. Et bonjour à l'émission de la romancière Lilia Hassaine, « Etcétera ». Le samedi à 17 heures voit le jour

une compilation d'humour, « l'humour d'Inter », par Marine Baousson. La vraie nouveauté, c'est l'arrivée de Fabrice Luchini le dimanche à 19 heures, dans, « les Admirations littéraires », où il partagera son « panthéon littéraire avec le style (et les digressions !) qui le caractérise ». Sinistre rentrée. ●

CAROLINE CONSTANT



SCANDALE SANITAIRE

Le cauchemar de la chambre froide

Le 26 novembre 2019, « l'Express » publie une enquête sur le plus grand centre d'anatomie d'Europe : le centre du don des corps Paris-Descartes. Le soir même, avant

la parution dans le magazine, prévue pour le lendemain, le centre ferme. C'est le plus gros scandale politico-sanitaire du XXI^e siècle. Les corps sont noircis, par la pourriture ou la moisissure, démembrés ou rongés par les souris. La chambre froide n'en est pas une, mais plutôt « le mélange d'une brocante, d'un tableau de Géricault et d'un camp de concentration », selon Anne Jouan, journaliste à l'origine de l'enquête. À cela s'ajoutent les cadavres d'enfants qui remplissent les frigos, alors que leur don est interdit en France. Anatomistes, préparateurs, président ou doyen d'université, tous étaient pourtant au courant

et aucun n'a démenti les faits lors de la parution de l'article. Les dépouilles étaient maltraitées, mais les préparateurs aussi : « Sous-payés et mal considérés, ils vendaient des pièces détachées de corps humains pour arrondir leurs fins de mois », explique Anne Jouan pour ce nouvel épisode de « Mécanique du journalisme ». Une enquête d'envergure, dont la journaliste livre, cette fois-ci au micro, tenants et aboutissants. ● H. L.



MÉCANIQUE DU JOURNALISME -
L'AFFAIRE DU CHARNIER PARIS-DESCARTES
PODCAST / FRANCE CULTURE

Les villes inhabitables

PAR PAULINE LONDEIX, CHERCHEUSE ET ÉCRIVAIN



La période estivale en Europe est systématiquement marquée par le retour du tourisme de masse. Mais la concentration de visiteurs dans des espaces restreints rend ces derniers irrespirables. Cet été, au Monte Argentario, en Italie, la surconsommation d'énergie a même entraîné une panne d'électricité géante pendant quarante-huit heures coupant tous les systèmes électriques, et aboutissant, entre autres, à la perte de quantités très importantes de nourriture. Certaines mégapoles subissent les affres du tourisme de masse toute l'année. Paris, Amsterdam, Rome, les centres de ces villes

magnifiques se sont transformés en parcs Disneyland, bondés la journée et mortes la nuit. Une étape supplémentaire après le phénomène de gentrification, car désormais même les classes moyennes sont exclues de ces centres, au profit de spéculateurs des marchés immobiliers, d'investissements massifs de capitaux étrangers, qui transforment des immeubles entiers en logements Airbnb et chambres d'hôte en tout genre. Ainsi, les politiques de la ville visant à réintroduire des espaces verts et à réduire la circulation des voitures sont pertinentes, mais ne répondent pas au cœur du problème : celui de grandes villes vidées de leurs habitants.

Les conséquences sont bien plus profondes qu'on ne l'imagine. Car le travail reste, pour l'instant, majoritairement, dans ces grandes villes qui sont aussi souvent des capitales ou centres économiques. Où se logent donc ceux qui travaillent ?

Ces institutions et services restent figés dans ces centres urbains devenus inaccessibles, par des loyers exorbitants, une raréfaction de l'offre de logements, ou par des transports en commun défectueux et onéreux. Une réflexion en profondeur sur la politique territoriale doit être menée, à la fois pour réguler au maximum l'existant, et pour créer

des projets nouveaux. Les grandes compétitions sportives le prouvent, si un État peut consentir à des aides majeures pour faire sortir d'immenses stades de terre, alors il peut également mener une politique territoriale qui permette aux populations de se loger dignement. Le statu quo n'est plus possible. Le mouvement des gilets jaunes l'a montré, les émeutes dans les banlieues aussi, la sociologie des votes en fonction des territoires également : la crise sociale que nous traversons est aussi spatiale, territoriale. Il s'agit d'une crise urbaine, rurale et des périphéries, qui est amplifiée par un sentiment d'éloignement des services publics : hôpitaux, écoles, universités, bureaux de poste, etc., par l'inaccessibilité de la vie culturelle de la cité et par la défiance des élites. Cette disparition des services publics semble inévitable compte tenu des coupes budgétaires à répétition. Elle est l'une des causes de la défiance envers l'État et ses institutions. Car l'État, c'est ce paradoxe que décrivait très bien Pierre Bourdieu (1), c'est à la fois celui qui contrôle et qui prend d'une main, par les impôts notamment, et aussi celui qui donne,

Si un État peut aider à faire sortir d'immenses stades de terre, alors il peut également permettre aux populations de se loger dignement...

de l'autre, par les services publics et la protection sociale. Son fonctionnement et la perception que la population a de lui dépendent du maintien de l'équilibre entre ces deux bras. À titre d'exemple, plus on habite loin du centre-ville de Paris en Île-de-France, plus le passe Navigo revient cher puisque à tarif égal le service est moins bon. Rapprocher les services publics des individus les plus éloignés des grands centres urbains et repenser les politiques territoriales est absolument crucial, en particulier pour répondre au ressentiment général qui guette. ●

(1) « Sur l'État » (Seuil, 2012)

À BELLE-ÎLE, UN FRONT DE MAIRES CONTRE LES RESIDENCES SECONDAIRES

En Bretagne, la prolifération des résidences de tourisme déçoit. Face à une régulation insuffisante et face à l'urgence de la situation, certains élus se regroupent. C'est le cas à Belle-Île-en-Mer, dans le Morbihan, où des milliers de logements sont concernés. Mais la bataille contre le mercantilisme est rude



Conséquence d'un
marché locatif
submergé par
les résidences
secondaires,
certains
saisonniers
travaillant sur l'île
en sont réduits
aujourd'hui à
loger au camping
de Bangor.



+47%



C'est le taux
d'augmentation
du nombre
de logements
meublés sur
l'île en trois ans.

LOGEMENT

Le temps de vivre

Belle-Île-en-Mer, maires et vacances. Ce soir-là, les quatre élus de l'île bretonne sont réunis dans la salle municipale Sarah-Bernhardt. Sur ce territoire de 5 000 habitants à l'année, deux tiers des logements sont des résidences secondaires. Ici, on vit

principalement du tourisme. Acheter un bien sur ce petit bout de paradis, c'est s'assurer des revenus confortables en plus de pouvoir s'évader du tumulte des grandes villes. Plus pour longtemps ?

Au 1^{er} janvier 2025, un seul meublé de tourisme par foyer fiscal sera autorisé à la location. Un enregistrement auprès de la mairie sera également nécessaire pour être en règle et publier une annonce sur des plateformes comme Airbnb ou le Bon Coin. Accompagnée de ses confrères, la présidente de la communauté de communes et maire de Bangor, Annaïck Huchet, promet des contrôles avant de tempérer son propos : « L'idée n'est pas d'interdire, comme on le voit apparaître au Pays basque ou en Espagne. Nous avons 430 000 visiteurs par an, il faut pouvoir les accueillir, trouver un équilibre. »

En Bretagne comme ailleurs, le laisser-faire a longtemps prédominé. Les résidences secondaires n'ont cessé de se multiplier, aggravant la crise du logement. Libre marché, propriété, prospérité. Jusqu'au point de rupture. À Belle-Île, le nombre de meublés de tourisme a augmenté de façon exponentielle à la sortie de la pandémie : + 47 % en trois ans.

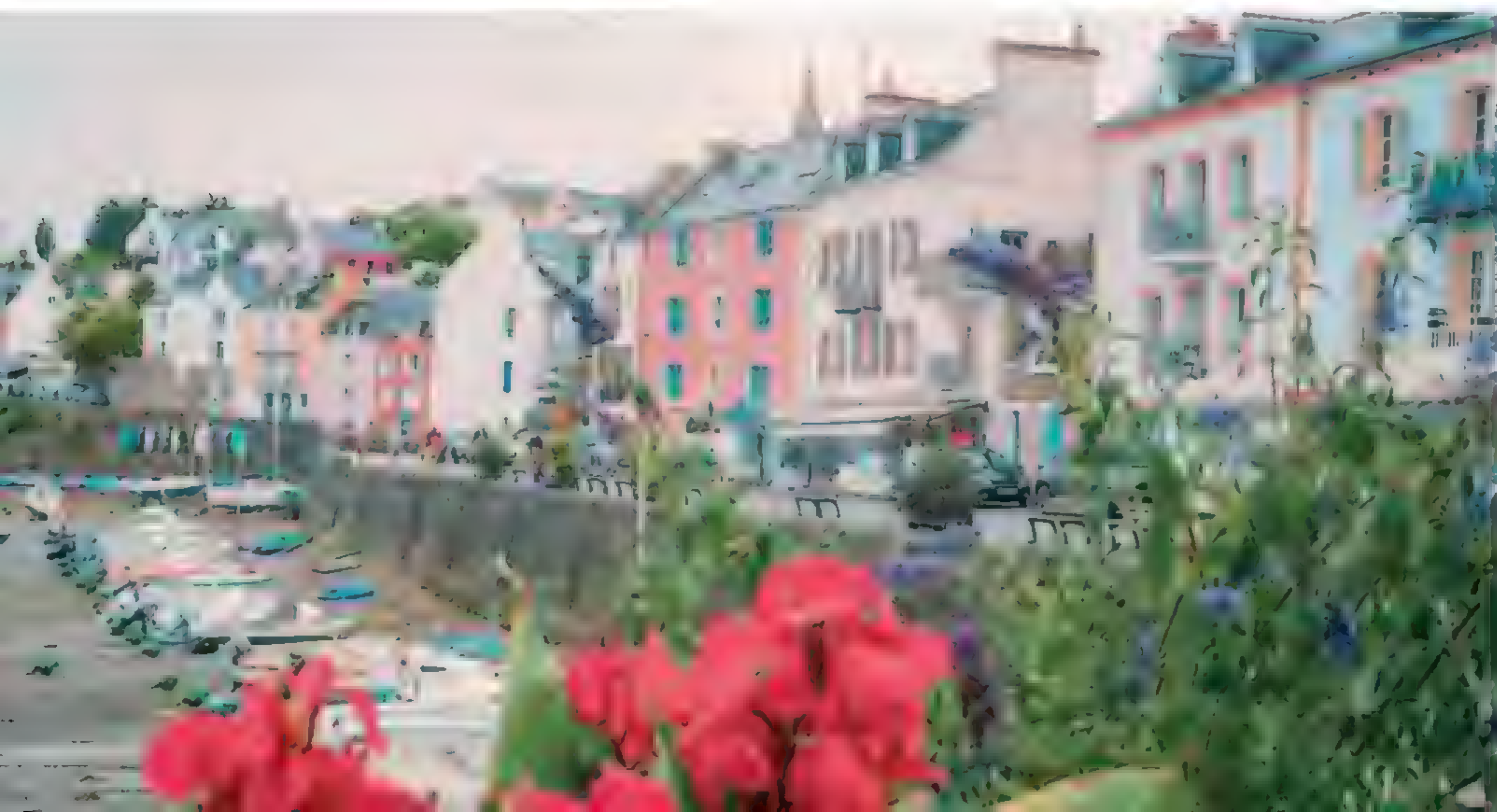
Le constat est unanime. Les élus sont dos au mur. Parmi la centaine de personnes présentes ce soir-là, l'une d'elles accapare le micro à plusieurs reprises. « Vous me mettez un couteau sous la gorge, tente cette professionnelle de la location touristique, agacée par des mesures pourtant loin d'être drastiques. J'ai réhabilité un village de mes mains. Des ruines. Aujourd'hui, on me dit que je n'ai plus le droit de louer. Je fais quoi ? » Celle-ci pourra malgré tout continuer son activité, à condition de loger des saisonniers. Les doléances de propriétaires se succèdent, huées par une partie du public.

VOLETS FERMÉS ET ÉCOLES VIDÉES

Le ton monte. Le discours technique des élus laisse place à l'émotion. « Ma fille est kiné. Elle a décidé de revenir vivre à Belle-Île mais elle est obligée de loger à la maison, raconte la maire de Bangor, exaspérée d'avoir à en arriver là pour convaincre son auditoire. Elle ne trouve pas de logement. C'est ça la réalité. » Des applaudissements retentissent.

La bombe sociale dont parle le journaliste Benjamin Kelz dans son récent livre, « Bretagne secondaire », est bel et bien là. Le correspondant du journal « le Monde » a sillonné la région pendant deux ans. Ses communes du littoral aux volets fermés neuf mois de l'année. Ses habitants qui, comme lui et sa famille, galèrent à se loger. Ses écoles qui se vident. Pas de quoi étonner les locaux. Comme lui, face à la crise immobilière, les moins fortunés font comme ils peuvent. Accoudé au comptoir d'un bar de Sauzon,

Le port de Sauzon. Fin 2023, les quatre communes de Belle-Île ont voté une augmentation du taux d'imposition des résidences secondaires de 60 %.



Owen explique avoir vécu quelques semaines en caravane avant de trouver une place dans un gîte fourni par la mairie. Pas mécontents de son sort, lui et les autres saisonniers du coin racontent pourtant tous la même histoire. L'insalubrité des logements, les loyers hors de prix, les nuits passées en tente faute de mieux, les petits arrangements entre locaux et le trop peu de patrons qui logent leurs salariés.

À ses côtés, Julien, un collègue saisonnier, témoigne des galères de beaucoup de salariés précaires : « Une pote s'est fait mettre dehors par son ex, elle n'a pas de solution hormis d'être hébergée chez moi, raconte le trentenaire. Avant ça, elle est restée dormir dans un bois pendant quelques jours jusqu'à ce que les flics viennent lui dire que ce n'était plus possible. » Lui estime que les élus ne sont pas assez offensifs. Qu'il faut taxer davantage les propriétaires. Des Morbihannais pour la plupart. Le cliché du Parisien venu s'approprier des terres au détriment des Bretons a la vie dure. « En louant à la nuitée, les propriétaires se font beaucoup plus d'argent qu'en louant à l'année. C'est aberrant, lâche celui qui a décidé de quitter l'île à la fin de la saison, las des conditions de vie qui ne cessent de se dégrader. Il faut taper au portefeuille. » Une idée qui commence à inspirer les politiques locales. Fin 2023, les quatre communes de Belle-Île ont

INSALUBRITÉ DES LOGIS, LOYERS HORS DE PRIX, NUITS PASSÉES EN TENTE FAUTE DE MIEUX...

voté une augmentation du taux d'imposition des résidences secondaires de 60 %. De quoi rapporter entre 80 000 et 90 000 euros par an à Sauzon pour favoriser l'habitat à l'année. « Ce n'est qu'une étape, on démarre doucement avant d'aller plus loin », justifie la maire de Bangor, consciente qu'il va falloir faire beaucoup plus pour contrer le phénomène. En attendant, pas question de remettre en cause le modèle économique de l'île ni de risquer de coûteux contentieux avec des propriétaires mécontents, difficiles à assumer d'un point de vue financier. C'est en tout cas la stratégie préconisée par le cabinet Protourisme qui accompagne les élus dans leur démarche.

Dans leur viseur, les multipropriétaires. À Belle-Île, ils sont une soixantaine, soit environ 1 % de la population totale. Ceux ne possédant qu'une seule résidence secondaire sont dix fois plus. Eux n'ont pour le moment pas vraiment à s'inquiéter. Et même avec toute la bonne volonté du monde, il y a les limites propres aux territoires comme Belle-Île. « Il y a beaucoup de choses sur lesquelles nous n'avons



Quatre maires qui veulent changer la donne : Tibault Grollemund (Le Palais), Ronan Juhel (Sauzon), Dominique Rousselot (Locmaria) et Annaïck Huchet (Bangor).

pas la main, se défend Annaïck Huchet. Mais si, par exemple, demain une loi sur l'encadrement des logements Airbnb entre en vigueur, ça nous permettra de débloquer plus facilement la situation. »

LE COÛT DE L'HABITAT SOCIAL

Une proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale et à contraindre les locations de courte durée type Airbnb devait en effet être adoptée au Parlement au début de l'été. Mais la dissolution de l'Assemblée nationale a mis un coup d'arrêt au processus législatif. Annaïg Le Meur, députée Renaissance dans le Finistère et coautrice du texte, assurait fin juillet vouloir reprendre son examen dès que possible. Pour les élus de Belle-Île, cela signifierait pouvoir contraindre les personnes morales – une entreprise possédant un ou plusieurs biens –, aujourd'hui hors d'atteinte, sans craindre le risque d'un tour au tribunal.

Il y a aussi la question des logements sociaux, trop peu nombreux pour faire face à la demande. Très coûteux à construire sur un territoire insulaire comme Belle-Île. « On devient de vrais promoteurs immobiliers », lance Tibault Grollemund, maire du Palais, à l'assemblée réunie ce soir-là. Le mécontentement est grand. Lui se justifie : « On achète des terrains pour les mettre à disposition des bailleurs sociaux. Il faut les viabiliser puis, ensuite, payer une partie du coût de construction. Quelle collectivité, aujourd'hui, est capable de faire ça ? Quasiment aucune. »

Pour sa consœur, Annaïck Huchet, il s'agit enfin de faire changer les mentalités. De jouer collectif. Que l'on soit élu, patron ou propriétaire. « Dans notre pays, le logement n'est vu que par le prisme de la fiscalité. L'objectif, c'est gagner de l'argent sur le dos des autres. En tant qu'élus locaux, nous sommes les garants de la vie en collectivité. » ●

TEXTE ET PHOTOS : JULIEN MARSAULT

Escapade dans la capitale des Flandres

Envie d'une croisière sur la Deûle, de goûter la véritable frite belge sur la Grand-Place, d'arpenter la « Reine des citadelles » au clair de lune ? Alors, cap au ch'Nord ! Riche d'une vie culturelle intense, Lille se révèle aussi élégante qu'accueillante.



« Les gens du Nord ont dans le cœur le soleil qu'ils n'ont pas dehors », chantait Enrico Macias. Des paroles qui font écho à une certaine réalité : à Lille, capitale des Hauts-de-France, si la météo se montre souvent capricieuse, le sens de la fête et la convivialité des habitants viennent réchauffer ce climat parfois morose. En effet, la réputation festive de la grande dame du Nord n'est plus à faire, et plusieurs événements permettent de s'imprégner de cette ambiance. À commencer par la Braderie de Lille, en septembre, et ses fameux monts de coquilles de moules vides. Mais aussi le Festival Bière, en novembre, qui met à l'honneur la culture



brassicole de la métropole lilloise. Les festivités s'étalent sur dix jours dans les bars et restaurants et un grand événement clôture la manifestation à la gare Saint-Sauveur. L'occasion de découvrir ce lieu atypique qui accueille des initiatives culturelles tout au long de l'année. En outre, la ville organise tous les ans au mois de septembre le Festival international du court métrage, au cours duquel sont diffusés gratuitement des films dans plusieurs lieux de la ville. Pour apprécier une architecture teintée d'histoire, au gré des petites rues pavées, rien de tel qu'une balade digestive dans le Vieux-Lille. Les maisons en briques rouges, appelées corons ou courées, sont partout. Et leurs façades, ornées de sculptures, rappellent le passé

**PLACE AUX OIGNONS,
C'EST L'ADRESSE
IDÉALE POUR FAIRE
UN SORT AU FAMEUX
WELSH À LA BIÈRE !**

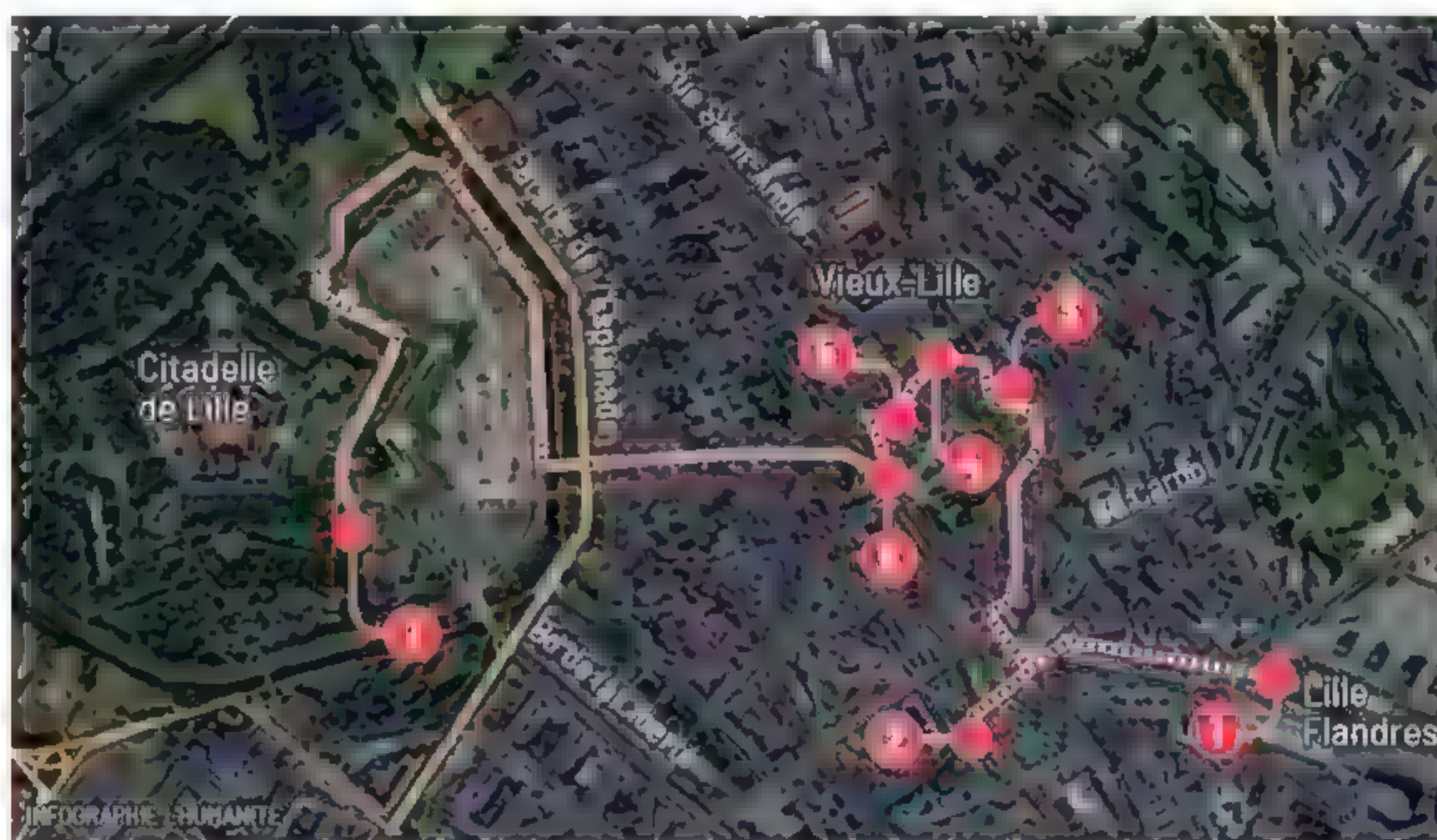
La Grand-Place et ses terrasses, joyau architectural et cœur battant de la cité. Plus au calme, le parc Vauban se découvre à pied, à vélo ou par la Deûle.

prestigieux de cette ville qui abrita des industriels aux domaines d'activité variés (textile, métallurgie, etc.). Pour ceux qui souhaitent découvrir l'histoire industrielle de la région, le musée de l'Hospice Comtesse, installé dans un ancien hôpital médiéval, offre d'ailleurs un aperçu fascinant du passé lillois.

LE BERCEAU DU GÉNÉRAL

Chaque premier dimanche du mois, plusieurs musées de la métropole ouvrent gratuitement leurs portes. Le palais des Beaux-Arts, souvent surnommé « le petit Louvre », propose une riche collection de peintures, sculptures et dessins allant de l'Antiquité à l'époque moderne. Autre lieu à ne pas manquer, la maison natale de Charles de Gaulle. Située dans le quartier de Saint-André, cette maison du XIX^e siècle propose un parcours

Lille aux trésors en sept étapes



1. Arrivé par la gare routière ou en train, se diriger vers la Grand-Place, située à 15 min à pied de la gare.
2. Faire le tour de la place au gré des bâtiments témoignant de différentes époques et architectures françaises et flamandes.
3. Flâner dans les rues pavées du Vieux-Lille et admirer les fenêtres à meneaux, les jeux de briques et de pierres

qui jalonnent la balade.
4. Aller place Rihour où vous découvrirez le palais Rihour, mais aussi l'alignement de 9 maisons datant du XVII^e siècle. Le quartier regorge d'endroits pour dîner.
5. Après une nuit de sommeil, visiter le musée de l'Hospice Comtesse pour découvrir l'histoire industrielle de la région. Tarif d'entrée jusqu'à 6 euros.

6. Pour la pause déjeuner rendez-vous place aux Oignons.
7. La balade digestive pourra se faire dans le parc de la Citadelle conçue par Vauban au XVII^e siècle.

S'il vous reste du temps, n'hésitez pas à visiter la cathédrale Notre-Dame-de-la-Treille ou à vous délasser dans un estaminet et savourer l'ambiance inégalable de la capitale des Flandres.

retracant la vie de l'homme d'État. La cathédrale Notre-Dame-de-la-Treille, subtil mélange des styles gothique et contemporain, vaut également le détour. En y accédant (gratuitement), il est possible d'admirer son impressionnant portail et ses vitraux époustouflants. Elle est située juste à côté de la place aux Oignons, un endroit pittoresque qui regorge de restaurants et de cafés, et propose un cadre idéal pour déguster une carbonnade flamande, un welsh (composé de cheddar, d'œuf, de pain et de bière) ou simplement des frites en terrasse. Avec une bière (du Nord,

évidemment!). Car la découverte de la ville passe également par les papilles: de nombreux estaminets (brasseries typiques du Nord) rivalisent de rigueur et d'inventivité pour cuisiner les spécialités lilloises: réservez par exemple une table chez La Ch'tite Brigitte ou Au Vieux de la vieille, deux de ces bistrots réputés.

LA CITADELLE, POU MON VERT

Malgré son passé industriel, Lille n'a pas manqué d'accorder une place importante aux espaces verts. À proximité du centre-ville, le parc de la Citadelle offre un véritable havre de paix. Conçu

par Vauban au XVII^e siècle, cet espace de 110 ha est parfait pour une balade à pied ou à vélo. Le parc jouxte la citadelle, surnommée la « Reine des citadelles », chef-d'œuvre hérité de l'architecture militaire. Pour une expérience plus intime, le jardin Vauban, petit parc à l'anglaise, offre un cadre bucolique avec ses petits ponts et son théâtre de marionnettes. Un endroit idéal pour un pique-nique en famille, entre amis ou en amoureux. Une chose est sûre: après avoir visité la grande dame du Nord, il sera difficile d'en partir. ●

NATHAN HALLEGOT

La rentrée scolaire se prépare aussi dans l'assiette

Après les écarts des vacances, il est temps de reprendre les bonnes habitudes à table, à la maison comme à la cantine. Nos conseils pour une reprise en douceur.



En France, de la maternelle au lycée, deux enfants sur trois en moyenne, soit plus de 7 millions d'élèves, mangent à la cantine au moins une fois par semaine. Plus de 1 milliard de repas sont ainsi servis chaque année, dont 1 million perdu par le gaspillage alimentaire, soit près de 540 000 tonnes de nourriture qui finissent à la poubelle... Le nombre de demi-pensionnaires varie en fonction de la région et diminue avec la densité de la population. Mais, que ce soit à cause du bruit dont se plaignent souvent les plus petits, des produits cuisinés ou des quantités jugées parfois insuffisantes, la majorité des enfants qui déjeune à la cantine y apprécie peu les repas (enquête Anses).

La restauration industrielle n'y est sans doute pas pour rien non plus : entre un plat préparé par l'une des grandes enseignes de l'agroalimentaire – qui ont confisqué il y a belle lurette un marché juteux – et une cuisine scolaire intégrée à l'établissement, c'est le concept même de nutrition qui change. Dans le premier cas, les repas sont livrés le plus souvent surgelés et réchauffés in situ. Dans le second cas, un(e) chef(fe) participe à

**UNE NOURRITURE
SAIN ET ÉQUILBRÉE
CONTRIBUE À UN
SOMMEIL DE QUALITÉ.**

l'élaboration des menus, pense aux plats qui plairont aux enfants, tout en leur faisant découvrir des aliments dont ils n'ont pas forcément l'habitude, choisit ses produits, les cuisine. Après bien des années d'errance, c'est la tendance qui semble aujourd'hui de nouveau privilégiée pour la restauration scolaire. Et, bonne nouvelle, il semble qu'on y gagne aussi sur le coût général.

REVENIR AUX DÎNERS LÉGERS

Depuis le 1^{er} janvier 2024, les achats des cantines doivent comporter selon la loi Egalim au moins 50 % de produits durables et de qualité dont au moins 20 % de produits bio. En pratique, on en est encore loin. Raison de plus pour consacrer le temps du petit déjeuner, qui doit comprendre un liquide (lait ou jus de fruits frais) pour la réhydratation après la nuit, un féculent type pain ou céréale (le moins sucré possible), une protéine (fromage, œuf ou petite portion de viande) et un fruit. Idem pour le dîner, qu'il importe de soigner en qualité, notamment en proposant des légumes, une petite portion de viande, œuf ou poisson et un produit laitier.

Partant du principe qu'une nourriture saine et équilibrée contribue non seulement à de bons apprentissages mais aussi à moins de fatigue le soir et à un sommeil de qualité, il est donc recommandé de privilégier des dîners légers et d'éviter les aliments trop sucrés ou gras qui peuvent perturber le sommeil. Une bonne hydratation aide aussi à maintenir une concentration optimale et à prévenir la fatigue. Encourager l'enfant à boire régulièrement, de l'eau et rien que de l'eau, n'est donc pas superflu. Enfin, prendre un petit déjeuner et un dîner en famille, évidemment sans écran, peut aussi aider à instaurer un moment d'échange et de partage. On s'y met dès maintenant ? ●

MARIE BARRIER



Temps de
préparation :
25 minutes
Difficulté : **facile**
Pour 4 personnes

INGRÉDIENTS

1 pain pita
1 pot de sauce
tomate
1 polvron jaune
1 courgette
Un fromage râpé
(parmesan, cantal,
emmental, bleu)

Pizza aux légumes sur pain pita

Couper la pita en deux
et étaler de la sauce tomate
sur chaque moitié.

Ajouter une poignée
de fromage râpé au choix
sur la sauce tomate.

Couper les légumes en lamelles
et les disposer sur le pain.

Cuire au four à 180 °C
pendant 10 à 15 minutes.

Servir accompagné
d'une petite salade verte.

Temps de
préparation :
1 heure
Difficulté : **facile**
Pour 4 personnes

INGRÉDIENTS

200 g de farine
3 œufs entiers
150 g de sucre
150 g de beurre
1 sachet de levure
1 pincée de sel
60 g de poudre
d'amande
3 c. à s. de miel
liquide



Le cake miel-amande

Préchauffer le four à 170 °C.
Mélanger le sucre et le beurre
fondu. Incorporer les œufs.
Ajouter le sel, la farine
et la levure puis la poudre

d'amande et le miel.
Verser la préparation dans
un moule préalablement beurré
et enfourner pour 45 minutes
de cuisson.

BON & SAIN

Le temps de vivre

EN BOÎTE

Un bento d'intérêt

Pour les enfants qui ne mangent
pas à la cantine et qui ne peuvent
pas rentrer chez eux le midi,
l'idéal pour le déjeuner reste
un plat cuisiné à la maison. Si
un Tupperware peut faire l'affaire
pour le transporter, la lunchbox
est un outil mieux adapté.

Munie d'une poignée, utilisable
au micro-ondes et lavable au
lave-vaisselle, celle proposée par
Nature & Découvertes offre

une capacité de
500 ml ainsi que
deux caissettes
pour répartir
les différents
aliments.



BENTO ENFANT

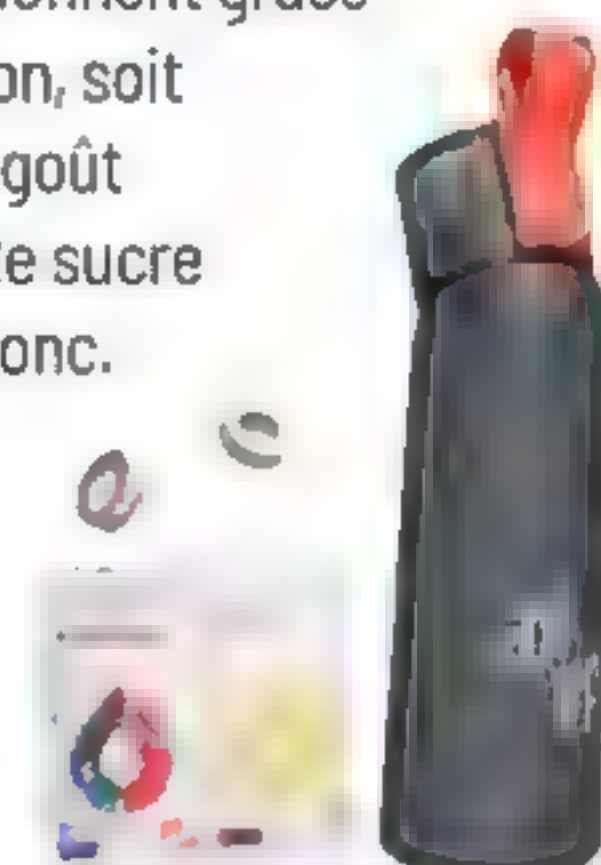
www.natureetdecouvertes.com
22,90 euros

AU PIF

Contre le sucre, l'olfaction, direct !

Boire de l'eau tout au long de la
journée est indispensable. Entre
8 et 13 ans, il est recommandé
de boire entre 1,6 et 2,1 litres d'eau
par jour, en fonction de l'âge. Pour
satisfaire les plus réticents et
ceux portés sur les sodas, Air up
propose une gourde au bout
de laquelle se fixent des pods
aromatisés (thé glacé, cola,
citron), qui fonctionnent grâce
à la rétro-olfaction, soit
la perception du goût
par l'odeur. Pas de sucre
ni édulcorants, donc.

GOURDE AIR UP,
shop.air-up.com/
fr, à partir de
34,99 euros
avec 3 pods



Le tatouage réparateur, pour se réapproprier son corps

Après une intervention chirurgicale lourde, comme l'ablation d'un sein, le tatouage constitue une solution de reconstruction à part entière pour retrouver une certaine harmonie corporelle et émotionnelle.

Sublimer les corps abîmés par la maladie grâce au tatouage dit « réparateur » ou de « reconstruction ». Cette technique, qui consiste à dissimuler les cicatrices laissées par des accidents ou des interventions chirurgicales lourdes, est notamment prisée par les femmes ayant subi une mastectomie dans le cadre d'un traitement contre le cancer du sein. Le tatoueur spécialisé peut en effet recréer un mamelon et une aréole réaliste ou réaliser une pièce artistique, toujours à dessein de permettre à ces publics de retrouver un fragment de leur féminité perdue. En outre, les professionnels de la gravure de peau à l'encre permettent également à leurs clients d'avancer dans le processus d'acceptation de leur nouvelle apparence et de se réapproprier leur corps.

OPÉRATION ROSE TATTOO

Des vertus que ne reniera probablement pas Laura Kastel. La jeune femme raconte comment le tatouage lui a « sauvé la vie » après un cancer du sein détecté à l'âge de 26 ans. Depuis 2020, elle travaille au sein de l'association bordelaise Sœurs d'encre, une structure fondée en 2017 par Nathalie Kaïd, une photographe ayant travaillé avec des femmes touchées par cette maladie. Au mois d'octobre 2016, un an avant de lancer cette structure, la fondatrice avait d'ailleurs organisé la première édition d'un événement intitulé Rose Tattoo, au cours duquel des tatoueuses formées à ce type de pratique étaient mises en lien avec des femmes ayant été victimes d'un cancer du sein pour les tatouer gratuitement. « Elles s'engagent une fois par an à offrir un tatouage

**SŒURS D'ENCRE MET EN LIEN
DES TATOEUSES FORMÉES
À LA PRATIQUE ET DES FEMMES
AYANT SUBI UNE MASTECTOMIE.**

Le tatouage permet de recouvrir une poitrine meurtrie, de redessiner un mamelon ou une aréole.

à une femme qui a eu un cancer du sein et tout le reste de l'année elles sont référencées sur le site Internet de l'association », détaille la responsable du pôle tatouage et handicap de Sœurs d'encre. Bien sûr, il est possible de se faire tatouer en dehors de l'événement, devenu annuel, en contactant l'association. Et pour les femmes dont la situation personnelle ne permet pas de financer les centaines d'euros que peut représenter un tatouage de reconstruction (pris en charge par l'assurance-maladie à hauteur de 125 euros par séance dans le cadre d'affections de longue durée, ce qui est le cas des femmes touchées par un cancer du sein), des arrangements budgétaires peuvent être trouvés si la trésorerie de l'association le permet. « C'est vraiment quand on a de l'argent car malheureusement nous ne sommes pas subventionnés », précise Laura Kastel. À ce jour, plus de 300 femmes ont été tatouées grâce à l'association. Le tatouage de réparation n'est pas un acte anodin. Il implique une grande expertise et une sensibilité particulière. « Il faut avoir des tatoueuses à qui la cause parle. (...) On est vraiment là pour les femmes, pour leur redonner le sourire », poursuit-elle. L'artiste doit comprendre les attentes de la personne, respecter la fragilité de la peau cicatricielle et surtout maîtriser les techniques de tatouage en trois dimensions pour un rendu réaliste. Cette démarche s'inscrit par ailleurs dans un parcours de soins global. Laura Kastel souligne : « On a un comité scientifique avec une chirurgienne, un oncologue, une psychologue et une dermatologue », qui forme les artistes à leur entrée dans l'association. ●

NATHAN HALLEGOT

THIBAUD MORITZ / AFP



Vacances



LVJ créateur de voyages riches de découvertes et de rencontres vous propose 3 nouvelles escales :

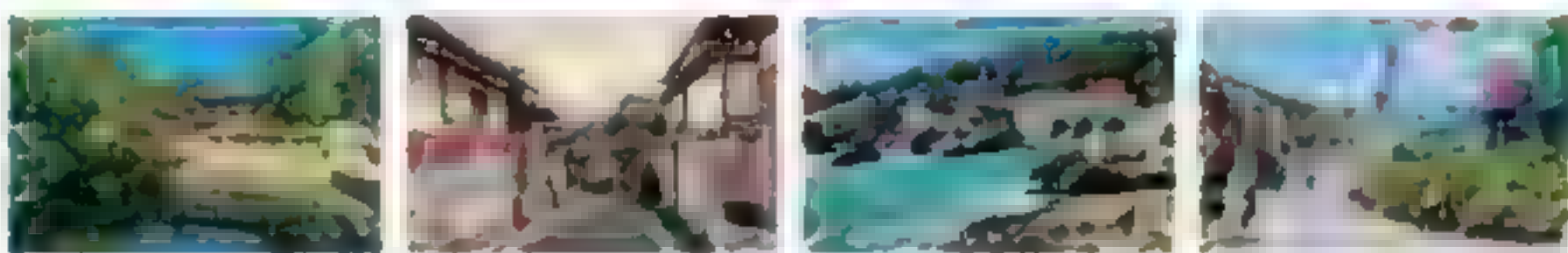
Le Vietnam du Nord au Sud

11 au 26 novembre 2024 (16 jours/14 nuits)
Prix TTC (taxes aériennes incluses sujet à modification)
A partir de 2910 € (minimum 20 personnes)



Voyage d'exception "Corée du Sud, pays du matin calme"

28 février au 14 mars 2025 (15 jours/12 nuits)
Prix TTC (taxes aériennes incluses sujet à modification)
A partir de 4160 € (minimum 20 personnes)



Détail des programmes sur demande, informations et réservations :

LVJ / TLC 06 85 07 83 02 contact@lvj-voyages.com

VOYAGES à CUBA

1er MAI 2025

REVOLUCION

Voyages solidaires

1er mai à La Havane
Place de la Révolution

Sur les traces de la Révolution
22/04/25 - 07/05/25
(16 jours)
Rencontres socio-politiques
2980€ TTC
par pers. en chambre double - (hôtel & chez l'habitant - pension complète)

Libre Découverte
06/03/25 - 28/03/25
(21 jours)
Toute l'île 3150€ TTC
par pers. en chambre double (chez l'habitant - 1/2 pension)

04/04/25 - 19/04/25
(16 jours)
2660€ TTC
par pers. en chambre double (chez l'habitant - 1/2 pension & 3 nuits à l'hôtel)
Programme et inscriptions : www.cubalinda.fr

Fête de l'Humanité
Stand CUBA LINDA
Territoires Solidaires

Divers

Communication

OBJETS et TEXTILE PERSONNALISÉS

BADGES, AUTOCOLLANTS, DRAPEAUX
BANDEROLES, TEE-SHIRTS

MARQUAGE
DANS NOS ATELIERS
FRANCE

Demandez votre devis au 02 32 18 07 70
LMcommunication.com

Annonces Classées
Laure Thiery
laure.thiery@comediance.fr
tél. 01 49 22 74 89

l'Humanité

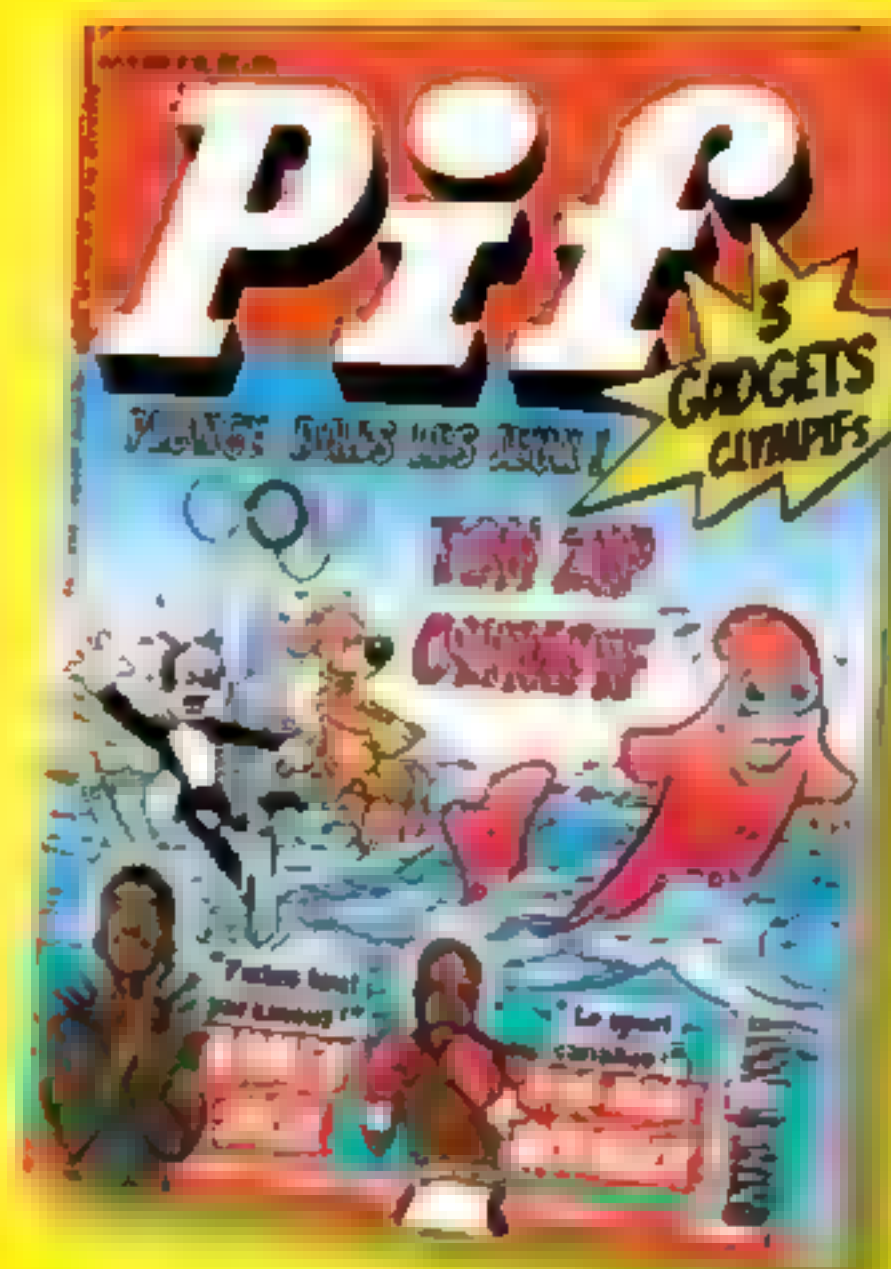
l'Humanité
magazine

Humanité.fr

Pif

Souscrivez dès aujourd'hui à une offre exceptionnelle pour les 2000 premiers exemplaires, édition collector, de cet ouvrage majeur dans lequel Pif le chien le plus célèbre de la BD européenne et son papa, l'Espagnol Top, rendent hommage à leur créateur, le célèbre José Cabrero Arnal, qui fêterait ses 115 ans le 6 septembre 2024, alors que Pif fête les 75 ans de son apparition dans **l'Humanité**, qui fête ses 120 ans !

Un triple anniversaire qui méritait cet ouvrage exceptionnel réalisé par Rich, aux éditions Vaillant.



**RETROUVE CHEZ
TON MARCHAND DE
JOURNAUX,
TON PIF GADGET
SPÉCIAL JO !**

ET SUR PIFGADGET.FR

UNE PÉPITE !



☐ **OUI, JE SOUHAITE RECEVOIR L'ALBUM «ITINÉRAIRE D'UN CHIEN ROUGE» POUR 18€**

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Courriel :

- ☐ Je règle par chèque bancaire ou postal à l'ordre de Pif & Hercule
- ☐ ou je règle par carte bleue Visa, en capturant ce QR Code à l'aide de mon smartphone



HM 90

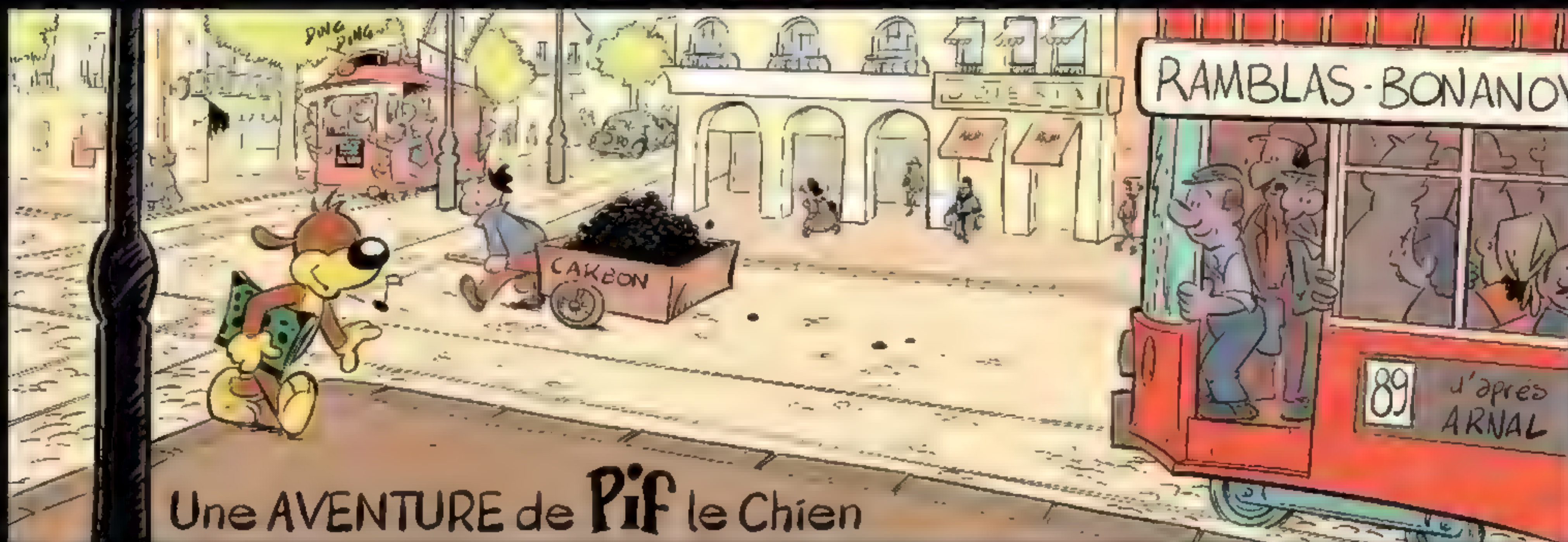
Renvoyez ce bon dûment rempli à :
Pif & Hercule - 75, rue des Saint-Pères - 75006 Paris

**OU RENDEZ-VOUS SUR
PIFGADGET.FR POUR
COMMANDER L'OUVRAGE**





Itinéraire d'un chien Rouge



Concilier son travail et son mandat de représentant de parents d'élèves

Comme chaque rentrée, des élections ont lieu dans les établissements scolaires pour désigner les parents siégeant dans les instances représentatives. Un problème pour nombre de salariés, car ce rôle s'accorde parfois mal avec les obligations professionnelles.

Dans la loi, presque rien n'est prévu pour permettre à un salarié de s'absenter de son poste de travail dans le cadre de l'exercice de ce mandat.

L'an dernier, les représentants de parents d'élèves étaient environ 247 000 en maternelle et en élémentaire et 44 000 pour les collèges et lycées. Parmi eux, les femmes sont particulièrement nombreuses. L'engagement au service de la scolarité des enfants reste difficile à concilier avec le travail, surtout dans le second degré, tant les instances auxquelles participent les parents sont nombreuses. Si le Code de l'éducation (article D111-12) stipule que « les heures de ces réunions sont fixées de manière à permettre la représentation des parents d'élèves », dans les faits, commissions éducatives, comités d'éducation à la santé, à la citoyenneté et à l'environnement, conseils de classe, voire conseils de discipline se déroulent très souvent en pleine journée. « Pour pouvoir assister aux conseils de discipline qui avaient lieu en journée, j'ai été obligée de poser au total trois journées de congé. C'est un sacrifice ! » s'exclame Sandra, responsable informatique dans une grande entreprise. Dans les équipes,

ce sont souvent ceux qui ont des métiers avec une plus grande liberté dans leurs horaires (indépendants, journalistes pigistes, intermittents du spectacle...) qui se dévouent pour assister aux réunions en journée. Rien n'est, en effet, prévu dans la loi pour permettre de s'absenter de son travail dans le cadre de l'exercice de son mandat de représentant de parents d'élèves au sein de l'établissement de ses enfants. « Nous n'avons pas la possibilité de donner une garantie aux parents qu'ils peuvent s'absenter de leur travail, encore moins en étant rémunérés. Cela permettrait pourtant de trouver plus facilement des candidats », regrette Abdelkrim Mesbahi, président de la FCPE. Et de diversifier socialement leurs profils.

LE CONGÉ DE REPRÉSENTATION

Un congé de représentation qui ouvre droit à des autorisations d'absence pour les bénévoles occupant des responsabilités associatives existe pourtant, mais pour les associations de parents d'élèves, il ne concerne que les réunions des instances officielles départementales, académiques, nationales. Dans le secteur public, ces journées au nombre de neuf au maximum (fractionnables en demi-journées) sont assimilées à du temps de travail effectif. Dans le privé, cela dépend des accords d'entreprise existants. Depuis 2016, des précisions ont été apportées aux conditions d'utilisation du congé de représentation pour les membres des associations représentants des parents d'élèves ; elle fixent la liste des instances qui y ouvrent droit et prévoient un délai de prévenance ramené à huit jours. Ce congé reste néanmoins compliqué à faire valoir. « Dans la fonction publique, c'est assez fluide, dans le privé, beaucoup moins, cela dépend de la relation avec le manager ou les RH », poursuit le président de la FCPE. Sandra n'a jamais parlé de son mandat d'administratrice départementale de la fédération à sa hiérarchie, ni même à ses collègues. Elle constate : « Dans mon entreprise, il est possible d'effectuer du bénévolat sur son temps de travail, mais cela concerne seulement des associations caritatives. » ●

MÉLANIE MERMOZ



Si l'été est chaque année la grande saison des déménagements – 50 % d'entre eux ont lieu entre juin et septembre –, ceux-ci se prolongent néanmoins au mois de septembre, avec notamment l'installation des étudiants. Pour tous ceux qui n'ont pas d'enfant en âge scolaire et ne sont donc pas concernés par la nécessité d'avoir déménagé avant la rentrée, il s'avère nettement avantageux de déménager après l'été. Selon Demeco, les tarifs des entreprises de déménagement doublent, en effet, pendant la période estivale. L'automne, jusqu'au mois de décembre, est considéré par les entreprises de déménagement comme une période creuse. Selon l'Insee, chaque année un résident sur dix change de logement, la plupart du temps sans forcément aller très loin, deux personnes sur trois s'installent à proximité de leur ancien logement – dans le même département, voire la même commune.

1 UN DEVIS GRATUIT ET OBLIGATOIRE

Cette fois, c'est décidé, vous n'allez pas mettre à contribution les muscles de vos amis, vous allez faire appel à des déménageurs professionnels. Attention toutefois à ne pas choisir n'importe qui ! La profession de déménageur est réglementée. Les sociétés de déménagement ont l'obligation de vous fournir gratuitement un devis. Celui-ci doit contenir un certain nombre de mentions obligatoires : coordonnées de l'entreprise avec les numéros d'identification (Siren, Siret, RCS), nom et adresse du client, date ou période prévue pour le déménagement, lieu de chargement, lieu de livraison et distance entre les deux, date de rédaction du devis, indication du volume du mobilier, type de voyage à effectuer (voyage organisé ou voyage spécial), définition précise de la prestation choisie (exemple : emballage par l'entreprise ou par le client, démontage et montage des meubles...), démarches à réaliser si le client veut faire une réserve en cas de perte ou de casse d'un bien, indications précises sur le paiement (date limite du paiement, en une ou plusieurs fois, moyens de paiement acceptés), étendue de la responsabilité de l'entreprise et démarches pour demander

À SAVOIR AVANT DE CHOISIR UNE SOCIÉTÉ DE DÉMÉNAGEMENT

Si vous décidez de faire appel à un prestataire pour votre déménagement, l'étape des devis est très importante. Attention aux prix trop bas et privilégiez des entreprises qui vous assurent de vraies garanties en cas de casse ou de perte !



une indemnisation (procédure amiable, arbitrale, judiciaire), montant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) du déménagement et mention que ce prix est définitif. L'absence d'une des mentions obligatoires n'invalide toutefois pas le document. Attention, le déménageur ne peut vous facturer de frais supplémentaires après le déménagement. Il doit avoir préalablement modifié le devis initial et avoir obtenu votre accord.

2 QUELQUES VÉRIFICATIONS QUI S'IMPOSENT

Une fois le devis reçu, la première vérification qui s'impose est de s'assurer que la société de déménagement est bien inscrite au registre du commerce, mais aussi qu'elle figure sur celle des transporteurs routiers (1). Cela permet de garantir aux clients qu'elle respecte des conditions de capacité financière, d'honorabilité et de capacité professionnelle. N'hésitez pas à demander

DROITS

Le temps de vivre

plusieurs devis. Attention aux tarifs particulièrement bas, ils ne sont souvent permis que par le recours à du travail illégal. Une fois l'entreprise choisie, vous devez signer un contrat de déménagement qui précise non seulement le prix mais le détail des prestations. Il doit obligatoirement être accompagné des conditions générales de vente qui définissent les responsabilités dans le cas d'un litige, et les obligations du déménageur tout au long du déménagement.

3 LES RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRISE

Le choix d'une entreprise de déménagement sérieuse est d'autant plus important qu'elle est garante de vos meubles et objets pendant le déménagement (article 133-1 du Code du commerce). Le montant de l'indemnisation ne se base pas sur la valeur à neuf, mais sur la valeur de remplacement, celle au prix du marché. Avant le déménagement, en même temps que le contrat, la société doit vous faire remplir une déclaration de valeur, ce document est important, il liste les biens transportés et évalue leur valeur via un barème de vétusté. Cette déclaration doit à la fois mentionner la valeur globale des biens déménagés ainsi que la valeur unitaire de chaque bien, au-delà d'un seuil d'indemnisation maximale par objet. Vous n'avez alors besoin de lister que les biens dont la valeur dépasse ce seuil. Attention, assurez-vous que celui-ci n'est pas trop élevé (en moyenne 100 à 150 euros). La déclaration de valeur contient enfin les montants maximaux d'indemnisation (de 20 000 à 50 000 euros). Il est important de bien prendre le temps de remplir cette déclaration de valeur car, en cas de problème, c'est ce document qui ouvrira droit à une indemnisation par l'assurance du déménageur. N'hésitez pas à prendre des photos avant le déménagement, elles pourront être utiles en cas de litige. Ce document doit être parvenu au minimum à la société cinq jours avant le déménagement. ●

M. M.

(1) Liste des entreprises inscrites au registre électronique national des entreprises de transport par route et au registre des commissionnaires de transport ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (ecologie.gouv.fr)

PAR ÉRIC
BIRMINGHAM

LE COIN DU FOU

Le championnat du monde se jouera à Singapour !

« Je souhaite gagner plus de titres, plus de tournois. Mes fans n'ont pas à s'inquiéter, je vais défendre mon titre de champion du monde. »

Ding Liren

Le jeune Indien Dommaraju Gukesh avait surpris tout le monde en remportant le tournoi des candidats 2024, gagnant ainsi le droit de disputer un match pour le titre mondial face au Chinois Ding Liren. Dommaraju Gukesh, âgé de 18 ans, est le plus jeune prétendant au titre mondial de l'histoire moderne. En outre, c'est la première fois depuis la création de la Fédération internationale des échecs (Fide), en juillet 1924, que deux champions asiatiques s'affrontent pour le titre suprême. Les villes de New Delhi, Chennai et Singapour étaient en compétition pour l'organisation du match qui se tiendra du 20 novembre au 15 décembre 2024. New Delhi et

Chennai étaient à l'avantage du jeune Indien, tandis que Ding Liren préférait Singapour. Les critères de sélection de la Fide sont multiples : les conditions de jeu et d'accueil ; la distribution des droits ; la bourse pour les deux joueurs ; la qualité de diffusion des parties sur Internet... et la neutralité. Ce dernier élément a probablement joué dans le choix de Singapour. En cadence lente, les deux futurs protagonistes ont croisé le fer à deux reprises, en 2023 et 2024. Le champion chinois a remporté les deux parties.

LES PARTIES

GUKESH DOMMARAJU (2725) - DING LIREN (2811)

Wijk aan Zee (1^{re} ronde), Pays-Bas, 2023. Défense Ouest-Indienne

1.d4 Cf6 2.c4 e6 3.Cf3 b6 4.g3 Fa6 5.b3 Fb4+ 6.Fd2 Fe7 7.Fg2 0-0 8.0-0 d5 9.Cc3 c6 10.Ff4 Cbd7 11.cxd5 exd5 (11...cxd5 aurait créé une structure symétrique. Ding Liren

opte pour une position plus dynamique) 12.Ce1 Te8 13.Cd3 Cf8 14.Fg5 Ce6 15.Fxf6 Fxf6 16.e3 Cc5! (profitant du clouage du pion d) 17.dxc5 Fxc3 18.Tc1 Df6 19.Dc2 d4! (les Noirs ouvrent les lignes pour leur paire de Fous) 20.cxb6 axb6 21.Tfd1 Tad8 22.exd4 Fxd4 23.Cf4 (surtout pas : 23.Dxc6? Fxd3! 24.Txd3 ((24.Dxf6 Fxf6-+)) 24...Dxf2+ 25.Rh1 Te1+ 26.Txe1 Dxe1+ 27.Ff1 Dxf1#) 23...g5! 24.Ch5 Dh6 25.Ff3 c5 26.g4

(voir diagramme)

26...f5! 27.Cg3 (27.Dxf5 Fc8 28.Dc2 Tf8 avec une bonne initiative pour le pion sacrifié) 27...fxg4 28.Cf5 Df6 29.Fe4 h5 30.b4 Rf8 31.a3 h4 32.Te1? (32.Cxd4 cxd4 33.Fd3 aurait mieux résisté) 32...Txe4! 33.Dxe4 Fd3! 34.De6 (34.Dxd3?? Fxf2+ 35.Rxf2 Txd3) 34...Dxe6 35.Txe6 Fxf5 (avec deux Fous et un pion pour la Tour, la partie est facilement gagnée) 36.Txb6 g3 37.hxg3 hxg3 38.bxc5 Fh3 0-1

Un an et un jour après leur première confrontation, les deux se retrouvaient aux Pays-Bas **GUKESH DOMMARAJU (2725) - LIREN DING (2780)** Wijk aan Zee, (3^e ronde), Pays-Bas, 2023. Partie Italienne

1.e4 e5 2.Cf3 Cc6 3.Fc4 Cf6 4.d3 Fc5 5.c3 d6 6.a4 a5 7.Fg5 h6 8.Fh4 Fa7 9.Ca3 De7 10.Cb5 Fb6 11.Db3 g5 (un coup agressif très moderne, avec ou sans le petit roque) 12.Fg3 0-0 13.0-0-0 Ch5 14.d4 exd4 15.Cbxd4 g4 16.Ch4 Fxd4 17.cxd4 Dxe4 18.The1 (pour le pion, les Blancs ont une avance de développement) 18...Dh7 19.Td2 Fd7 20.Fd3 Dg7 21.Ff5 Fxf5 22.Cxf5 Dg5 23.Db5 Tfe8 24.Te3 Cg7! 25.Cxg7 Rxg7 26.d5 Txe3 27.fxe3 Cb4 28.Dxb7 Te8 29.Ff4 (29.Dxc7? Df5! menace 30...Tc8 et...Df1) 29...Df5 30.Db5 Ca2+ 31.Rd1 Db1+ 32.Re2 Dg1! 33.Rd3 (la Tour est empoisonnée : 33.Dxe8 Cc1 mat) 33...Cb4+ 34.Rd4? (34.Re2 Dxd2+ 35.Rd1 était forcé) 34...De1! 35.Td3 De2 36.Tc3 Dd2+ 37.Rc4 Te4+ 0-1



Étude de L. Prokes, 1942

Les Blancs jouent et gagnent



Solution : 1.e7+! (sur : 1.g7 Tg8 2.Rf6 dxe6 3.dxe6 4.e7 1.g7 5.Rxg7 6.Rxg7 7.Rxg7 8.Rxg7 9.Rxg7 10.Rxg7 11.Rxg7 12.Rxg7 13.Rxg7 14.Rxg7 15.Rxg7 16.Rxg7 17.Rxg7 18.Rxg7 19.Rxg7 20.Rxg7 21.Rxg7 22.Rxg7 23.Rxg7 24.Rxg7 25.Rxg7 26.Rxg7 27.Rxg7 28.Rxg7 29.Rxg7 30.Rxg7 31.Rxg7 32.Rxg7 33.Rxg7 34.Rxg7 35.Rxg7 36.Rxg7 37.Rxg7 38.Rxg7 39.Rxg7 40.Rxg7 41.Rxg7 42.Rxg7 43.Rxg7 44.Rxg7 45.Rxg7 46.Rxg7 47.Rxg7 48.Rxg7 49.Rxg7 50.Rxg7 51.Rxg7 52.Rxg7 53.Rxg7 54.Rxg7 55.Rxg7 56.Rxg7 57.Rxg7 58.Rxg7 59.Rxg7 60.Rxg7 61.Rxg7 62.Rxg7 63.Rxg7 64.Rxg7 65.Rxg7 66.Rxg7 67.Rxg7 68.Rxg7 69.Rxg7 70.Rxg7 71.Rxg7 72.Rxg7 73.Rxg7 74.Rxg7 75.Rxg7 76.Rxg7 77.Rxg7 78.Rxg7 79.Rxg7 80.Rxg7 81.Rxg7 82.Rxg7 83.Rxg7 84.Rxg7 85.Rxg7 86.Rxg7 87.Rxg7 88.Rxg7 89.Rxg7 90.Rxg7 91.Rxg7 92.Rxg7 93.Rxg7 94.Rxg7 95.Rxg7 96.Rxg7 97.Rxg7 98.Rxg7 99.Rxg7 100.Rxg7 101.Rxg7 102.Rxg7 103.Rxg7 104.Rxg7 105.Rxg7 106.Rxg7 107.Rxg7 108.Rxg7 109.Rxg7 110.Rxg7 111.Rxg7 112.Rxg7 113.Rxg7 114.Rxg7 115.Rxg7 116.Rxg7 117.Rxg7 118.Rxg7 119.Rxg7 120.Rxg7 121.Rxg7 122.Rxg7 123.Rxg7 124.Rxg7 125.Rxg7 126.Rxg7 127.Rxg7 128.Rxg7 129.Rxg7 130.Rxg7 131.Rxg7 132.Rxg7 133.Rxg7 134.Rxg7 135.Rxg7 136.Rxg7 137.Rxg7 138.Rxg7 139.Rxg7 140.Rxg7 141.Rxg7 142.Rxg7 143.Rxg7 144.Rxg7 145.Rxg7 146.Rxg7 147.Rxg7 148.Rxg7 149.Rxg7 150.Rxg7 151.Rxg7 152.Rxg7 153.Rxg7 154.Rxg7 155.Rxg7 156.Rxg7 157.Rxg7 158.Rxg7 159.Rxg7 160.Rxg7 161.Rxg7 162.Rxg7 163.Rxg7 164.Rxg7 165.Rxg7 166.Rxg7 167.Rxg7 168.Rxg7 169.Rxg7 170.Rxg7 171.Rxg7 172.Rxg7 173.Rxg7 174.Rxg7 175.Rxg7 176.Rxg7 177.Rxg7 178.Rxg7 179.Rxg7 180.Rxg7 181.Rxg7 182.Rxg7 183.Rxg7 184.Rxg7 185.Rxg7 186.Rxg7 187.Rxg7 188.Rxg7 189.Rxg7 190.Rxg7 191.Rxg7 192.Rxg7 193.Rxg7 194.Rxg7 195.Rxg7 196.Rxg7 197.Rxg7 198.Rxg7 199.Rxg7 200.Rxg7 201.Rxg7 202.Rxg7 203.Rxg7 204.Rxg7 205.Rxg7 206.Rxg7 207.Rxg7 208.Rxg7 209.Rxg7 210.Rxg7 211.Rxg7 212.Rxg7 213.Rxg7 214.Rxg7 215.Rxg7 216.Rxg7 217.Rxg7 218.Rxg7 219.Rxg7 220.Rxg7 221.Rxg7 222.Rxg7 223.Rxg7 224.Rxg7 225.Rxg7 226.Rxg7 227.Rxg7 228.Rxg7 229.Rxg7 230.Rxg7 231.Rxg7 232.Rxg7 233.Rxg7 234.Rxg7 235.Rxg7 236.Rxg7 237.Rxg7 238.Rxg7 239.Rxg7 240.Rxg7 241.Rxg7 242.Rxg7 243.Rxg7 244.Rxg7 245.Rxg7 246.Rxg7 247.Rxg7 248.Rxg7 249.Rxg7 250.Rxg7 251.Rxg7 252.Rxg7 253.Rxg7 254.Rxg7 255.Rxg7 256.Rxg7 257.Rxg7 258.Rxg7 259.Rxg7 260.Rxg7 261.Rxg7 262.Rxg7 263.Rxg7 264.Rxg7 265.Rxg7 266.Rxg7 267.Rxg7 268.Rxg7 269.Rxg7 270.Rxg7 271.Rxg7 272.Rxg7 273.Rxg7 274.Rxg7 275.Rxg7 276.Rxg7 277.Rxg7 278.Rxg7 279.Rxg7 280.Rxg7 281.Rxg7 282.Rxg7 283.Rxg7 284.Rxg7 285.Rxg7 286.Rxg7 287.Rxg7 288.Rxg7 289.Rxg7 290.Rxg7 291.Rxg7 292.Rxg7 293.Rxg7 294.Rxg7 295.Rxg7 296.Rxg7 297.Rxg7 298.Rxg7 299.Rxg7 300.Rxg7 301.Rxg7 302.Rxg7 303.Rxg7 304.Rxg7 305.Rxg7 306.Rxg7 307.Rxg7 308.Rxg7 309.Rxg7 310.Rxg7 311.Rxg7 312.Rxg7 313.Rxg7 314.Rxg7 315.Rxg7 316.Rxg7 317.Rxg7 318.Rxg7 319.Rxg7 320.Rxg7 321.Rxg7 322.Rxg7 323.Rxg7 324.Rxg7 325.Rxg7 326.Rxg7 327.Rxg7 328.Rxg7 329.Rxg7 330.Rxg7 331.Rxg7 332.Rxg7 333.Rxg7 334.Rxg7 335.Rxg7 336.Rxg7 337.Rxg7 338.Rxg7 339.Rxg7 340.Rxg7 341.Rxg7 342.Rxg7 343.Rxg7 344.Rxg7 345.Rxg7 346.Rxg7 347.Rxg7 348.Rxg7 349.Rxg7 350.Rxg7 351.Rxg7 352.Rxg7 353.Rxg7 354.Rxg7 355.Rxg7 356.Rxg7 357.Rxg7 358.Rxg7 359.Rxg7 360.Rxg7 361.Rxg7 362.Rxg7 363.Rxg7 364.Rxg7 365.Rxg7 366.Rxg7 367.Rxg7 368.Rxg7 369.Rxg7 370.Rxg7 371.Rxg7 372.Rxg7 373.Rxg7 374.Rxg7 375.Rxg7 376.Rxg7 377.Rxg7 378.Rxg7 379.Rxg7 380.Rxg7 381.Rxg7 382.Rxg7 383.Rxg7 384.Rxg7 385.Rxg7 386.Rxg7 387.Rxg7 388.Rxg7 389.Rxg7 390.Rxg7 391.Rxg7 392.Rxg7 393.Rxg7 394.Rxg7 395.Rxg7 396.Rxg7 397.Rxg7 398.Rxg7 399.Rxg7 400.Rxg7 401.Rxg7 402.Rxg7 403.Rxg7 404.Rxg7 405.Rxg7 406.Rxg7 407.Rxg7 408.Rxg7 409.Rxg7 410.Rxg7 411.Rxg7 412.Rxg7 413.Rxg7 414.Rxg7 415.Rxg7 416.Rxg7 417.Rxg7 418.Rxg7 419.Rxg7 420.Rxg7 421.Rxg7 422.Rxg7 423.Rxg7 424.Rxg7 425.Rxg7 426.Rxg7 427.Rxg7 428.Rxg7 429.Rxg7 430.Rxg7 431.Rxg7 432.Rxg7 433.Rxg7 434.Rxg7 435.Rxg7 436.Rxg7 437.Rxg7 438.Rxg7 439.Rxg7 440.Rxg7 441.Rxg7 442.Rxg7 443.Rxg7 444.Rxg7 445.Rxg7 446.Rxg7 447.Rxg7 448.Rxg7 449.Rxg7 450.Rxg7 451.Rxg7 452.Rxg7 453.Rxg7 454.Rxg7 455.Rxg7 456.Rxg7 457.Rxg7 458.Rxg7 459.Rxg7 460.Rxg7 461.Rxg7 462.Rxg7 463.Rxg7 464.Rxg7 465.Rxg7 466.Rxg7 467.Rxg7 468.Rxg7 469.Rxg7 470.Rxg7 471.Rxg7 472.Rxg7 473.Rxg7 474.Rxg7 475.Rxg7 476.Rxg7 477.Rxg7 478.Rxg7 479.Rxg7 480.Rxg7 481.Rxg7 482.Rxg7 483.Rxg7 484.Rxg7 485.Rxg7 486.Rxg7 487.Rxg7 488.Rxg7 489.Rxg7 490.Rxg7 491.Rxg7 492.Rxg7 493.Rxg7 494.Rxg7 495.Rxg7 496.Rxg7 497.Rxg7 498.Rxg7 499.Rxg7 500.Rxg7 501.Rxg7 502.Rxg7 503.Rxg7 504.Rxg7 505.Rxg7 506.Rxg7 507.Rxg7 508.Rxg7 509.Rxg7 510.Rxg7 511.Rxg7 512.Rxg7 513.Rxg7 514.Rxg7 515.Rxg7 516.Rxg7 517.Rxg7 518.Rxg7 519.Rxg7 520.Rxg7 521.Rxg7 522.Rxg7 523.Rxg7 524.Rxg7 525.Rxg7 526.Rxg7 527.Rxg7 528.Rxg7 529.Rxg7 530.Rxg7 531.Rxg7 532.Rxg7 533.Rxg7 534.Rxg7 535.Rxg7 536.Rxg7 537.Rxg7 538.Rxg7 539.Rxg7 540.Rxg7 541.Rxg7 542.Rxg7 543.Rxg7 544.Rxg7 545.Rxg7 546.Rxg7 547.Rxg7 548.Rxg7 549.Rxg7 550.Rxg7 551.Rxg7 552.Rxg7 553.Rxg7 554.Rxg7 555.Rxg7 556.Rxg7 557.Rxg7 558.Rxg7 559.Rxg7 560.Rxg7 561.Rxg7 562.Rxg7 563.Rxg7 564.Rxg7 565.Rxg7 566.Rxg7 567.Rxg7 568.Rxg7 569.Rxg7 570.Rxg7 571.Rxg7 572.Rxg7 573.Rxg7 574.Rxg7 575.Rxg7 576.Rxg7 577.Rxg7 578.Rxg7 579.Rxg7 580.Rxg7 581.Rxg7 582.Rxg7 583.Rxg7 584.Rxg7 585.Rxg7 586.Rxg7 587.Rxg7 588.Rxg7 589.Rxg7 590.Rxg7 591.Rxg7 592.Rxg7 593.Rxg7 594.Rxg7 595.Rxg7 596.Rxg7 597.Rxg7 598.Rxg7 599.Rxg7 600.Rxg7 601.Rxg7 602.Rxg7 603.Rxg7 604.Rxg7 605.Rxg7 606.Rxg7 607.Rxg7 608.Rxg7 609.Rxg7 610.Rxg7 611.Rxg7 612.Rxg7 613.Rxg7 614.Rxg7 615.Rxg7 616.Rxg7 617.Rxg7 618.Rxg7 619.Rxg7 620.Rxg7 621.Rxg7 622.Rxg7 623.Rxg7 624.Rxg7 625.Rxg7 626.Rxg7 627.Rxg7 628.Rxg7 629.Rxg7 630.Rxg7 631.Rxg7 632.Rxg7 633.Rxg7 634.Rxg7 635.Rxg7 636.Rxg7 637.Rxg7 638.Rxg7 639.Rxg7 640.Rxg7 641.Rxg7 642.Rxg7 643.Rxg7 644.Rxg7 645.Rxg7 646.Rxg7 647.Rxg7 648.Rxg7 649.Rxg7 650.Rxg7 651.Rxg7 652.Rxg7 653.Rxg7 654.Rxg7 655.Rxg7 656.Rxg7 657.Rxg7 658.Rxg7 659.Rxg7 660.Rxg7 661.Rxg7 662.Rxg7 663.Rxg7 664.Rxg7 665.Rxg7 666.Rxg7 667.Rxg7 668.Rxg7 669.Rxg7 670.Rxg7 671.Rxg7 672.Rxg7 673.Rxg7 674.Rxg7 675.Rxg7 676.Rxg7 677.Rxg7 678.Rxg7 679.Rxg7 680.Rxg7 681.Rxg7 682.Rxg7 683.Rxg7 684.Rxg7 685.Rxg7 686.Rxg7 687.Rxg7 688.Rxg7 689.Rxg7 690.Rxg7 691.Rxg7 692.Rxg7 693.Rxg7 694.Rxg7 695.Rxg7 696.Rxg7 697.Rxg7 698.Rxg7 699.Rxg7 700.Rxg7 701.Rxg7 702.Rxg7 703.Rxg7 704.Rxg7 705.Rxg7 706.Rxg7 707.Rxg7 708.Rxg7 709.Rxg7 710.Rxg7 711.Rxg7 712.Rxg7 713.Rxg7 714.Rxg7 715.Rxg7 716.Rxg7 717.Rxg7 718.Rxg7 719.Rxg7 720.Rxg7 721.Rxg7 722.Rxg7 723.Rxg7 724.Rxg7 725.Rxg7 726.Rxg7 727.Rxg7 728.Rxg7 729.Rxg7 730.Rxg7 731.Rxg7 732.Rxg7 733.Rxg7 734.Rxg7 735.Rxg7 736.Rxg7 737.Rxg7 738.Rxg7 739.Rxg7 740.Rxg7 741.Rxg7 742.Rxg7 743.Rxg7 744.Rxg7 745.Rxg7 746.Rxg7 747.Rxg7 748.Rxg7 749.Rxg7 750.Rxg7 751.Rxg7 752.Rxg7 753.Rxg7 754.Rxg7 755.Rxg7 756.Rxg7 757.Rxg7 758.Rxg7 759.Rxg7 760.Rxg7 761.Rxg7 762.Rxg7 763.Rxg7 764.Rxg7 765.Rxg7 766.Rxg7 767.Rxg7 768.Rxg7 769.Rxg7 770.Rxg7 771.Rxg7 772.Rxg7 773.Rxg7 774.Rxg7 775.Rxg7 776.Rxg7 777.Rxg7 778.Rxg7 779.Rxg7 780.Rxg7 781.Rxg7 782.Rxg7 783.Rxg7 784.Rxg7 785.Rxg7 786.Rxg7 787.Rxg7 788.Rxg7 789.Rxg7 790.Rxg7 791.Rxg7 792.Rxg7 793.Rxg7 794.Rxg7 795.Rxg7 796.Rxg7 797.Rxg7 798.Rxg7 799.Rxg7 800.Rxg7 801.Rxg7 802.Rxg7 803.Rxg7 804.Rxg7 805.Rxg7 806.Rxg7 807.Rxg7 808.Rxg7 809.Rxg7 810.Rxg7 811.Rxg7 812.Rxg7 813.Rxg7 814.Rxg7 815.Rxg7 816.Rxg7 817.Rxg7 818.Rxg7 819.Rxg7 820.Rxg7 821.Rxg7 822.Rxg7 823.Rxg7 824.Rxg7 825.Rxg7 826.Rxg7 827.Rxg7 828.Rxg7 829.Rxg7 830.Rxg7 831.Rxg7 832.Rxg7 833.Rxg7 834.Rxg7 835.Rxg7 836.Rxg7 837.Rxg7 838.Rxg7 839.Rxg7 840.Rxg7 841.Rxg7 842.Rxg7 843.Rxg7 844.Rxg7 845.Rxg7 846.Rxg7 847.Rxg7 848.Rxg7 849.Rxg7 850.Rxg7 851.Rxg7 852.Rxg7 853.Rxg7 854.Rxg7 855.Rxg7 856.Rxg7 857.Rxg7 858.Rxg7 859.Rxg7 860.Rxg7 861.Rxg7 862.Rxg7 863.Rxg7 864.Rxg7 865.Rxg7 866.Rxg7 867.Rxg7 868.Rxg7 869.Rxg7 870.Rxg7 871.Rxg7 872.Rxg7 873.Rxg7 874.Rxg7 875.Rxg7 876.Rxg7 877.Rxg7 878.Rxg7 879.Rxg7 880.Rxg7 881.Rxg7 882.Rxg7 883.Rxg7 884.Rxg7 885.Rxg7 886.Rxg7 887.Rxg7 888.Rxg7 889.Rxg7 890.Rxg7 891.Rxg7 892.Rxg7 893.Rxg7 894.Rxg7 895.Rxg7 896.Rxg7 897.Rxg7 898.Rxg7 899.Rxg7 900.Rxg7 901.Rxg7 902.Rxg7 903.Rxg7 904.Rxg7 905.Rxg7 906.Rxg7 907.Rxg7 908.Rxg7 909.Rxg7 910.Rxg7 911.Rxg7 912.Rxg7 913.Rxg7 914.Rxg7 915.Rxg7 916.Rxg7 917.Rxg7 918.Rxg7 919.Rxg7 920.Rxg7 921.Rxg7 922.Rxg7 923.Rxg7 924.Rxg7 925.Rxg7 926.Rxg7 927.Rxg7 928.Rxg7 929.Rxg7 930.Rxg7 931.Rxg7 932.Rxg7 933.Rxg7 934.Rxg7 935.Rxg7 936.Rxg7 937.Rxg7 938.Rxg7 939.Rxg7 940.Rxg7 941.Rxg7 942.Rxg7 943.Rxg7 944.Rxg7 945.Rxg7 946.Rxg7 947.Rxg7 948.Rxg7 949.Rxg7 950.Rxg7 951.Rxg7 952.Rxg7 953.Rxg7 954.Rxg7 955.Rxg7 956.Rxg7 957.Rxg7 958.Rxg7 959.Rxg7 960.Rxg7 961.Rxg7 962.Rxg7 963.Rxg7 964.Rxg7 965.Rxg7 966.Rxg7 967.Rxg7 968.Rxg7 969.Rxg7 970.Rxg7 971.Rxg7 972.Rxg7 973.Rxg7 974.Rxg7 975.Rxg7 976.Rxg7 977.Rxg7 978.Rxg7 979.Rxg7 980.Rxg7 981.Rxg7 982.Rxg7 983.Rxg7 984.Rxg7 985.Rxg7 986.Rxg7 987.Rxg7 988.Rxg7 989.Rxg7 990.Rxg7 991.Rxg7 992.Rxg7 993.Rxg7 994.Rxg7 995.Rxg7 996.Rxg7 997.Rxg7 998.Rxg7 999.Rxg7 1000.Rxg7 1001.Rxg7 1002.Rxg7 1003.Rxg7 1004.Rxg7 1005.Rxg7 1006.Rxg7 1007.Rxg7 1008.Rxg7 1009.Rxg7 1010.Rxg7 1011.Rxg7 1012.Rxg7 1013.Rxg7 1014.Rxg7 1015.Rxg7 1016.Rxg7 1017.Rxg7 1018.Rxg7 1019.Rxg7 1020.Rxg7 1021.Rxg7 1022.Rxg7 1023.Rxg7 1024.Rxg7 1025.Rxg7 1026.Rxg7 1027.Rxg7 1028.Rxg7 1029.Rxg7 1030.Rxg7 1031.Rxg7 1032.Rxg7 1033.Rxg7 1034.Rxg7 1035.Rxg7 1036.Rxg7 1037.Rxg7 1038.Rxg7 1039.Rxg7 1040.Rxg7 1041.Rxg7 1042.Rxg7 1043.Rxg7 1044.Rxg7 1045.Rxg7 1046.Rxg7 1047.Rxg7 1048.Rxg7 1049.Rxg7 1050.Rxg7 1051.Rxg7 1052.Rxg7 1053.Rxg7 1054.Rxg7 1055.Rxg7 1056.Rxg7 1057.Rxg7 1058.Rxg7 1059.Rxg7 1060.Rxg7 1061.Rxg7 1062.Rxg7 1063.Rxg7 1064.Rxg7 1065.Rxg7 1066.Rxg7 1067.Rxg7 1068.Rxg7 1069.Rxg7 1070.Rxg7 1071.Rxg7 1072.Rxg7 1073.Rxg7 1074.Rxg7 1075.Rxg7 1076.Rxg7 1077.Rxg7 1078.Rxg7 1079.Rxg7 1080.Rxg7 1081.Rxg7 1082.Rxg7 1083.Rxg7 1084.Rxg7 1085.Rxg7 1086.Rxg7 1087.Rxg7 1088.Rxg7 1089.Rxg7 1090.Rxg7 1091.Rxg7 1092.Rxg7 1093.Rxg7 1094.Rxg7 1095.Rxg7 1096.Rxg7 1097.Rxg7 1098.Rxg7 1099.Rxg7 1100.Rxg7 1101.Rxg7 1102.Rxg7 1103.Rxg7 1104.Rxg7 1105.Rxg7 1106.Rxg7 1107.Rxg7 1108.Rxg7 1109.Rxg7 1110.Rxg7 1111.Rxg7 1112.Rxg7 1113.Rxg7 1114.Rxg7 1115.Rxg7 1116.Rxg7 1117.Rxg7 1118.Rxg7 1119.Rxg7 1120.Rxg7 1121.Rxg7 1122.Rxg7 1123.Rxg7 1124.Rxg7 1125.Rxg7 1126.Rxg7 1127.Rxg7 1128.Rxg7 1129.Rxg7 1130.Rxg7 1131.Rxg7 1132.Rxg7 1133.Rxg7 1134.Rxg7 1135.Rxg7 1136.Rxg7 1137.Rxg7 1138.Rxg7 1139.Rxg7 1140.Rxg7 1141.Rxg7 1142.Rxg7 1143.Rxg7 1144.Rxg7 1145.Rxg7 1146.Rxg7 1147.Rxg7 1148.Rxg7 1149.Rxg7 1150.Rxg7 1151.Rxg7 1152.Rxg7 1153.Rxg7 1154.Rxg7 1155.Rxg7 1156.Rxg7 1157.Rxg7 1158.Rxg7 1159.Rxg7 1160.Rxg7 1161.Rxg7 1162.Rxg7 1163.Rxg7 1164.Rxg7 1165.Rxg7 1166.Rxg7 1167.Rxg7 1168.Rxg7 1169.Rxg7 1170.Rxg7 1171.Rxg7 1172.Rxg7 1173.Rxg7 1174.Rxg7 1175.Rxg7 1176.Rxg7 1177.Rxg7 1178.Rxg7 1179.Rxg7 1180.Rxg7 1181.Rxg7 1182.Rxg7 1183.Rxg7 1184.Rxg7 1185.Rxg7 1186.Rxg7 1187.Rx

LE SUDOKU

Complétez ces deux grilles séparément, de manière que pour chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de neuf cases, tous les chiffres de 1 à 9 soient utilisés.

Facile

				3				
7		6	1		9	5		8
		3	4		5	2		
	9		5		4		2	3
5				9				1
4	6		3		2		5	
		1	8		3	9		
3		5	9		1	8		7
				6				

Moyen

3	2				5		6	
			4				5	
		5		9				3
	9				8	1		7
5			3	1	2			6
8		1	7				4	
7				2		9		
	8				1			
	6		8				2	4

Solutions en page 75.

LE QUIZ

Découvrez le titre du dernier volet de la trilogie des « Mousquetaires ». Relevez la lettre correspondant à votre choix et inscrivez-la ci-dessous dans la case correspondant au numéro se rapportant à la question. Vous saurez vite si vous avez vu juste.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----

1. En quelle année naquit Alexandre Dumas père ?

- B. 1802
- C. 1796
- M. 1815

2. Quel est son véritable nom ?

- A. Alexandre Léon Barry
- I. Alexandre Victor de la Désormières
- R. Alexandre Davy de la Pailletterie

3. Quelle profession exerce-t-il avant de devenir écrivain ?

- A. Clerc de notaire
- O. Avocat
- P. Maître des Eaux et Forêts

4. Avec quel premier roman conquist-il la notoriété littéraire ?

- N. « Les Trois Mousquetaires »
- G. « Henri III et sa cour »
- L. « La Tour de Nesle »

5. Lequel de ces romans ne fait pas partie de son œuvre ?

- U. « La Reine Margot »
- E. « La Dame aux camélias »
- O. « Le Collier de la reine »

6. À quelle trilogie appartient le roman « la Dame de Monsoreau » ?

- E. La trilogie des « Mousquetaires »
- L. La trilogie des « Valois »
- S. La trilogie de « Monte-Cristo »

7. En 1853, il fonde un journal à Paris qu'il baptise :

- T. « Nouvelles du monde »
- J. « La Relève »
- O. « Le Mousquetaire »

8. Né à Villers-Cotterêts dans l'Aisne, il est le fils d'un :

- N. Général de la Révolution disgracié par l'Empire
- B. Célèbre navigateur
- C. Révolutionnaire italien

9. De quel écrivain est-il le contemporain ?

- E. Charles Péguy
- N. Victor Hugo
- A. Diderot

10. Qui est le comte de Monte-Cristo ?

- M. Adolphe Ribbing
- E. Edmond Dantès
- S. Gaspard de Cherville

À VOUS DE JOUER

TROIS PAGES POUR EXERCER SES MÉNINGES. À VOS CRAYONS !

Retrouvez

L'Humanité
magazine

sur Internet



Pour les abonnées à [L'Humanité.fr](http://L'Humanite.fr), l'intégralité des contenus du magazine sur notre site, des versions longues des entretiens de la semaine et des articles inédits.

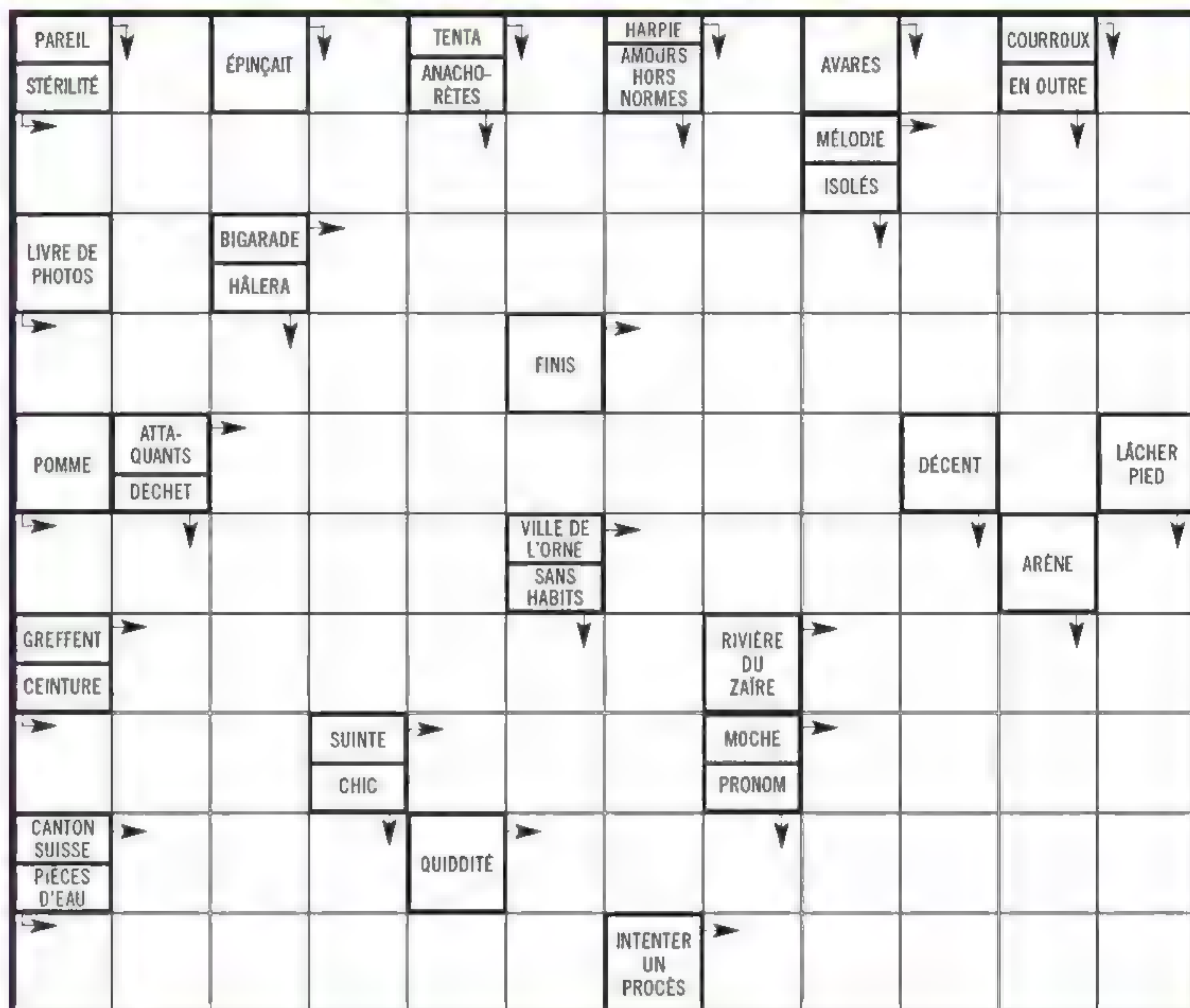
Des contenus vidéo (reportages, entretiens, decryptages) exclusifs et des infographies interactives.

Des directs avec nos journalistes au cœur des mobilisations.

Un dispositif pour couvrir les échéances électorales.

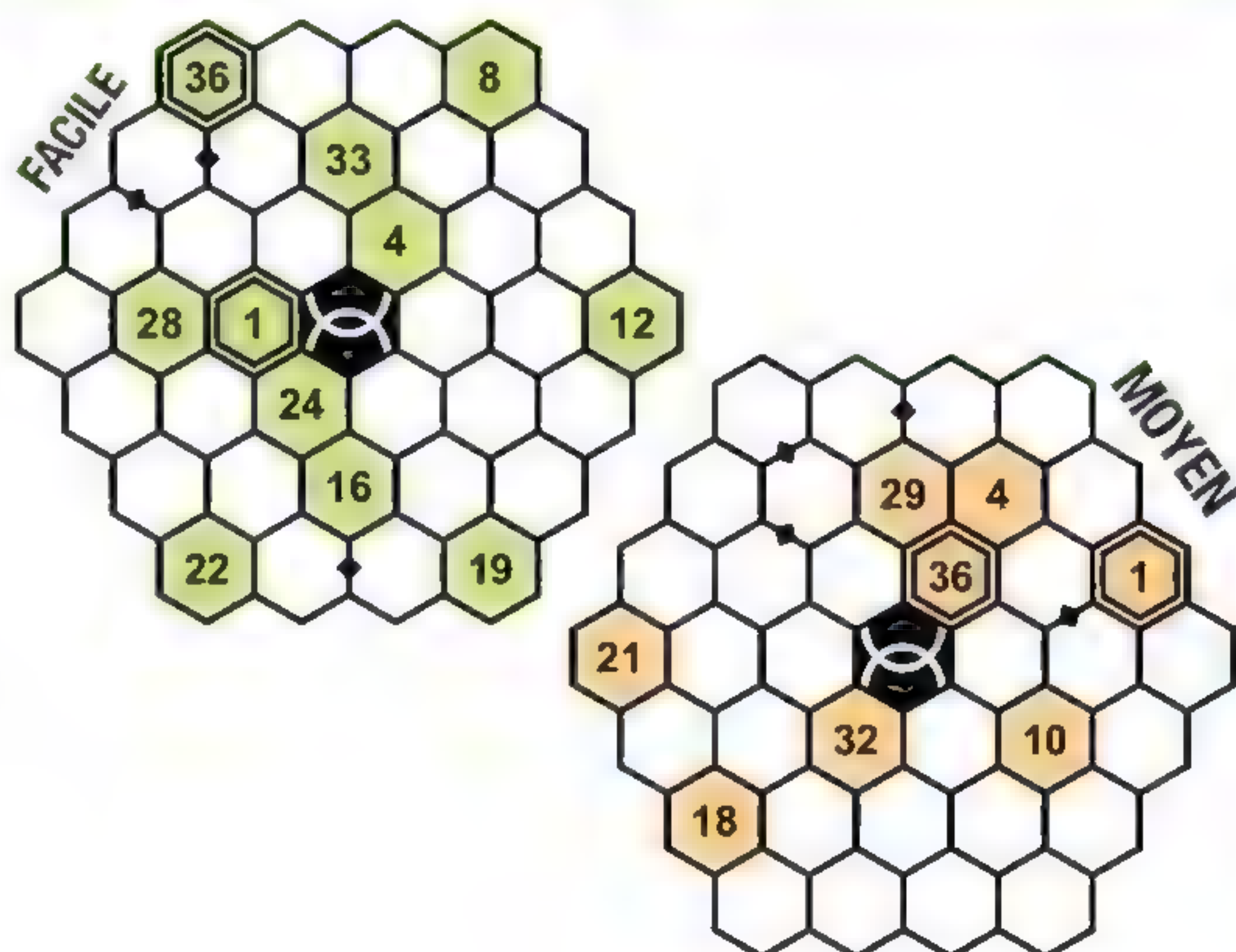
PAR MARTIN
LÉON

LES MOTS FLÉCHÉS



LE RIKUDO

Placez tous les numéros de 1 à 36 pour former un chemin de nombres consécutifs. Des nombres et liens entre certaines cases sont donnés afin d'arriver au but. Deux nombres consécutifs doivent être voisins. Un lien entre deux cases indique deux nombres consécutifs, autrement dit un morceau de chemin.





Viêt Nam Du Nord au Sud

DU 24 NOVEMBRE AU 9 DÉCEMBRE 2024

▲ PARTIR DE 3 295 €*

Longtemps, trop longtemps, l'évocation du Viêt Nam renvoyait à la guerre. Essangue il y a 50 ans, le pays est aujourd'hui l'un des plus dynamiques de l'Asie du Sud-Est assurant une voie originale de développement. Acteur régional et international en vertu de la « diplomatie du bambou », c'est un pays jeune, ouvert sur le monde, que *l'Humanité* vous invite à découvrir. Un pays fier de sa modernité et de son histoire. Vous tomberez sous le charme des richesses architecturales d'Hanoi, la capitale millénaire, de Hué l'ancienne cité impériale, de Hoi An l'iconique vieille ville aux lanternes colorées, et de Hô Chi Minh-ville l'effervescente métropole aux multiples visages. Vous traverserez des paysages à couper le souffle où l'omniprésence de l'eau augure de croisières en baie d'Along maritime et terrestre et sur le Mékong. Des moments précieux pour témoigner de notre solidarité, toujours au cœur des lecteurs de *l'Humanité*.

LE O

VOYAGE ACCOMPAGNÉ PAR
DOMINIQUE BARI, EX-CORRESPONDANT DE L'HUMANITÉ EN ASIE

RENSEIGNEMENTS
ET RÉSERVATIONS

LVJ - TLC VACANCES

06 85 07 83 02

contact@lvj-voyages.com

VOYAGEZ AVEC L'HUMANITÉ. UN MONDE S'OUVRE À VOUS.

l'Humanité

l'Humanité
magazine

l'Humanité
magazine

l'Humanité magazine

Supplément à l'Humanité
Société nouvelle du journal
l'Humanité (SA 99 ans à compter
du 1^{er} janvier 1957)

Fondateur Jean Jaures
Directeur Fabien Gay
Capital social 3 000 000 euros
Siège social 5, rue Pleyel, immeuble
Calliope, 93528 Saint-Denis cedex
Tél. : 01 49 22 72 72
Service aux abonnés
Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Publicité
Comédiance
Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 43 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

Ventes en kiosque
Gestion, réglage et promotion,
modifications de service,
réassorts, implantations :
agence Boconseil. Otto Borscha :
oborscha@boconseilame.fr,
tél. : 09 67 32 09 34
Actionnaires principaux
SAS Fond d'Humanité,
Association des lectrices
et des lecteurs de l'Humanité
Directoire
Fabien Gay, président du directoire
et directeur de la publication ;
Maud Vergnol, codirectrice
de la rédaction ; Anthony Daquet,
secrétaire général et codirecteur
de la publication ; Silvère Magnon,
directeur des développements
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président
Direction de la rédaction
Sébastien Crépel
sebastien.crepel@humanite.fr

Maud Vergnol
maud.vergnol@humanite.fr
Rédaction en chef
Cédric Clérin
cedric.clerin@humanite.fr
Laurent Mouloud
laurent.mouloud@humanite.fr
Direction artistique
Véronique Blondeau
veronique.blondeau@humanite.fr
Vincent Motron
vincent.motron@humanite.fr

**Secrétariat de rédaction,
maquette**
Aïcha Legendre,
première secrétaire de rédaction
aicha.legendre@humanite.fr
Isabelle Gibelli
isabelle.gibelli@humanite.fr
Sandrine Guiot
sandrine.guiot@humanite.fr
Marc Héliers
marc.helies@humanite.fr

Édition
Lisa Daumont-Ivani
lisa.daumont@humanite.fr
Nicolas David
nicolas.david@humanite.fr
Iconographie
Gina Le Denemat, cheffe de service
gina ledenemat@humanite.fr
Sandrine Husset
sandrine.husset@humanite.fr
Conception graphique
Rampazzo & Associés
Correction-Photogravure
L'Humanité
Impression News Print
Numéro ISSN 1771-1908
Dépôt légal septembre 2024
Commission paritaire
1124 C 79615

Imprime sur du papier provenant
d'Allemagne - 100 % de fibres recyclées.
Eutrophication : 0,003 kg/tonne
de papier. Papier certifié PEFC.

ACPM



LE TRI
+ FACILE



SOLUTIONS

LE SUDOKU

Facile

5	2	3	1	6	8	4	7	9
8	4	7	9	2	3	5	6	1
3	6	1	5	4	2	9	8	7
9	8	2	4	7	1	3	5	6
4	3	6	9	5	1	2	7	8
1	5	3	2	8	7	9	4	6
2	7	9	8	3	6	4	1	5
6	1	4	3	9	5	7	2	8
7	2	5	6	1	8	3	9	4

Moyen

4	2	3	7	1	6	8	5	9
8	4	9	3	1	6	7	5	2
7	5	3	6	2	4	9	1	8
8	3	1	7	6	9	5	4	2
5	4	7	1	3	2	8	9	6
6	9	2	5	4	8	1	3	7
4	1	5	2	9	6	7	8	3
9	7	6	4	8	3	2	5	1
2	5	9	6	3	8	1	7	4

LE QUIZ

10. E. Edmond Dantès
disgracié - 9. N. Victor Hugo -
8. N. Général de la Révolution
Vainqueur - 7. O. « Le Mousquetaire »
camélias - 6. L. La trilogie des
cours - 5. E. « La Dame aux
camélias » - 4. G. « Henri III et sa
notaire » - 3. A. Clerc de
la Paillette - 2. R. Alexandre Davy
1. B. 1802 - 2. R. Alexandre Davy
BRAGELONNE (le vicomte de)

LES MOTS FLÉCHÉS

E	T	A	N	S	E	S	T	E	R
U	R	I	S	E	S	E	N	C	E
O	B	I	S	U	E	L	A	I	D
E	N	T	E	N	T	U	E	L	E
F	R	U	I	T	S	E	S	E	C
R	A	I	D	E	R	S	M	A	C
A	L	B	U	M	C	E	S	S	E
A	O	R	A	N	G	E	T	T	E
A	G	E	N	E	S	I	E	A	I
E	E	O	M	A	R	I	E	R	I

LE RIKUDO

Facile

22	21	20	19
26	23	16	17
27	25	24	15
29	28	1	5
30	2	3	4
31	32	33	7
36	35	34	8

Moyen

15	14	13	12
16	18	33	14
18	17	32	15
21	30	31	36
22	24	30	35
23	25	26	38
26	27	28	39

IL ÉTAIT UNE FOIS

19 SEPTEMBRE 1944 LA FINLANDE LÂCHE SON ALLIÉ NAZI

Soldats finnois en Carélie. Pour la Finlande, il s'agissait officiellement de regagner les territoires perdus lors de la « guerre d'hiver ». Officieusement, Helsinki entendait « détruire le bolchevisme ».



IL ÉTAIT UNE FOIS



Le 25 juin 1941,
quatre jours après
le début de l'opération
« Barbarossa »,
les autorités d'Helsinki
lançaient leur « guerre
de continuation »
et rejoignaient
le III^e Reich contre
l'Union soviétique.
Pendant plus
de trois ans,
530 000 soldats
finlandais vont
affronter un million
de soldats de l'Armée
rouge, avec Leningrad
en ligne de mire.

IL ÉTAIT UNE FOIS



Près de Vyborg, la nouvelle frontière russo-finlandaise, après la signature du traité de Moscou, le 12 mars 1940, qui a mis fin à la guerre d'hiver.

S'agissant de la guerre de continuation, Helsinki parla d'ailleurs d'abord de « guerre d'été », tant il croyait à l'efficacité du blitzkrieg allemand. En fait de blitzkrieg, on comprit vite que, malgré leurs immenses pertes, les Soviétiques résistaient avec force et bientôt contre-attaqueraient avec succès, à l'automne, infligeant aux troupes de l'Axe leur première et lourde défaite, devant Moscou.

En conséquence, la Finlande a dû participer à la guerre contre l'Union soviétique aux côtés de l'Allemagne nazie pendant assez longtemps – trois ans et trois mois, du 25 juin 1941 au 19 septembre 1944 –, menant des opérations militaires dans la direction de Leningrad et en Carélie. Toute cette période de la guerre, de nature clairement agressive, a commencé à être appelée dans l'historiographie finlandaise, aussi paradoxal que cela puisse paraître, la « guerre de continuation », c'est-à-dire la continuation de la « guerre d'hiver » défensive de 1939-1940. L'intervalle entre les deux guerres – un an et trois mois – n'a été présenté dans l'histoire nationale que comme une « trêve ».

Officiellement, donc, il s'agissait de revenir à la frontière d'avant la « guerre d'hiver », donc celle de 1939. Mais dès le mois d'août 1941, on commençait à affirmer, comme le principal journal finlandais « Helsingin Sanomat », le 9 septembre 1941, que c'était « Saint-Petersbourg (sic) qui mena(çait) la sécurité de la Finlande ».

Déjà, lors d'une réunion parlementaire, le 25 juin 1941, il fut déclaré : « Nous menons maintenant une guerre avec l'Allemagne pour détruire le bolchevisme » (2), et le Centre d'information finlandais, qui opérait alors aux États-Unis, précisa clairement que « Leningrad ne restera (it) pas aux mains des Russes ». L'offensive conjointe des Finlandais et des Allemands avança rapidement. Vyborg, abandonnée par les unités soviétiques le 29 août, est immédiatement occupée par les troupes finlandaises. Une semaine auparavant, le 23 août, le maréchal Mannerheim, qui dirigeait l'armée finlandaise, avait reçu une lettre du chef d'état-major du haut commandement allemand, le maréchal Wilhelm Keitel, dans laquelle il l'informait que les troupes allemandes, au lieu de prendre d'assaut Leningrad, l'encercleraient par le sud, et lui demandait de faire de même par le nord. Helsinki en éprouva une certaine amertume. Un discours avait

Il arrive que, pour célébrer une victoire ou commémorer une guerre, une nation lui donne un nom : la guerre des Deux-Roses ; la guerre de Sécession ; la guerre des Boers ; la Grande Guerre, en France, pour le conflit de 1914-1918 ; la grande guerre patriotique en URSS pour le second conflit mondial... Les Finlandais nomment « guerre de continuation » celle qui les vit affronter l'Armée rouge du 25 juin 1941 jusqu'au 19 septembre 1944, il y a quatre-vingts ans.

Guerre de continuation ? Continuation de quoi ? En fait, dès le début de leur entrée en guerre contre l'Union soviétique, quatre jours après l'attaque par l'Allemagne de celle-ci lors de l'opération « Barbarossa », les autorités finlandaises cherchèrent à se disculper auprès de leurs anciens alliés, les Américains et les Britanniques, de leur nouvelle « fraternité d'armes » avec les nazis. Elles tentèrent d'expliquer à leur population échaudée par le précédent conflit avec leur grand voisin, et au-delà à ceux qui les avaient jusque-là soutenues, que leur pays avait pour seul objectif de récupérer les parties de leur territoire cédées à Moscou, sous la contrainte, en 1940, au terme de la courte guerre d'hiver (30 novembre 1939-12 mars 1940) (1).



été préparé pour la radio finlandaise, qui devait être diffusé immédiatement après la prise de Leningrad. Traduit en suédois, il annonçait : « Pour la première fois de son histoire, la capitale russe autrefois si magnifique, située à proximité de nos frontières, est tombée. Cette nouvelle, comme prévu, a remonté le moral de tous les Finlandais. » Le 8 septembre 1941, le blocus militaire de la ville était effectif.

Le 27 septembre, Londres fit parvenir à Helsinki une note comminatoire : « Tant que la Finlande continuera à être une alliée de l'Allemagne, menant une guerre d'agression contre l'alliée de la Grande Bretagne sur son territoire, le gouvernement royal sera contraint de considérer la Finlande comme membre de l'Axe, car il est impossible de séparer les actions militaires de ce bloc de la guerre que la Finlande mène contre la Russie. (...) Si le gouvernement finlandais estime qu'il est possible de continuer à mener une offensive sur le territoire purement russe, alors la Grande-Bretagne sera obligée de considérer la Finlande comme son ennemi. » Le 25 novembre 1941, la Finlande rejoignit officiellement le pacte anti-Komintern. Le ministre des Affaires étrangères Witting le signa à Berlin même. Les masques tombaient.

Le 6 décembre, la Grande-Bretagne déclara la guerre à la Finlande ; les États-Unis s'en abstinent. En réalité, les hostilités entre la Grande-Bretagne et la Finlande n'ont jamais commencé et les dirigeants finlandais n'ont tiré aucune conclusion sérieuse, ni de la déclaration britannique ni de la situation militaire générale. Mais la participation des troupes finlandaises au siège de Leningrad présentait une différence significative par rapport aux actions de l'armée allemande. Pendant tout ce siège – qui a »



Le 25 novembre 1941, la Finlande rejoint le pacte anti-Komintern. Le 6 décembre, le Royaume-Uni de Winston Churchill, son ancien allié, lui déclare la guerre. Ci-dessous, en juin 1942, le maréchal Carl Gustav Mannerheim, Adolf Hitler et Risto Ryti, président de la Finlande, se retrouvent devant Leningrad assiégée.





BING-PHOTOS / FOTOBANC / J. J. ZE

» coûté la vie à 800 000 habitants, morts principalement de faim et de froid –, les forces finlandaises se sont abstenues de la bombarder. Mais lorsqu'en janvier 1944 les troupes des fronts de Leningrad et Volkhov repoussèrent les Allemands loin de la ville, le président finlandais Ryti déclara avec inquiétude, le 2 février 1944, lors de sa rencontre avec l'envoyé allemand Blucher : « Le retrait des Allemands de Leningrad est un grand malheur pour la Finlande. » Dans les cercles gouvernementaux et militaires finlandais, on commença à se poser la question d'un accord avec l'Union soviétique. Moscou doutait cependant de la bonne volonté d'Helsinki. Les contacts secrets à Stockholm, en février 1944, entre le représentant finlandais K. Paasikivi et l'ambassadrice soviétique Alexandra Kollontaï (3) n'offraient guère de perspectives.

Le 1^{er} mai 1944, le commandement des fronts de Leningrad et de Carélie reçut l'ordre du haut commandement suprême de commencer les préparatifs actifs d'une offensive contre l'armée finlandaise dans deux directions : Vyborg et Svir-Petrozavodsk. Le 9 juin à 8 heures du matin, l'artillerie et l'aviation du front de Leningrad et de la flotte baltique de la bannière rouge bombardèrent les lignes finnoises. Le 10 juin à 8 h 20, la 21^e armée, après avoir traversé la rivière Sestra, avança de 5 à 15 km, bousculant les lignes fortifiées de l'ennemi. Le 22 juin 1944, la direction finlandaise décida de faire appel à l'URSS, via Stockholm, pour mettre fin à la guerre. Le ministre

Prise en étau entre les Allemands au sud et les Finlandais au nord, Leningrad paiera un lourd tribut. 800 000 de ses habitants mourront durant le siège de la ville, qui prend fin le 27 janvier 1944.

allemand des Affaires étrangères, Ribbentrop, arriva soudainement à Helsinki dans le but d'empêcher la Finlande de conclure la paix avec l'Union soviétique. La Finlande, une fois de plus, s'inclina.

Conformément aux instructions du quartier général du haut commandement suprême, les troupes du front de Leningrad ont suspendu leur offensive le 11 juillet et celles du front carélien à partir du 29 août 1944. À ce moment-là, la 21^e armée avait légèrement avancé au nord et au nord-est de Vyborg et, en coopération avec la flotte baltique, capturé la baie des îles Vyborg. La sécurité de Leningrad étant désormais assurée, une partie des troupes du front de Leningrad fut transférée dans les États baltes en Biélorussie. C'était du point de vue soviétique un geste de bonne volonté.

Le président finlandais, Ryti, pour toute réponse, promit, dans un courrier à Hitler, qu'il ne permettrait à aucun gouvernement finlandais de négocier la paix sans son consentement. L'opposition « pacifique » finlandaise – constituée au départ de six députés sociaux-démocrates –, sortie de son mutisme, proposa alors que le commandant en chef des forces armées finlandaises, Mannerheim, remplace le président Ryti.

Sous la pression, celui-ci démissionna et Mannerheim arriva au pouvoir le 4 août 1944. Le 17 août, il déclara à Keitel, arrivé à Helsinki, qu'il ne se considérait pas lié par les obligations imposées par l'Allemagne à l'ancien président Ryti. Le 25 août, l'envoyé finlandais en Suède, Gripenberg, informa l'ambassadrice

IL ÉTAIT UNE FOIS

Le 29 août 1944, par la voix de son ambassadrice Alexandra Kollontaï, l'URSS accepte de rencontrer les Finlandais pour négocier la paix.

Hackzell a officiellement annoncé la décision parlementaire de se retirer de la guerre et l'exigence que les troupes allemandes quittent le pays.

Le 4 septembre, le gouvernement finlandais a officiellement déclaré son acceptation des conditions préliminaires de l'Union soviétique et le même jour, à 8 heures du matin, les troupes finlandaises ont cessé les hostilités. Le lendemain, l'ordre de cessation des hostilités avec la Finlande fut également transmis par le haut commandement suprême soviétique aux troupes des fronts de Leningrad et de Carélie. La guerre de continuation a vu s'affronter 530 000 Finlandais et 220 000 Allemands à près d'un million de Soviétiques, et s'est soldée par la mort ou la disparition de 59 000 Finlandais (plus 2 000 civils tués) et 14 000 Allemands, et de 91 000 Soviétiques (plus 7 000 civils tués).

Le 7 septembre, la délégation finlandaise conduite par le premier ministre Hackzell arriva à Moscou. La délégation soviétique était dirigée par Viatcheslav Molotov et la Grande-Bretagne était représentée par l'ambassadeur à Moscou Archibald Clark Kerr. Cependant, les négociations n'ont commencé que le 14 septembre. Auparavant, les conditions d'établissement de la paix avec la Finlande avaient été convenues entre les délégations de l'URSS et de la Grande-Bretagne.

Après de dernières tergiversations de la partie finlandaise, le chef de la délégation soviétique proposa la signature d'un accord d'armistice pour le 19 septembre à 12 heures. Le journal finlandais « Hämeen Juhteistue » affirma : « (Cet accord) a marqué le début d'une période nouvelle et plus brillante dans la vie du peuple finlandais. À partir de ce moment, une période de paix et de politique amicale a commencé ». Elle a duré 80 ans, jusqu'à ce qu'en 2023, la Finlande rejoigne l'Otan.

BERNARD FREDERICK

(1) Voir « 4-8 janvier 1940, au cœur de la guerre d'hiver, les Finlandais font reculer l'Armée rouge », par B. Frederick, « L'Humanité dimanche » n° 690 du 9 janvier 2020.

(2) Cité par N. I. Baryshnikov, dans « Blokada Leningrada i Finlandiya, 1941-1944 » (« le Blocus de Leningrad et la Finlande, 1941-1944 »), Institut Johan-Beckman, Saint-Petersbourg-Helsinki, 2002 (en russe); également pour les citations suivantes, sauf mention contraire.

(3) Voir « Alexandra Kollontaï, la révolutionnaire qui faisait rougir Lénine », par B. Frederick, « L'Humanité magazine » n° 889, 25 janvier 2024.

Le premier ministre Antti Hackzell (2^e à d.) conduit la délégation finnoise à Moscou, le 7 septembre 1944. Le 19 du même mois, l'armistice était signée.

Kollontaï que la Finlande ne se considérait plus liée par l'accord avec l'Allemagne signé par Ryti. La réponse du gouvernement soviétique fut transmise aux dirigeants finlandais par l'intermédiaire de Kollontaï le 29 août. Il exprimait son accord pour recevoir la délégation finlandaise à Moscou, à condition que la Finlande fasse une déclaration publique sur sa rupture avec l'Allemagne et que les troupes allemandes soient retirées du territoire finlandais avant le 15 septembre.

Le 2 septembre, lors d'une réunion à huis clos du Parlement finlandais, le gouvernement Hackzell a soulevé la question de la sortie du pays de la guerre. La majorité des députés soutint cette proposition. Le même jour, Mannerheim en a informé Hitler et il a été demandé à l'envoyé allemand à Helsinki, Blucher, ainsi qu'aux représentants militaires concernés, que les troupes allemandes quittent la Finlande dans un délai de deux semaines. Dans un discours radiophonique en fin de soirée, le premier ministre



«Hitler plutôt que Blum»?

PAR **PIERRE SERNA**, HISTORIEN, CHERCHEUR À L'INSTITUT D'HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE ET À L'INSTITUT D'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE



MAGALI BRAGARD

Et pendant ce temps-là, l'extrême droite ne dit rien... Pendant que l'extrême centre au pouvoir tente, de façon mortifère pour la démocratie, de dénier le résultat des élections de juillet, la droite xénophobe et héritière des pires ennemis de la République se tait, engrange les mauvaises graines du populisme pour l'hiver catastrophique qui s'annonce. Pendant que le président de la République se transforme en chef de parti, cherchant vainement à construire ce qu'il impose de façon partisane, comme son « arc républicain », le Rassemblement national croît en silence sur le dos de la République démocratique

qu'il a réussi à parasiter et sur laquelle il se nourrit, faute de politique sociale et économique adaptée à la crise que la France traverse.

L'extrême centre, comme dans les crises du passé où il a existé, n'a que trois solutions pour terminer sa néfaste réapparition dans l'histoire de France. Soit il se termine par un coup de force qu'il pare des atours de la légalité, tel son avatar originel, le Directoire, se transformant à force de jeux politicards et de discrédits de la gauche, en bonapartisme ou une de ses figures nouvelles, que Macron s'efforce d'incarner, au mépris des institutions républicaines. Soit il se termine par un césarisme encore plus brutal, laissant la place à une extrême droite dont il a construit le lit consciemment ou pas, avec les formes les plus liberticides qui soient, pourvu que le grand capital y trouve son compte. Soit, et c'est pour l'heure le plus grand échec de Macron qui en rêvait, il se droitise pour terminer là où idéologiquement il ne pouvait aller de suite à sa naissance, vers la droite libérale, se moquant bien du régime pourvu que les très gros intérêts prospèrent, retournant à la ligne définie par Guizot dans les années 1830 : « Enrichissez-vous ! » Manifestement, la droite républicaine n'a pas encore voulu tomber dans ce piège, sentant bien

les velléités toujours plus autoritaires et illibérales de la présidence macronienne, dans tout ce qu'elle a de pervers, laissant le pays sans premier ministre, deux mois après les élections.

L'histoire de France propose à la réflexion assez de jalons dramatiques pour comprendre le présent. En inventant le Nouveau Front populaire, les forces de gauche ont voulu de façon explicite insuffler l'espoir qui, de 1934 à 1938, a contribué à changer la vie, avec les congés payés, la semaine de travail réduite et tant d'autres réalisations dans l'éducation et la culture. Las, comme le rappelle Johann Chapoutot, un des tout meilleurs historiens du nazisme, Emmanuel Mounier affirme dans la revue « Esprit » en 1938, que « la bourgeoisie préfère Hitler à Blum ». Au vu des caricatures et contrevérités appliquées au programme économique du NFP, comme si c'était lui qui avait construit la dette française, on imagine, dans un autre contexte, que les grands acteurs financiers mondiaux ne peuvent demeurer indifférents au sort de la France. Ils se contentent parfaitement de la montée

L'extrême centre dévoile son visage mortifère pour la République, ses pratiques morbides pour la démocratie, ses névroses pour la France.

des extrêmes droites dans de nombreux pays et particulièrement en France, et accepteraient un Bardella premier ministre de la xénophobie et un Macron président des marchés. Sinon, pourquoi avoir provoqué la dissolution de l'Assemblée nationale, un soir de raz de marée brune, où une Française et un Français sur deux ne s'étaient pas déplacés pour un vote à un tour concernant l'Europe ? L'extrême centre dévoile son visage mortifère pour la République, ses pratiques morbides pour la démocratie, ses névroses pour la France. Il est temps de réagir ! Notre sens de l'humanité l'impose. ●



JE COMMANDE *

le hors-série *Une histoire populaire des jeux Olympiques* au prix de 9,90 €
 + 3 € de frais de port **, soit 12,90 € x exemplaire(s) = €
 Total de ma commande €

PRÉNOM

NOM

ADRESSE

VILLE

CODE POSTAL

TÉLÉPHONE

E-MAIL

* Délai de livraison de 10 à 12 jours ** France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre
 de l'Humanité à : L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION,
 3, RUE DU PONT-DE L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN

Pour commander en ligne
 et régler par carte bancaire,
 capturez ce QR code à l'aide de
 votre smartphone



LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

LA BASE 217 (91)

| Brétigny-sur-Orge
| Le Plessis-Pâté



Plus d'infos sur
fete.humanite.fr

13 • 14 • 15

Sept
2024